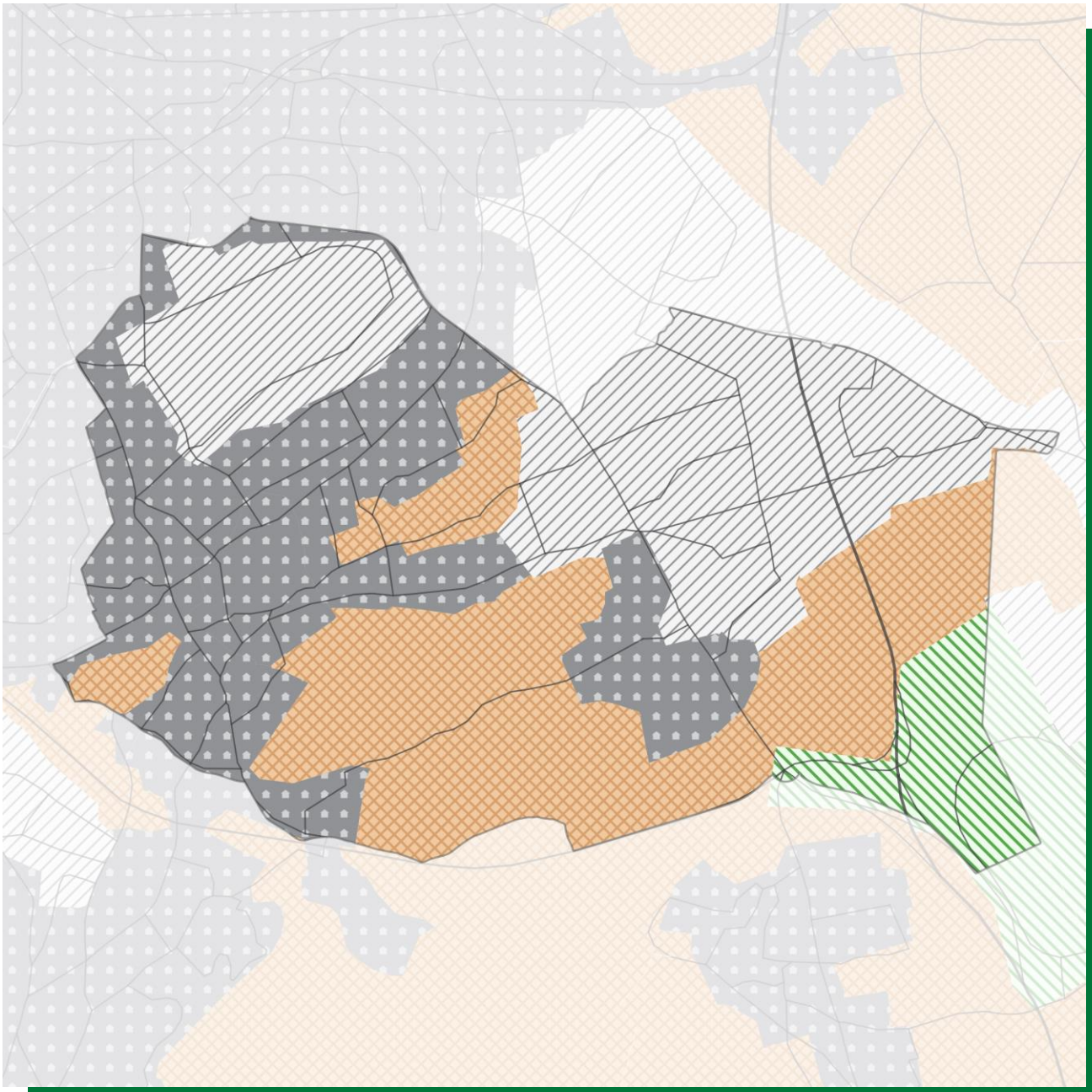


ithéa
ithea-conseil.fr

PROFIL CROISÉ

MA COMMUNE

AOÛT 2021

AVANT-PROPOS

95 % des collectivités pensent que les statistiques locales sont essentielles pour construire des politiques publiques. Pourtant, 88 % d'entre elles reconnaissent qu'il est difficile de s'y retrouver parmi les chiffres.*

Aujourd'hui plus que jamais, les données de votre territoire sont multiples et disponibles. Afin de les rendre utilisables par tous, Ithéa Conseil a développé le « Profil Croisé », qui outille aujourd'hui près de 2 000 collectivités.

Ce rapport vous permettra d'appuyer vos discours et réflexions sur des éléments objectivés. Le Profil Croisé s'appuie sur plus de 125 bases de données, produites par une quinzaine d'institutions publiques (INSEE, SIRENE, CAF, DGFIP, CPAM, Agence ORE, ...) et mobilise systématiquement les dernières données disponibles.

Cerner les évolutions, « prendre la température » et en définitive, comprendre pour agir, tel est le but du Profil Croisé. Il s'adresse à tous (élus, citoyens…), sans limitation d'usage !

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

Marion COUSIN et David SIMONDET

Directeurs Associés – Ithéa

*Grande Enquête « Données locales », 1710 répondants, juillet-août 2019, traitement Ithéa

SOMMAIRE

1. DÉMOGRAPHIE
2. PETITE ENFANCE
3. ENFANCE-JEUNESSE
4. FAMILLES
5. SENIORS
6. LOGEMENT - IMMOBILIER
7. HABITAT
8. EMPLOI
9. REVENUS ET PRÉCARITÉ
10. ÉGALITÉS FEMMES-HOMMES
11. SANTÉ ET HANDICAP
12. ENTREPRISES
13. VIE LOCALE
14. TOURISME
15. ENVIRONNEMENT
ANNEXES (DONT GLOSSAIRE)

COMMENT LIRE VOTRE PROFIL CROISÉ ?

L'intitulé de la sous-thématique

Les questions à se poser pour faire parler les chiffres

Des clés de lecture pour approfondir un indicateur, donner une définition ou aller plus loin sur la thématique (sources, bonnes pratiques…)

Les « indicateurs » clés sont en couleur et précisés dans les titres des graphiques

Les termes suivis d'une étoile font l'objet d'une définition en fin de document

La source du graphique, accompagnée d'une phrase permettant de le lire simplement

ALLO PROFIL

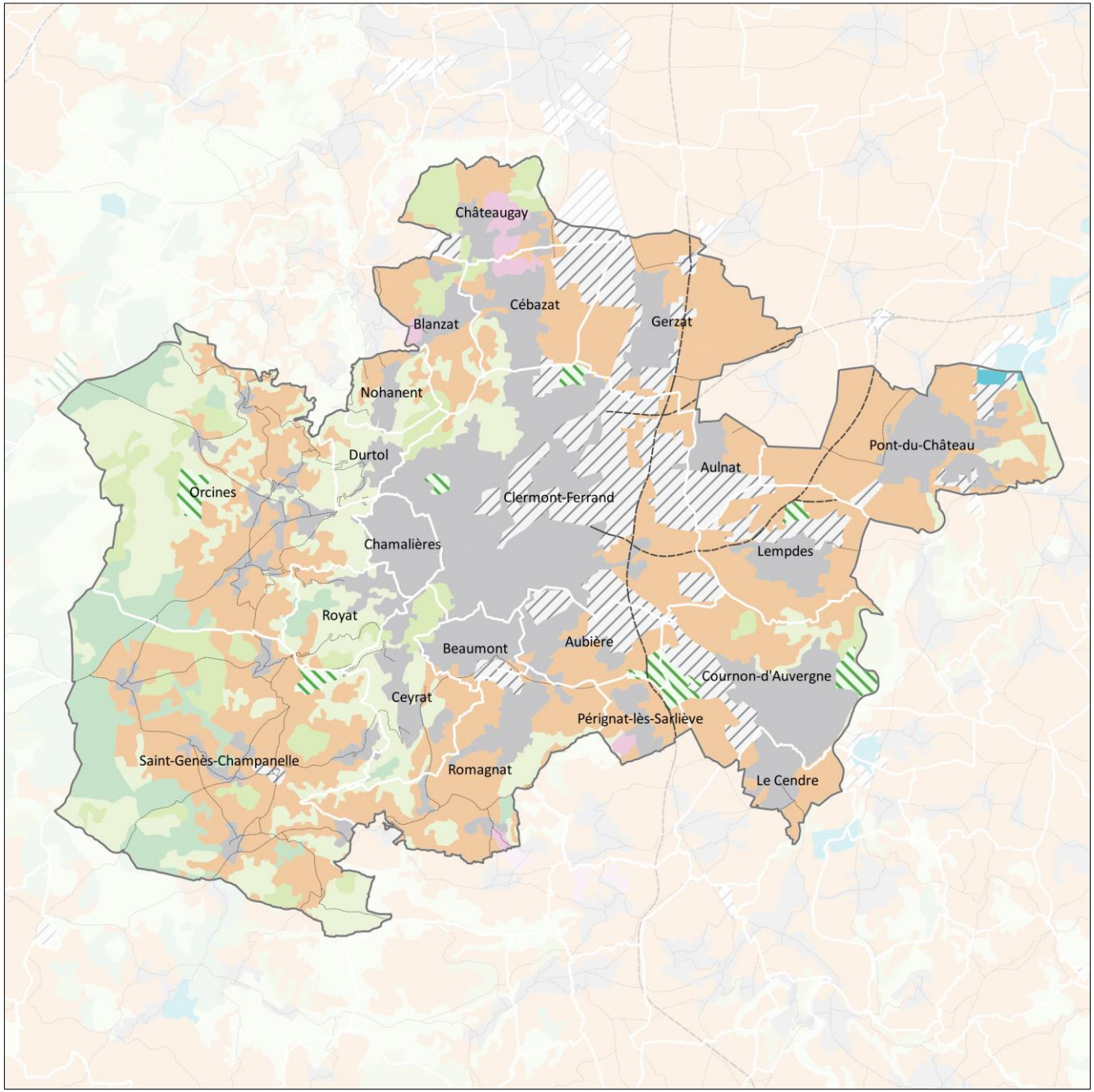
Nous aimons produire des chiffres, mais aussi les analyser à vos côtés ! Pour toute question concernant le document, n'hésitez pas à nous contacter. Nous pourrons également interpréter ensemble les données de votre territoire et identifier les indicateurs les plus parlants.

Mon EPCI

BON A NOTER

Les cartographies proposées pour chaque thématique du Profil Croisé sont proposées à l'échelle de l'EPCI.

Cette carte permet de positionner chacune des communes.



SYNTHÈSE – DYNAMIQUES DE MON TERRITOIRE

Cette page de synthèse vous invite à prendre connaissance des grandes tendances socio-démographiques pour ma commune, en quelques minutes, au travers de 5 chiffres-clés. Concernant ces 5 indicateurs clés également, un graphique comparatif vous permet de visualiser comment se situe votre collectivité par rapport à ses pairs de même strate grâce à une classification de 0 à 10 sur chaque donnée.

Les indicateurs pour ma commune sont ici comparés à ceux des communes comptant entre 10 000 et 50 000 habitants.

7,7%

Le taux d'évolution de la population entre 2008 et 2018, soit 768 habitants de plus pour ma commune en 10 ans.

2,0%

La variation annuelle moyenne de la population sur la période 2013-2018 pour ma commune, contre 0,6% pour mon département.

13

La durée moyenne (en années) de résidence dans le même logement pour ma commune, contre 15 ans en France métropolitaine.

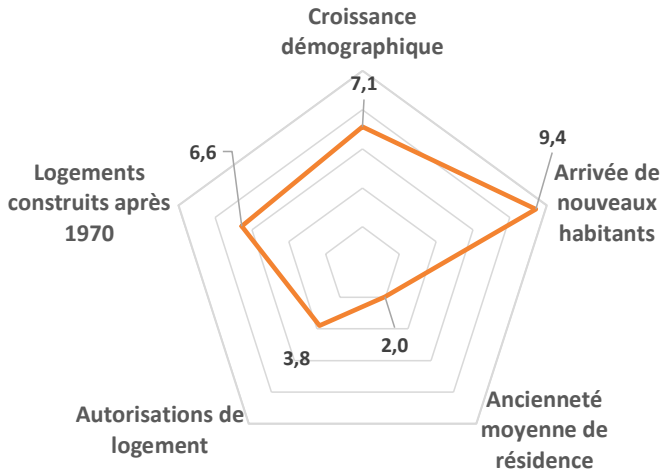
7

Le nombre de logements autorisés annuellement pour 1 000 logements pour ma commune entre 2018 et 2020, contre 11 pour la France métropolitaine.

66%

La part des résidences principales construites après 1971 pour ma commune, soit 3 475 logements construits après 1970.

Synthèse comparative – Dynamiques de mon territoire



Plus l'indice se rapproche de 10, plus la collectivité se situe dans la moyenne supérieure en comparaison aux collectivités de même strate.

Clé de lecture du graphique :

Avec un indice de 7,1 pour ma commune, on compte 29% des communes de la même strate dont le taux d'évolution de la population entre 2008 et 2018 est plus élevé.

Les 5 indicateurs du graphique :

1. *Taux d'évolution de la population entre 2013 et 2018*
2. *Taux de variation annuel moyen de la population*
3. *Durée moyenne de résidence dans le logement des ménages*
4. *Nombre d'autorisations moyennes de logement entre 2018 et 2020*
5. *Part des logements construits après 1971*

SYNTHÈSE – PROFIL DE MA POPULATION

Cette page de synthèse vous invite à prendre connaissance des grandes tendances socio-démographiques pour ma commune, en quelques minutes, au travers de 5 chiffres-clés. Concernant ces 5 indicateurs clés également, un graphique comparatif vous permet de visualiser comment se situe votre collectivité par rapport à ses pairs de même strate grâce à une classification de 0 à 10 sur chaque donnée.

Les indicateurs pour ma commune sont ici comparés à ceux des communes comptant entre 10 000 et 50 000 habitants.

48%

La part des moins de 30 ans dans la population, soit 5 203 individus pour ma commune.

24%

La part des familles avec enfants parmi les ménages, soit 1 276 familles dont 419 familles monoparentales pour ma commune.

19%

L'évolution du nombre de 65 ans et plus pour ma commune entre 2008 et 2018, soit 316 seniors de plus en 10 ans.

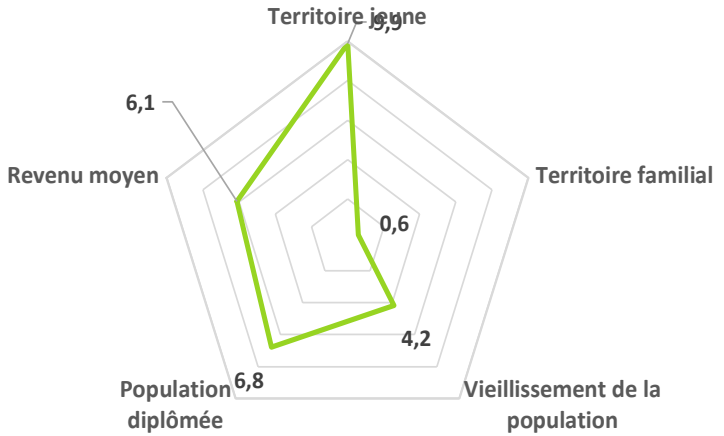
52%

La part de la population diplômée du BAC pour ma commune, contre 48% pour la France métropolitaine.

27 743 €

Le revenu moyen pour ma commune, contre 26 081€ pour mon département.

Synthèse comparative – Profil de ma population



Plus l'indice se rapproche de 10, plus la collectivité se situe dans la moyenne supérieure en comparaison aux collectivités de même strate.

Clé de lecture du graphique :

Avec un indice de 6,1 pour ma commune, on compte 61% des communes de la même strate dont le revenu moyen est moins élevé.

Les 5 indicateurs du graphique :

1. *Part des moins de 30 ans dans la population*
2. *Part des familles avec enfants sur le territoire*
3. *Part des 15-64 ans ayant un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat*
4. *Rythme d'évolution du nombre de 65 ans et plus dans la population*
5. *Revenu moyen des foyers fiscaux*

SYNTHÈSE – VIE LOCALE DE MON TERRITOIRE

Cette page de synthèse vous invite à prendre connaissance des grandes tendances socio-démographiques pour ma commune, en quelques minutes, au travers de 5 chiffres-clés. Concernant ces 5 indicateurs clés également, un graphique comparatif vous permet de visualiser comment se situe votre collectivité par rapport à ses pairs de même strate grâce à une classification de 0 à 10 sur chaque donnée.

Les indicateurs pour ma commune sont ici comparés à ceux des communes comptant entre 10 000 et 50 000 habitants.

6,2 Le nombre de professionnels de santé pour 1 000 habitants, contre 6,2 en moyenne en France métropolitaine.

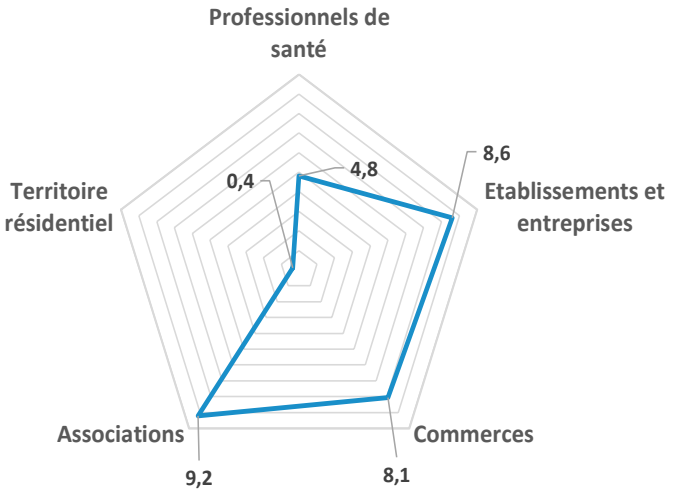
9,1 Le nombre de commerces de proximité pour 1 000 habitants, contre 6,8 pour mon département.

4,0 Le nombre d'associations pour 100 habitants, contre 2,5 en moyenne pour la France métropolitaine.

0,4 Le nombre d'actifs occupés pour 1 emploi sur le territoire, contre 1,0 pour mon département.

17,4 Le nombre d'entreprises pour 100 habitants, contre 13,5 pour mon département.

Synthèse comparative – Vie locale de mon territoire



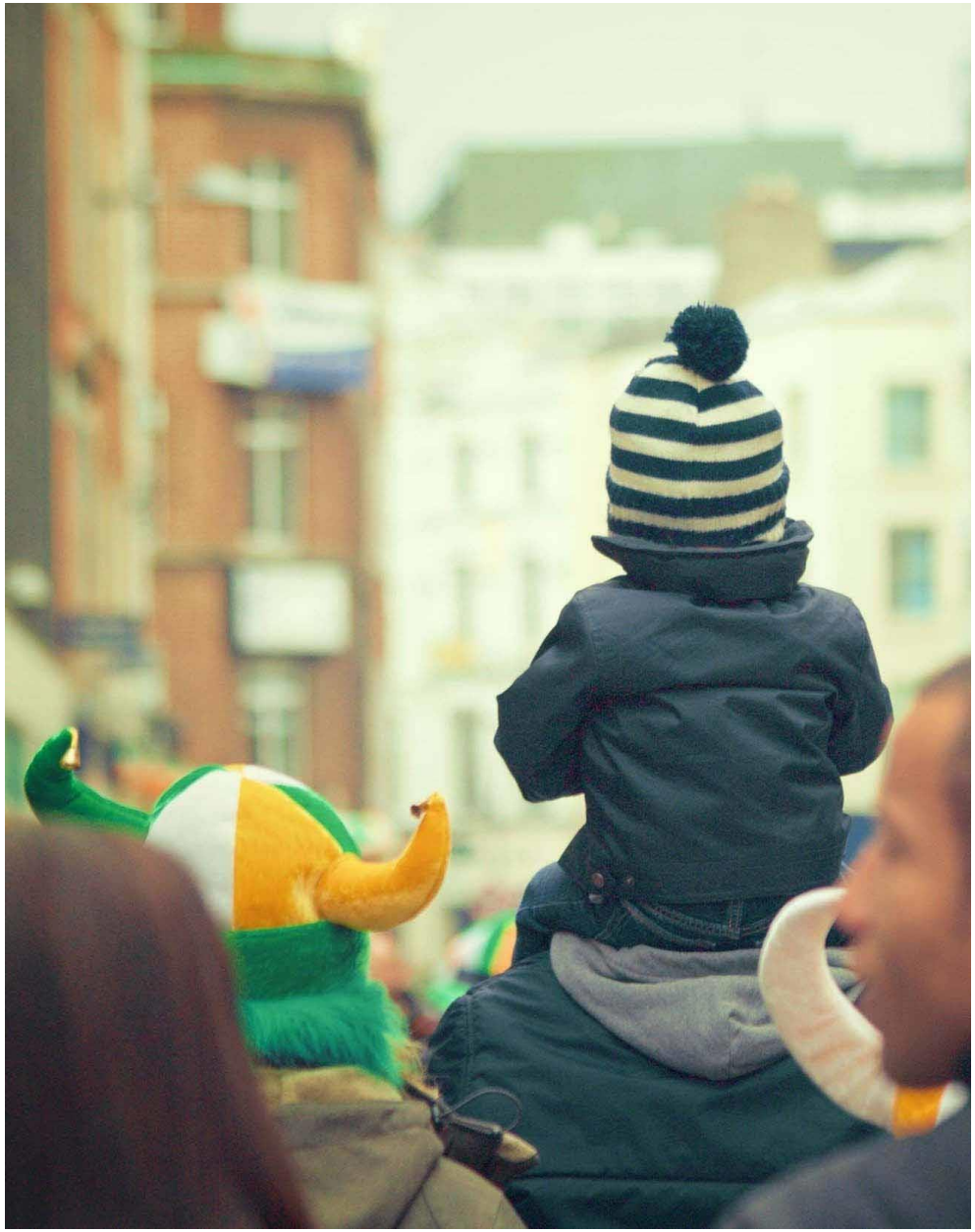
Plus l'indice se rapproche de 10, plus la collectivité se situe dans la moyenne supérieure en comparaison aux collectivités de même strate.

Clé de lecture du graphique :

Avec un indice de 9,2 pour ma commune, on compte 92% des communes de la même strate dont le nombre d'associations pour 100 habitants est moins élevé.

Les 5 indicateurs du graphique :

1. *Professionnels de santé pour 1 000 habitants*
2. *Etablissements enregistrés au répertoire SIRENE pour 100 habitants*
3. *Commerces pour 1 000 habitants*
4. *Associations pour 100 habitants*
5. *Nombre d'actifs occupés pour 1 emploi présent sur le territoire*



ithéa
ithea-conseil.fr

1. DÉMOGRAPHIE

1.1 Principales dynamiques

1.2 Tranches d'âge

1.3 CSP, Diplôme, Nationalité, Immigration

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (1/3)

La population a-t-elle augmenté ou a-t-elle baissé ? À quel rythme ? Pour quelles raisons ?

LE RECENSEMENT

Les communes de moins de 10 000 habitants, font l'objet d'un recensement exhaustif tous les cinq ans. A l'inverse, les communes de 10 000 habitants ou plus font l'objet d'une enquête annuelle, 40% de leur population étant recensée sur une période de cinq années.

Pour estimer au plus près la population légale au 1er janvier, l'INSEE s'appuie sur différents fichiers : foyers fiscaux, fichiers d'allocataires de prestations sociales... Cette estimation est essentielle : près de 350 articles de lois ou de codes se réfèrent à la population légale (ex. dotations, nombre de conseillers municipaux, barèmes de certaines taxes...)

Par ailleurs, les données du recensement sont une moyenne estimée sur les cinq dernières années :

- Données INSEE 2017 = moyenne observée sur la période 2015-2019

Les résultats du recensement de l'INSEE de 2019 paraitront donc en 2022. A noter que, du fait de la crise sanitaire, le recensement 2021 est repoussé à 2022.

Données générales

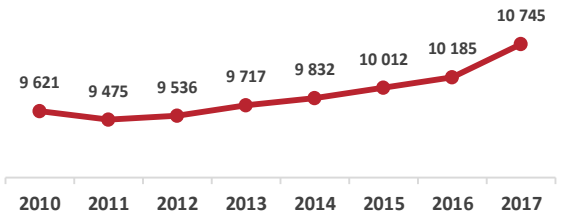
Populations légales au 1er janvier 2021 :

Population municipale : 10745 hab.
Population comptée à part : 152 hab.
Population totale : 10897 hab.
Superficie : 7,7 km²
Densité de population au km² : 1 399 habitants

Source : INSEE 2018 et INSEE 2021

ma commune accueille 10 745 habitants selon les dernières estimations de l'INSEE.

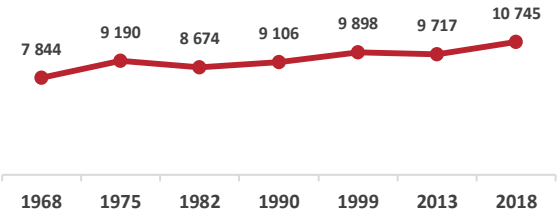
Évolution annuelle de la population depuis 2010



Source : INSEE 2010-2018

De 2010 à 2018, la population du territoire est passée de 9 621 à 10 745 habitants, soit une évolution de +12% sur la période.

Indicateur clé | Évolution de la population de 1968 à 2018



INSEE 1968-2018

En 2018, la population était de 10 745 habitants.

Évolution du nombre de foyers allocataires de la CAF et de foyers fiscaux entre 2016 et 2019

	2016	2017	2018	2019	Evo 2016-2019
Allocataires CAF	2 667	2 902	3 014	3 207	**+19%**
Foyers fiscaux	5 398	5 394	5 518	5 617	**+4%**

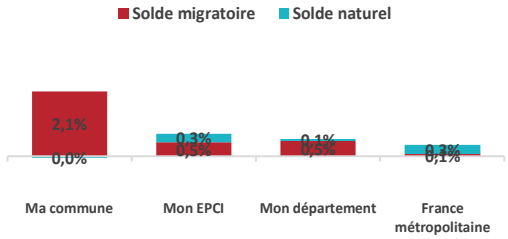
Caf.data, 2016-2019 et DDFiP 2016-2019

Pour ma commune, le nombre d'allocataires de la CAF est passé de 2 667 à 3 207 entre 2016 et 2019, soit une évolution de 19%.

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (2/3)

De nouveaux habitants sont-ils arrivés ? Y-a-t-il plus de naissances que de décès ? De départs que d'arrivées ?

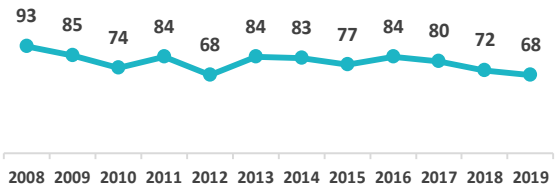
Indicateur clé | Variation annuelle moyenne de la population entre 2013 et 2018



Source : INSEE 2013-2018

Entre 2013 et 2018, le solde naturel moyen pour ma commune était chaque année de 0,0%, contre 2,1% pour le solde migratoire.

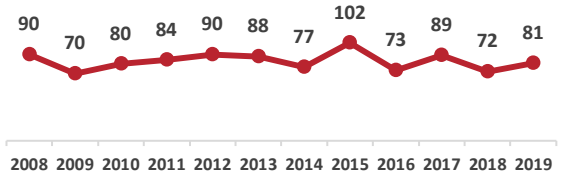
Les naissances enregistrés de 2008 à 2019



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2019

En 2019, le nombre de naissances enregistrées pour ma commune était de 68.

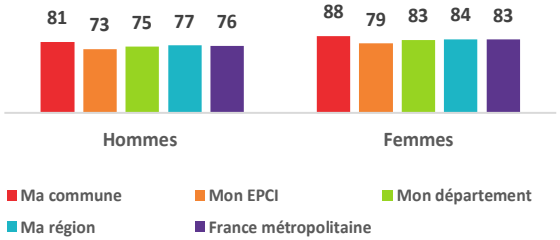
Les décès enregistrés de 2008 à 2019



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2019

En 2019, le nombre de décès enregistrés pour ma commune était de 81.

Âge de décès moyen par sexe sur la période 2017-2019



Source : Fichier des personnes décédées, 2017-2020, INSEE

Sur la période 2017-2020, l'âge moyen des personnes décédées était de 81 ans pour ma commune, contre 75 ans pour mon département.

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

- **Solde migratoire** = Arrivées – Départs
- **Solde naturel** = Naissances - Décès

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (3/3)

Comment se renouvelle la population ? Le profil des nouveaux arrivants est-il similaire au reste de la population ?

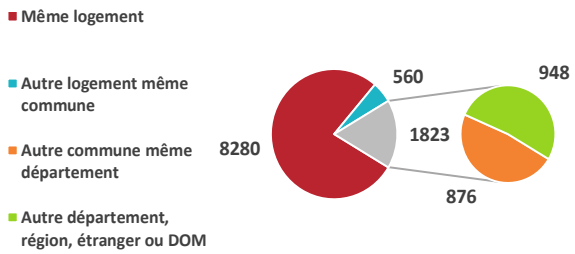
CE QUI FAIT ÉVOLUER LE PROFIL DES HABITANTS

L'arrivée de nouveaux habitants qui ont un profil différent de la population déjà résidente (âge, CSP…) peut s'expliquer par plusieurs facteurs : offre de formation et d'emploi, livraison de nouveaux logements, bonne « réputation » de la commune…

LA DÉFINITION

Dans la catégorie « **Autres** » des CSP de l'INSEE, on entend les « autres personnes sans activité professionnelle », soit les élèves, les étudiants et les hommes/femmes au foyer.

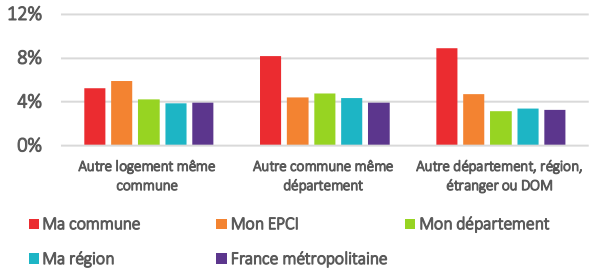
Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2017) – En nombre



Source : INSEE 2018

En 2018, 948 habitants de la commune résidaient l'année précédente dans un autre département, une autre région, à l'étranger ou dans un DOM.

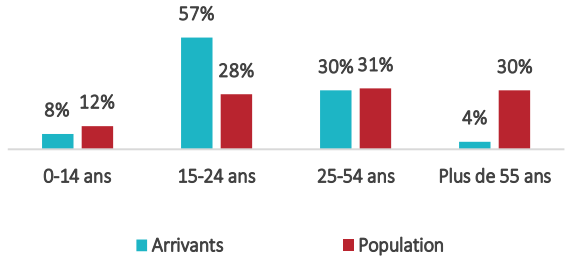
Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2017) – En %



Source : INSEE 2018

En 2018, 5% des habitants de la commune résidaient l'année précédente dans un autre logement de leur commune de résidence.

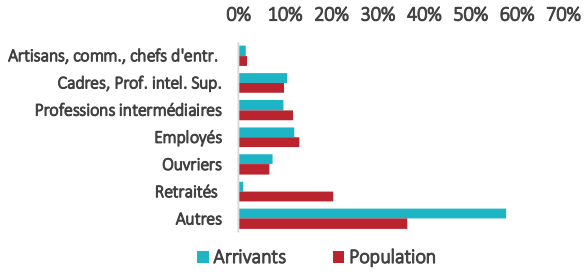
Âge des arrivants par rapport au reste de la population



Source : INSEE 2018

En 2018, 30% des nouveaux arrivants de la commune avaient entre 25 et 54 ans.

Catégorie socioprofessionnelle* des arrivants par rapport au reste de la population

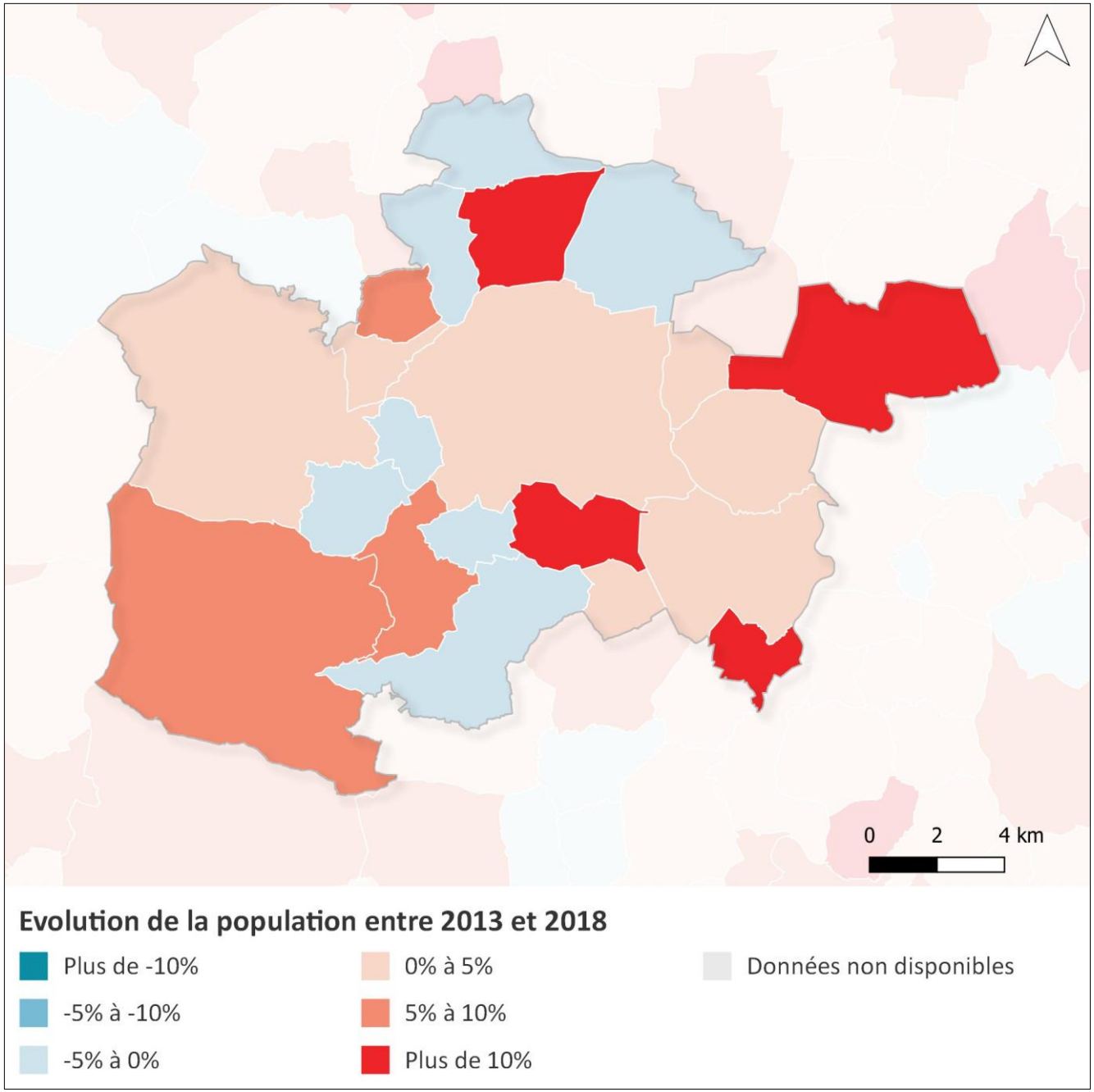


Source : INSEE 2018

En 2018, 12% des nouveaux arrivants de la communefaisaient partie de la catégorie employés.

Mon EPCI

Quelle a été l'évolution de la population entre 2013 et 2018 ?



Source : INSEE 2013-2018

1.2 TRANCHES D'ÂGE

Mon territoire est-il jeune ? Étudiant ? Familial ? Vieillissant ? Quelles classes d'âge sont en hausse / en baisse ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Plus l'indice de jeunesse est élevé, plus la population est jeune.

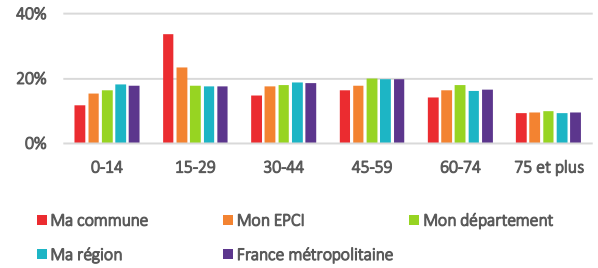
- **Indice de jeunesse** = Les moins de 20 ans / les plus de 60 ans

LA PYRAMIDE DES ÂGES

1. L'espérance de vie des femmes étant plus élevée, les hommes (en bleu) sont souvent sous-représentés en haut de la pyramide
2. La génération des babyboomers est représentée dans la 2ème moitié de la pyramide (les 60-74 ans)
3. La pyramide peut se creuser entre 18 et 30 ans, notamment si les jeunes partent pour se former ou pour un 1er emploi
4. Plus la base de la pyramide est large, plus la population est jeune

Les différences entre 2008 et 2018 sont visibles à travers les espaces blancs encadrés et/ou les dépassements.

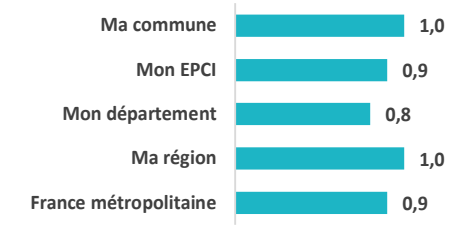
Indicateur clé | Détail de la population par classes d'âge



Source : INSEE 2018

En 2018, les 0-14 ans représentaient 12% de la population de la commune, contre 18% pour la France métropolitaine.

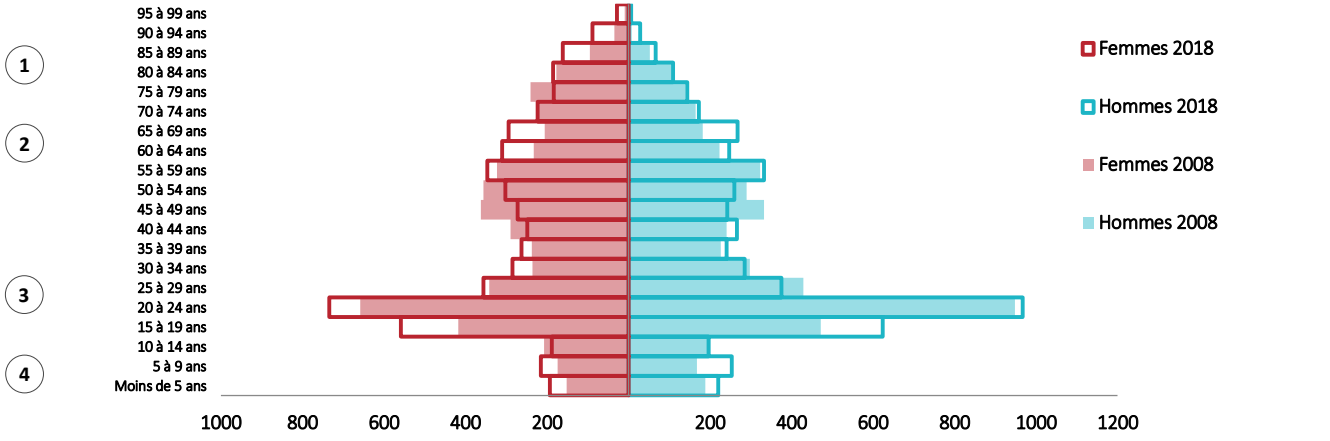
Indice de jeunesse*



Source : INSEE 2018

En 2018, on comptait pour ma commune 1,0 personne(s) de moins de 20 ans pour 1 personne de plus de 60 ans.

Pyramide des âges de la population



Source : INSEE 2018

1.3 CSP, DIPLÔME, NATIONALITÉ, IMMIGRATION (1/2)

La population compte-elle beaucoup de cadres ? D'ouvriers ? D'employés ? De retraités ? Est-elle diplômée ?

LES CSP

Le code des catégories socio-professionnelles a été élaboré en 1951. Le système reflétait le modèle économique de l'époque avec des catégories telles que « salariés de l'agriculture » ou « patrons de l'industrie et du commerce ».

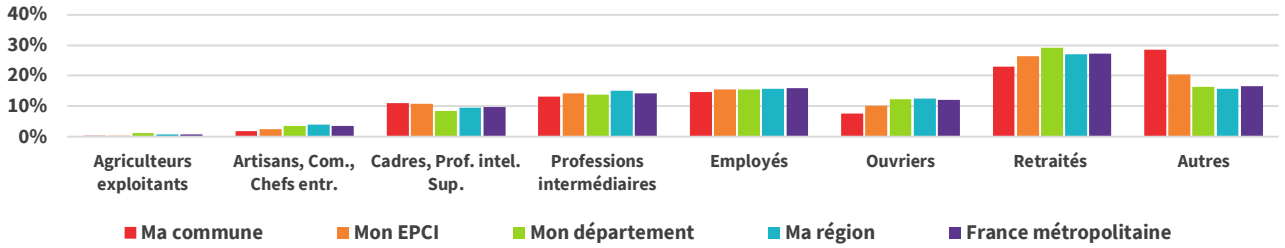
La version actuellement en vigueur (PCS-ESE 2017) est une ventilation plus détaillée. Elle éclate certaines catégories pour mieux prendre en compte l'apparition de nouveaux métiers, notamment ceux de la fonction publique.

Catégorie Socio Professionnelle (CSP)

= Synthèse de la profession
\+ Position hiérarchique
\+ Statut (salarié ou non)

Le « découpage » de la société en CSP n'a pas fini d'évoluer : un collectif de chercheurs a même imaginé une nomenclature européenne (European Socio-Economic Groups).

Indicateur clé | Les 15 ans ou plus par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures était de 11% pour ma commune, alors que ce chiffre était de 9% pour ma région.

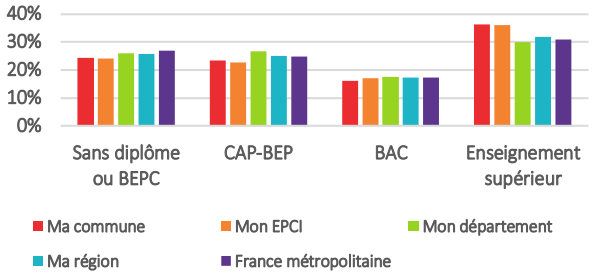
Evolution des 15 ans ou plus par catégorie socioprofessionnelle*

	20078	2013	2018	Evol. 2008-2018
Agriculteurs exploitants	0	3	10	ND
Artisans, com., chefs d'entr.	212	153	179	-15%
Cadres et prof. Intellect. sup.	727	917	1 039	+43%
Professions intermédiaires	1 250	1 197	1 250	-0%
Employés	1 293	1 313	1 390	+8%
Ouvriers	821	780	715	-13%
Retraités	2 023	2 117	2 177	+8%
Autres	2 449	2 036	2 701	+10%
Ensemble	8 774	8 517	9 460	+8%

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, les habitants de la CSP « employés » ont évolué de +8% pour ma commune.

Population non-scolarisée (qui a terminé ses études)* par niveau de diplôme



Source : INSEE 2018

En 2018, on enregistrait 36% de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 15 ans ou plus non-scolarisés de la commune.

1.3 CSP, DIPLÔME, NATIONALITÉ, IMMIGRATION (2/2)

La population réside-t-elle en France depuis plusieurs générations ? La commune a-t-elle connu des flux migratoires significatifs ?

LA DÉFINITION

- **Population étrangère** = qui n'est pas de nationalité française
- **Population immigrée** = population née à l'étranger, qui peut être ou non de nationalité française

IMMIGRÉS, ÉTRANGERS EN FRANCE

En 2020, 6,8 millions d' immigrés vivent en France (10,2% de la population totale). 2,5 millions, soit 36 % d'entre eux, ont acquis la nationalité française.

La population étrangère s'élève quant à elle à 5,1 millions de personnes. Elle se compose de 4,3 millions d'immigrés n'ayant pas acquis la nationalité française et de 0,8 million de personnes nées en France de nationalité étrangère.

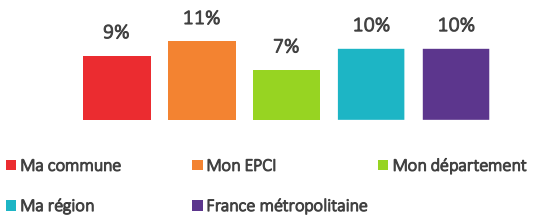
Evolution de la population non-scolarisée par niveau de diplôme

	2008	2013	2018	2018 (%)	Evol. 2008-2018
Sans dipl. ou brevet	2 225	1 700	1 614	24%	**-27%**
CAP-BEP	1 518	1 460	1 554	23%	**+2%**
BAC	989	1 105	1 063	16%	**+8%**
Enseignement sup.	1 864	2 191	2 410	36%	**+29%**

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, le nombre de personnes non-scolarisées sans diplôme de la commune a évolué de - 27%.

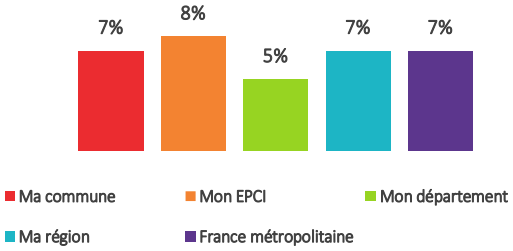
Population immigrée*



Source : INSEE 2018

En 2018, la part de la population immigrée était de 9% pour ma commune, alors que ce chiffre était de 10% pour la France métropolitaine.

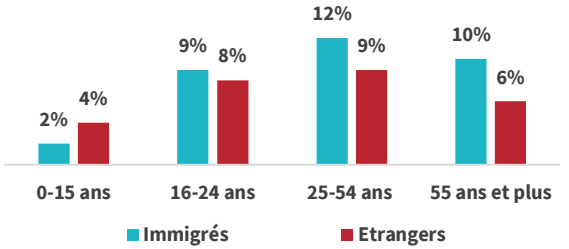
Population de nationalité étrangère*



Source : INSEE 2018

En 2018, la part de la population de nationalité étrangère était de 7% pour ma commune, alors que ce chiffre était de 7% pour la France métropolitaine.

Population par âge, nationalité et situation quant à l'immigration

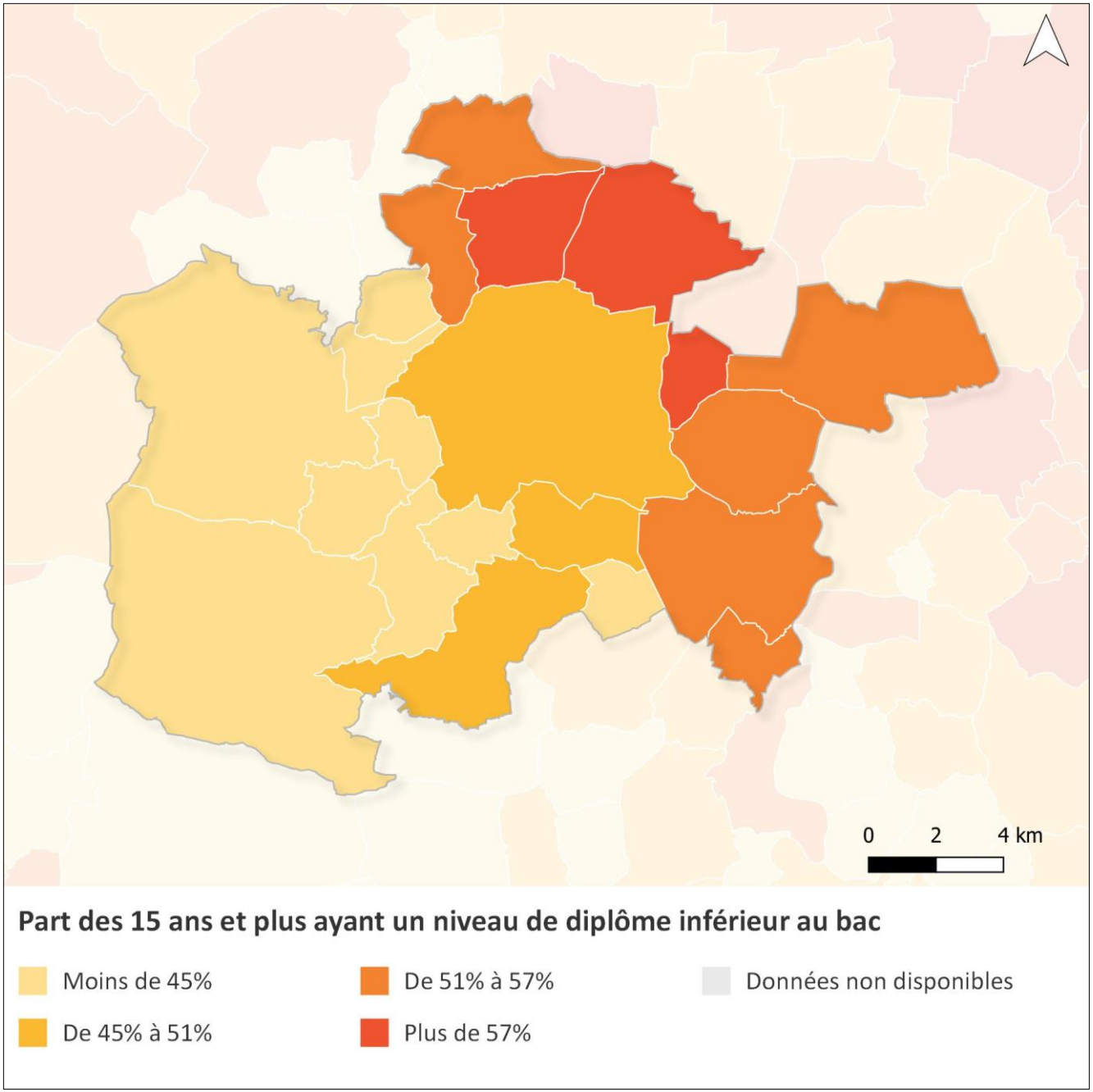


Source : INSEE 2018

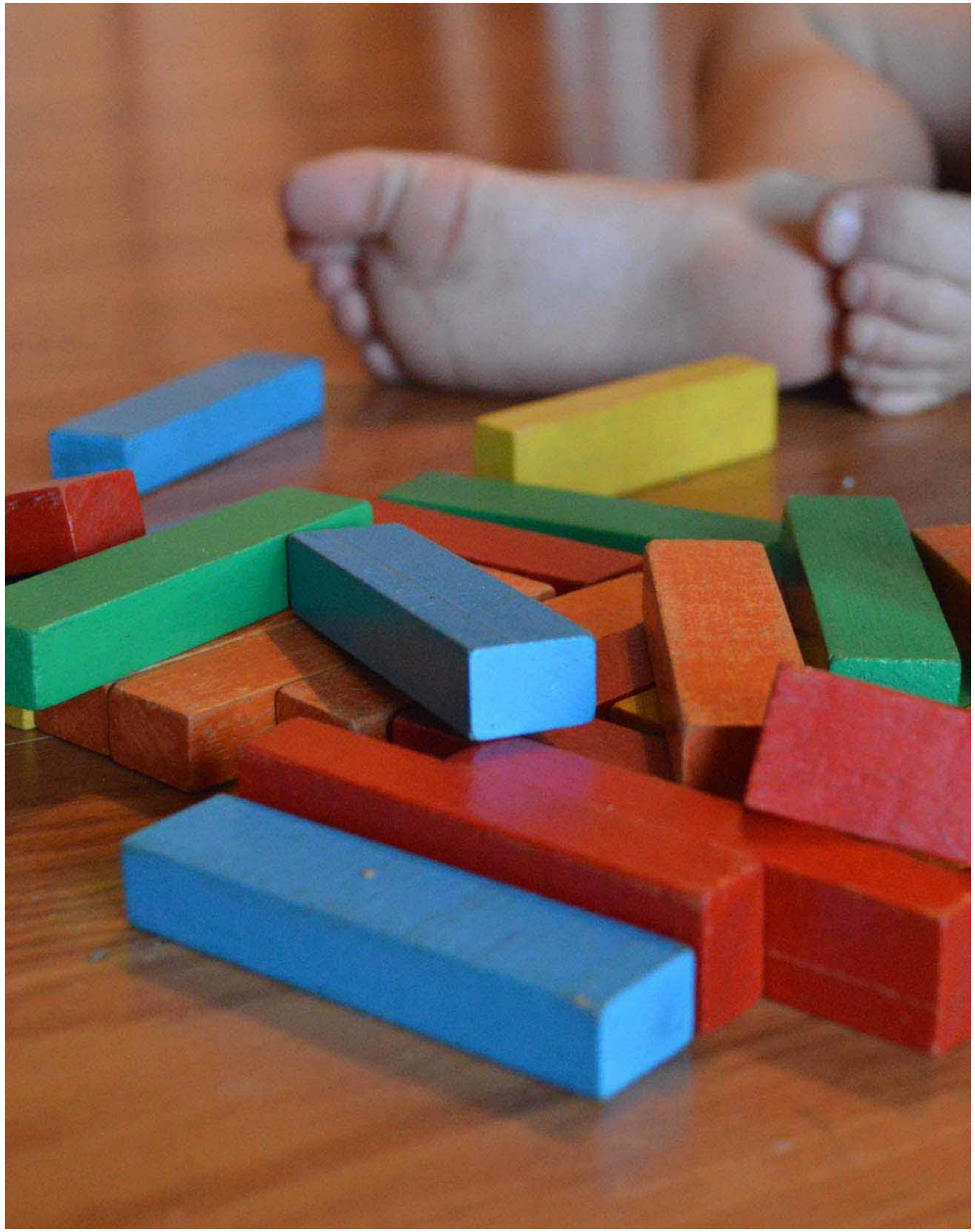
En 2018, on comptait 9% des 25-54 ans de la commune qui étaient de nationalité étrangère.

Mon EPCI

Quelle est la part de la population qui n'est pas diplômée du baccalauréat ?



Source : INSEE 2018



ithéa
ithea-conseil.fr

2.
PETITE ENFANCE

2.1 Moins de 3 ans et taux de couverture global

2.2 Offre d'accueil

2.3 Allocataires de la PAJE

1.1 MOINS DE 3 ANS ET TAUX DE COUVERTURE GLOBAL

Combien y a-t-il de jeunes enfants dans le territoire ? Quels sont les besoins en modes de garde ? Quelle est la capacité théorique d'accueil des jeunes enfants ? L'offre est-elle suffisante ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Besoins en modes de garde élevés

= Part des 0-3 ans élevée

\+ Faible part des 2 ans scolarisés

\+ Forte proportion de parents qui travaillent

LA DÉFINITION

Selon les modalités de calcul de la CAF, les « **places d'accueil** » correspondent à tous les modes d'accueils individuels et collectifs présents pour les moins de 3 ans : assistants maternels, établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), écoles maternelles et gardes à domicile (autres).

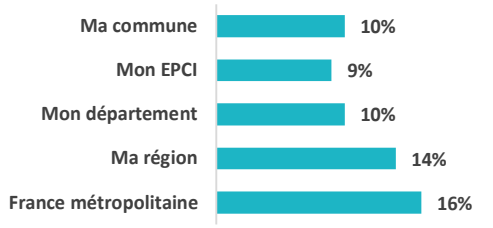
Part des moins de 3 ans au sein de la population

	2008	2013	2018
Ma commune	2,2%	2,5%	2,3%
Mon EPCI	2,9%	3,1%	3,1%
Mon département	3,1%	3,2%	2,9%
Ma région	3,5%	3,7%	3,3%
France métropolitaine	3,5%	3,6%	3,3%

Source : INSEE 2008-2018

En 2018, les moins de 3 ans représentent 2,3% de la population pour ma commune, contre 2,2% en 2007.

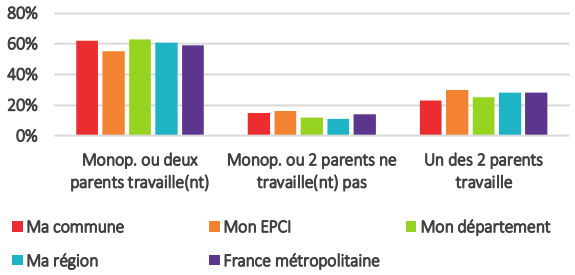
Part des 2 ans scolarisés



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des deux ans scolarisés était de 10% pour ma commune, alors qu'elle était de 16% pour la France métropolitaine.

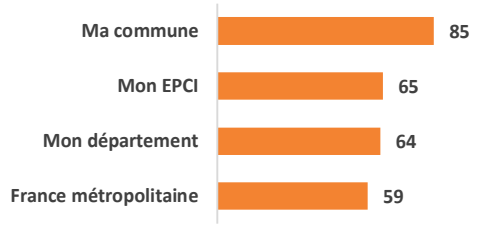
Moins de 3 ans par situation d'emploi du monoparent ou des deux parents



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des moins de 3 ans de la commune dont le ou les parent(s) ne travaille(nt) pas était de 15%.

Nombre total de places d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans



Source : CAF 2018

En 2018, le taux de couverture global de l'offre d'accueil du jeune enfant de la commune était de 85 selon les données de la CAF.

1.2 OFFRE D'ACCUEIL

Quel est le mode de garde majoritaire ? Les assistants maternels sont-ils en sous-activité ? Ou y a-t-il un manque de places disponibles ?

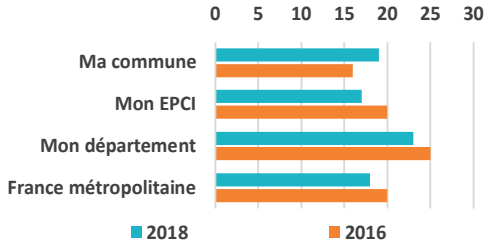
L'ASSISTANT MATERNEL D'AUJOURD'HUI

Historiquement, l'accueil des tout petits est peu valorisé socialement et associé à des qualités dites « naturellement féminines ». En réalité, par rapport à la « nounou d'hier », le métier d'assistant maternel d'aujourd'hui s'est largement professionnalisé (agrément délivré par la PMI, formation…) dans un travail de co-éducation avec les parents.

Le profil type de l'assistant maternel ? Dans 99% des cas, c'est une femme, elle-même mère mais n'ayant plus d'enfants en bas âge, la quarantaine, plutôt issue d'une classe populaire (mais non précarisée).*

* « Position sociale, conditions de travail et d'emploi au quotidien », Revue de littérature sur les assistantes maternelles n°197, Caisse Nationales des Allocations familiales (CNAF), 2017

Nombre d'enfants accueillis chez un assistant maternel pour 100 enfants de moins de 6 ans



Source : CAF 2018

En 2018, il y avait 19 enfants de la commune accueillis chez les assistants maternels pour 100 enfants de moins de 6 ans.

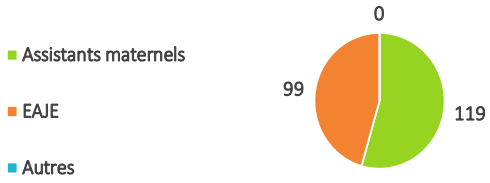
Indicateurs d'activité des assistants maternels

	Heures par enfant		Rémunération mensuelle moyenne	
	2016	2018	2016	2018
Ma commune	107	88	956 €	1 005 €
Mon EPCI	93	100	1 208 €	1 244 €
Mon département	98	99	1 142 €	1 143 €
Ma région	93	93	1 226 €	1 142 €
France métropolitaine	100	101	1 199 €	1 170 €

Source : CAF 2018

Le nombre moyen d'heures par enfant accueilli chez un assistant maternel était de 88 en novembre 2018 pour ma commune.

Places d'accueil du jeune enfant par type - En nb

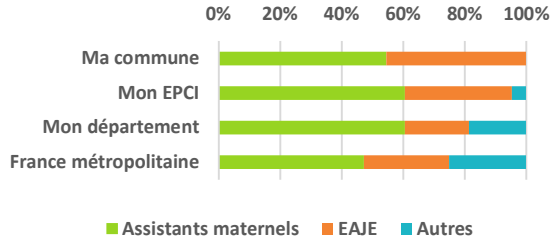


Nb total de places présentes dans le territoire : 218

Source : CAF 2018

En 2018, ma commune comptait 119 places en accueil individuel (assistants maternels).

Places d'accueil du jeune enfant par type - En %



Source : CAF 2018

En 2018, le nombre de places d'accueil collectif petite enfance était de 99, soit 46% de l'offre d'accueil pour ma commune.

1.3 ALLOCATAIRES DE LA PAJE

Quel recours à quels modes de garde de la part des familles ? Certains parents renoncent-ils à leur activité professionnelle pour garder leurs enfants ?

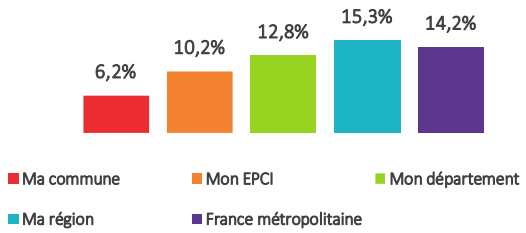
LA PAJE

La **Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE)**, qui constitue la principale aide au mode de garde, se divise en deux grandes catégories (cumulables entre elles) :

- **PreParE =** parents qui ont réduit ou cessé leur activité professionnelle pour élever leur(s) enfant(s)
- **CMG =** parents qui travaillent et qui ont recours à un mode de garde (assistant maternel ou micro-crèche)

Mis en lien avec le nombre de naissances, ces indicateurs permettent d'avoir une vision de l'évolution récente des besoins en matière de mode de garde.

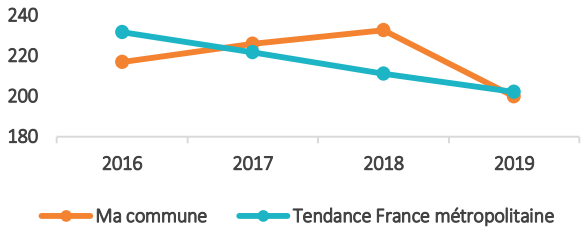
Allocataires de la PAJE* parmi les allocataires CAF en 2019



Source : CAF 2019

En 2019, 6,2% des foyers CAF de la commune bénéficiaient de la PAJE, contre 15,3% pour ma région.

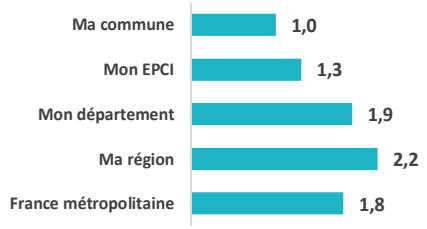
L'évolution des allocataires de la PAJE*



Source : CAF 2012-2019

Entre 2016 et 2019, le nombre de foyers allocataires de la PAJE de base est passé pour ma commune de 217 à 200.

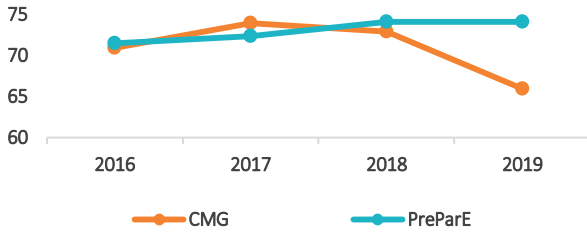
Bénéficiaires de la PreParE* pour 100 enfants de moins de 3 ans



Source : CAF 2019

En 2018, il y avait 1,0 allocataires de la PreParE pour 100 enfants de moins de 3 ans, contre 1,8 pour la France métropolitaine.

L'évolution des allocataires du CMG* assistant maternel et de la PreParE*

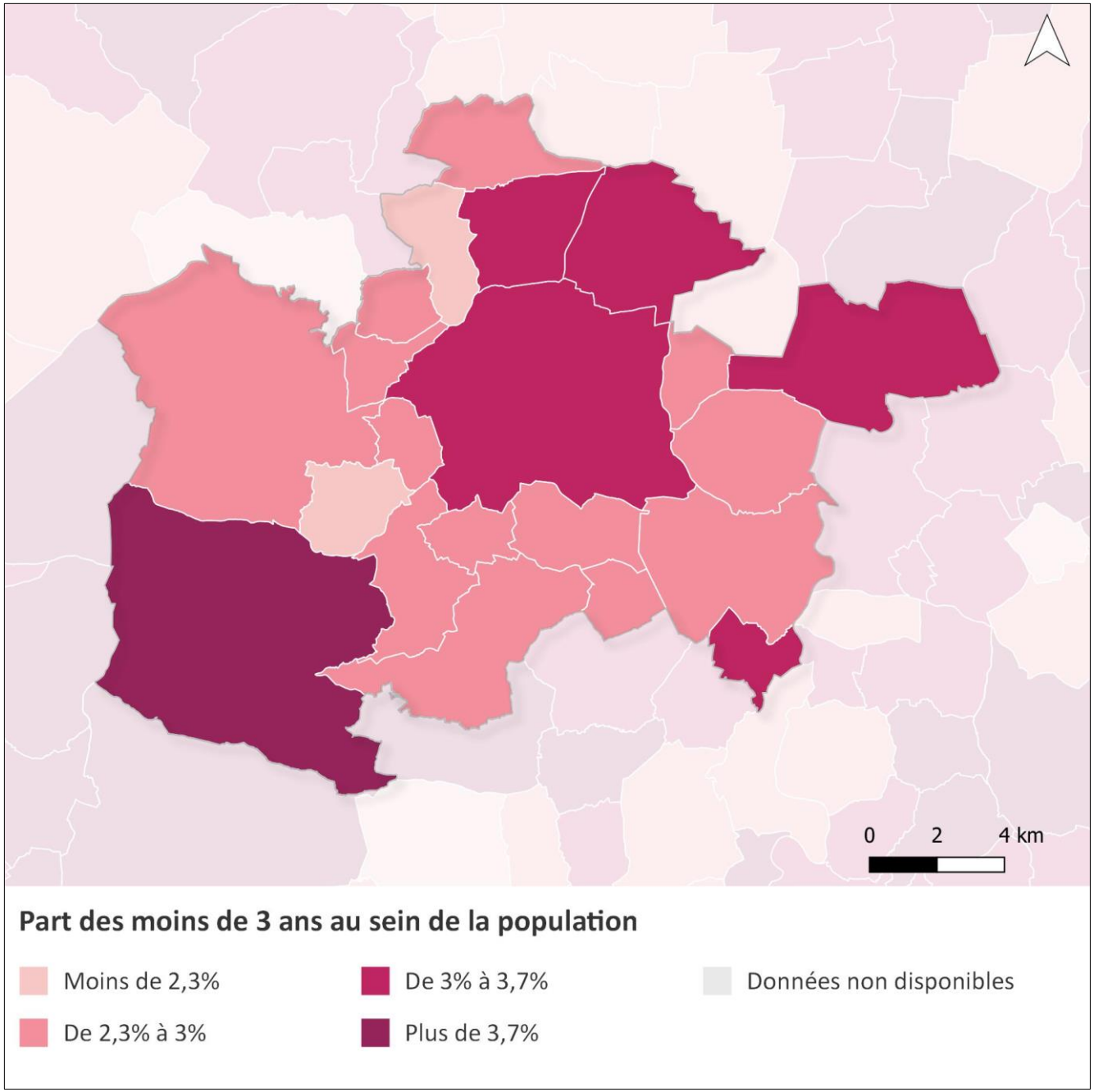


Source : CAF 2012-2019

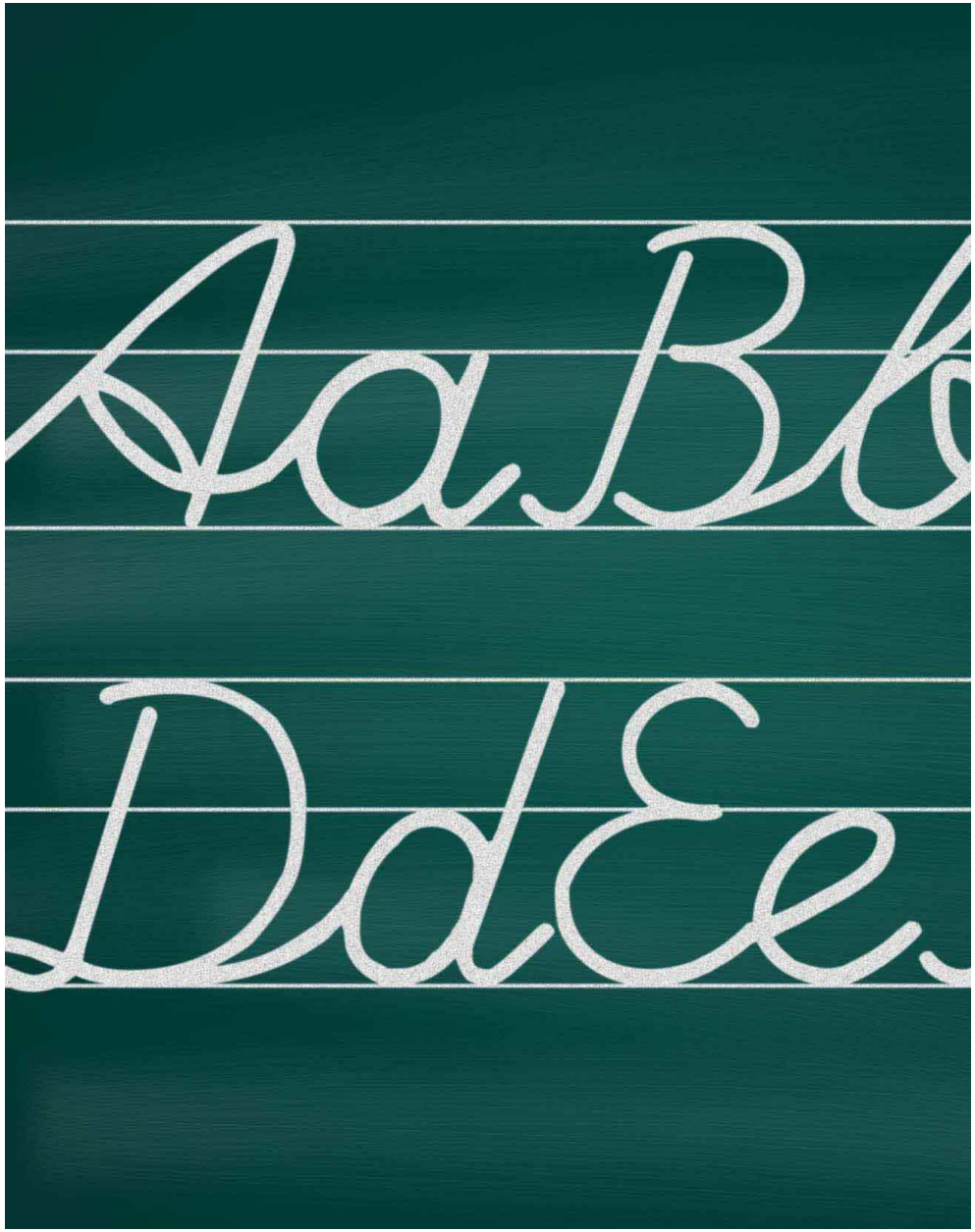
Entre 2016 et 2019, le nombre de foyers allocataires de la CMG assistant maternel est passé pour ma commune de 71 à 66.

Mon EPCI

Quelle est la part des moins de 3 ans dans le territoire ?



Source : INSEE 2018



3.
ENFANCE-JEUNESSE

3.1 Les 3-17 ans - Démographie et scolarisation

3.2 Les 18-29 ans - Démographie et logement

3.3 Les jeunes face à l'emploi

3.1 LES 3-17 ANS - DÉMOGRAPHIE ET SCOLARISATION

Quelle est la part d'enfants et d'adolescents dans le territoire ? Où sont-ils scolarisés ?

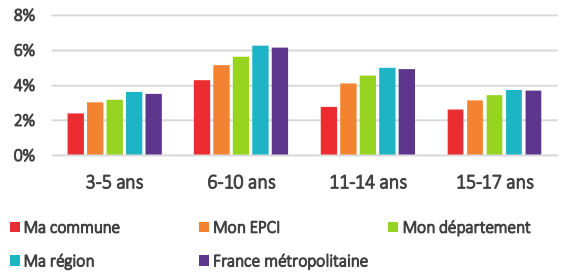
Évolution des 3-17 ans

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
3-5 ans	191	280	256	+34%
6-10 ans	356	348	461	+29%
11-14 ans	334	322	299	-10%
15-17 ans	337	280	281	-17%

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, le nombre de 3-5 ans est passé de 191 à 256, soit une évolution de +34% pour ma commune.

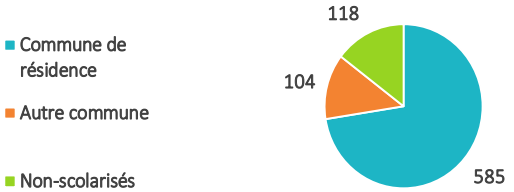
Part des 3-17 ans au sein de la population



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des 3-5 ans au sein de la population était de 2,4% pour ma commune, contre 3,5% pour la France métropolitaine.

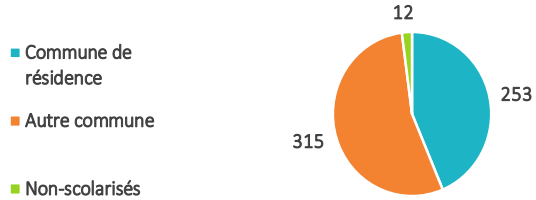
Lieu de scolarisation des 2-10 ans



Source : INSEE 2018

En 2018, 585 enfants de 2-10 ans de la commune étaient scolarisés dans leur commune de résidence.

Lieu de scolarisation des 11-17 ans



Source : INSEE 2018

En 2018, 315 enfants de 11-17 ans de la commune étaient scolarisés en dehors de leur commune de résidence.

L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE

La France compte 2,6 millions de places d'accueil périscolaire pour les enfants de moins de 12 ans, soit "près de 39 places pour 100 élèves". Ces chiffres reflètent l'impact de la réforme des rythmes éducatifs menée entre 2013 et 2016.

3.2 LES 18-29 ANS - DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Les jeunes partent-ils ailleurs pour leurs études/formations ou leur 1er emploi ? Vivent-ils toujours chez leurs parents ?

LOGEMENT DES JEUNES ET AUTONOMIE

En lien avec l'augmentation du chômage, le rallongement des études et la croissance des prix des logements, le nombre de jeunes adultes vivant chez leurs parents a augmenté depuis le début des années 2000.

Le parcours vers l'indépendance est également plus sinueux qu'auparavant. Un jeune peut ainsi connaître plusieurs périodes d'aller-retours dans le logement parental, pour diverses raisons : fin d'un cycle d'études, séparation amoureuse, difficultés financières et/ou perte d'un emploi.*

L'âge moyen à la décohabitation se situe aujourd'hui en France à 23 ans. Cet âge à la décohabitation situe la France dans une position médiane entre les pays d'Europe du nord où il est plus précoce, et les pays méditerranéens où il est beaucoup plus tardif

* Baromètre DJEPVA 2018

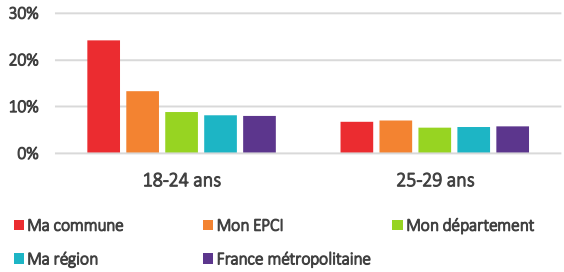
Évolution des 18-29 ans

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
18-24 ans	2 161	1 889	2 604	**+21%**
25-29 ans	771	746	731	**-5%**

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, le nombre de 18-24 ans de la commune est passé de 2 161 à 2 604 soit une évolution de +21%.

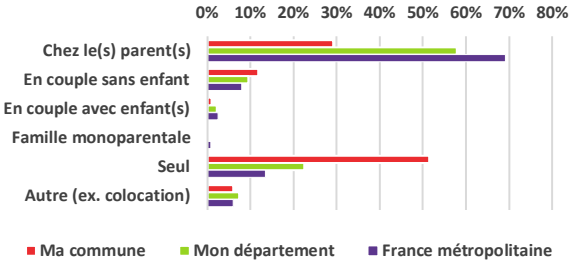
Part des 18-29 ans au sein de la population



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des 25-29 ans au sein de la population était de 6,8% pour ma commune, contre 5,8% pour la France métropolitaine.

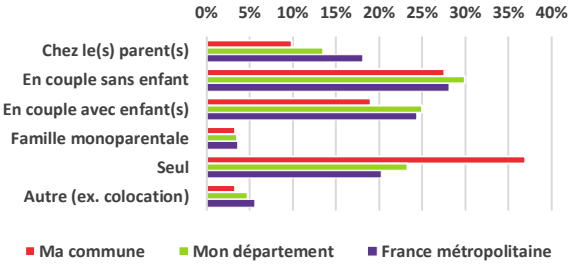
Mode de cohabitation des 15-24 ans



Source : INSEE 2018

En 2018, 29% des 15-24 ans de la commune vivaient chez leurs parents, contre 58% pour mon département.

Mode de cohabitation des 25-29 ans

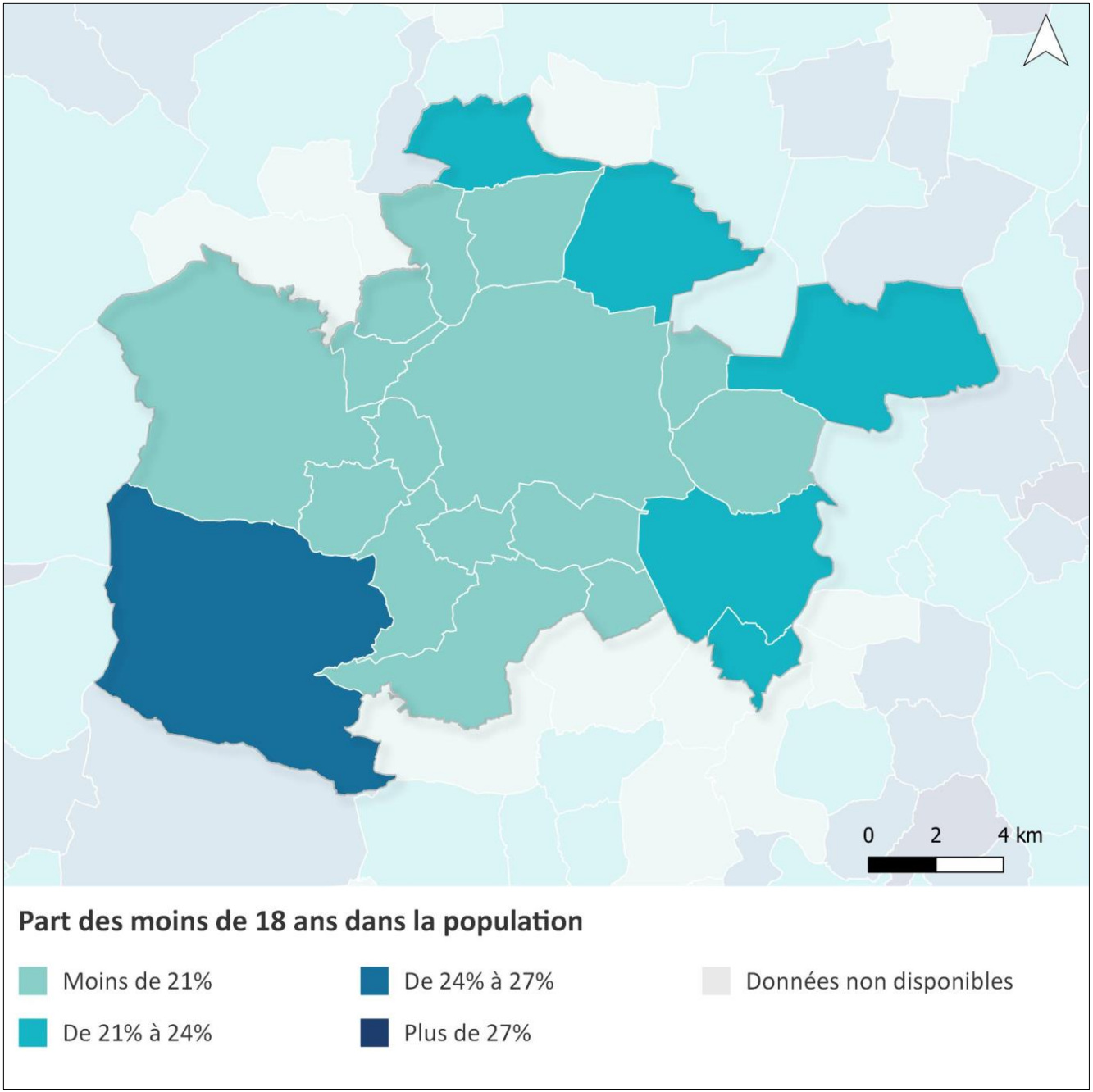


Source : INSEE 2018

En 2018, 37% des 25-29 ans de la commune vivaient seuls, contre 23% pour mon département.

Mon EPCI

Quelle est la part des moins de 18 ans dans la population ?



Source : INSEE 2018

3.3 LES JEUNES FACE À L'EMPLOI

Les jeunes du territoire ont-ils plutôt un profil étudiant ou jeune actif ? Quelle est la part des jeunes en situation de précarité (chômage, instabilité de l'emploi…) ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

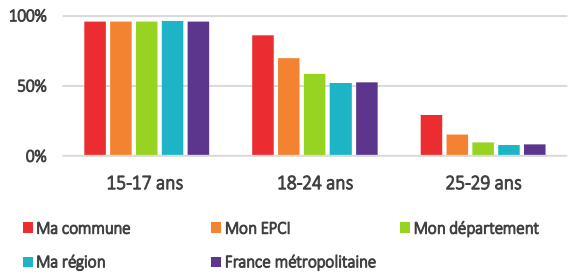
Le **taux de scolarisation** par tranche d'âge est un indicateur des difficultés des jeunes dans un territoire :

- Faible taux de scolarisation des 15-17 ans = potentiel décrochage scolaire au collège/lycée
- Faible taux de scolarisation des 18-24 ans = probables difficultés d'accès aux études supérieures et/ou formation au sens large

A noter que les « scolarisés » comprennent les élèves, les étudiants et les apprentis.

Les « NEET » (not in employment, education or training), soit les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, seraient près de 2 millions en France.

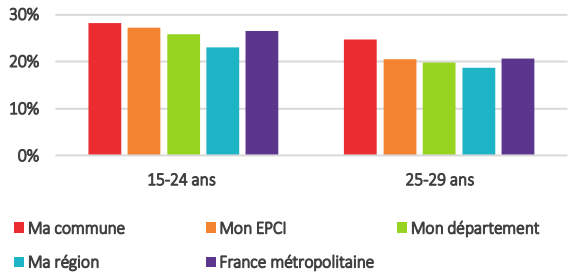
Scolarisation des 15-29 ans



Source : INSEE 2018

En 2018, 86% des 18-24 ans de la commune étaient scolarisés, contre 52% pour ma région.

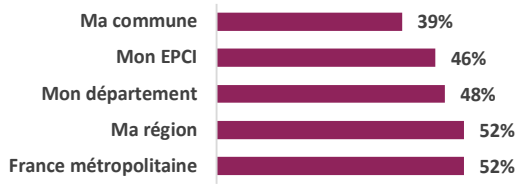
Les chômeurs de 15-29 ans



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune enregistrait un taux de chômage de 28% pour les 15-24 ans, alors que ce chiffre était de 26% pour mon département.

Les 20-24 ans en CDI ou dans la fonction publique

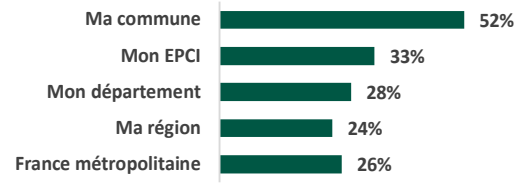


Nb de 20-24 ans occupant un emploi stable : 181

Source : INSEE 2018

En 2018, 39% des 20-24 ans salariés de la commune occupaient un emploi stable (CDI ou fonction publique), contre 52% pour la France métropolitaine.

Les 20-24 ans salariés à temps partiel



Nb de 20-24 ans à temps partiel : 243

Source : INSEE 2018

En 2018, 52% des 20-24 ans salariés de la commune travaillaient à temps partiel, contre 28% pour mon département.

ithéa
ithea-conseil.fr

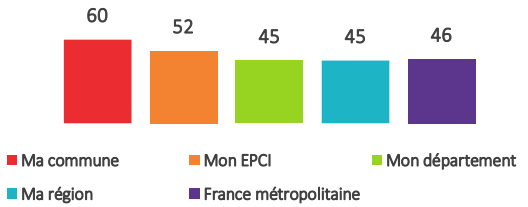
4.
FAMILLES

Familles et ménages

FAMILLES ET MÉNAGES (1/2)

Le territoire accueille-t-il beaucoup de personnes seules ?
De couples avec enfants ?
De familles monoparentales ?
Les familles nombreuses sont-elles fortement représentées ?
Se marie-t-on plus qu'ailleurs ?

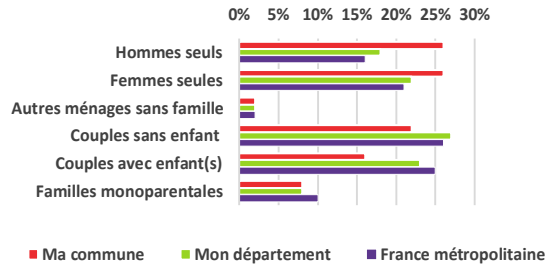
Nombre de foyers allocataires CAF pour 100 ménages



Source : CAF 2019 et INSEE 2018

En 2018, ma commune comptabilisait 60 foyers allocataires CAF pour 100 ménages, contre 45 pour mon département.

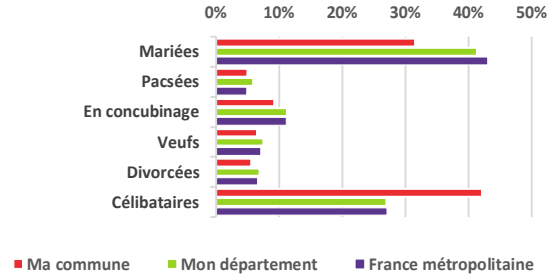
Indicateur clé | Répartition des ménages par type



Source : INSEE 2018

En 2018, les hommes seuls représentaient 26% du total des ménages de la commune, contre 16% pour la France métropolitaine.

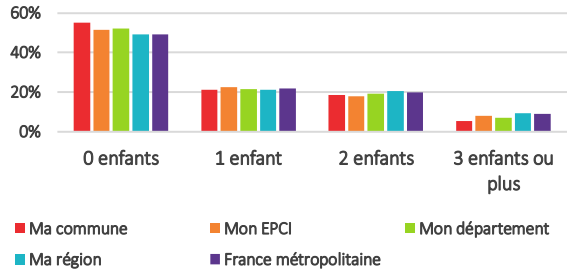
Personnes de 15 ans ou plus par statut marital (ou assimilé)



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des personnes de 15 ans ou plus mariées était de 32% pour ma commune, alors que 5% sont pacsées.

Familles par nombre d'enfants de moins de 25 ans



Source : INSEE 2018

En 2018, 5% des familles de la commune avaient 3 enfants ou plus, contre 7% pour mon département.

LA DÉFINITION

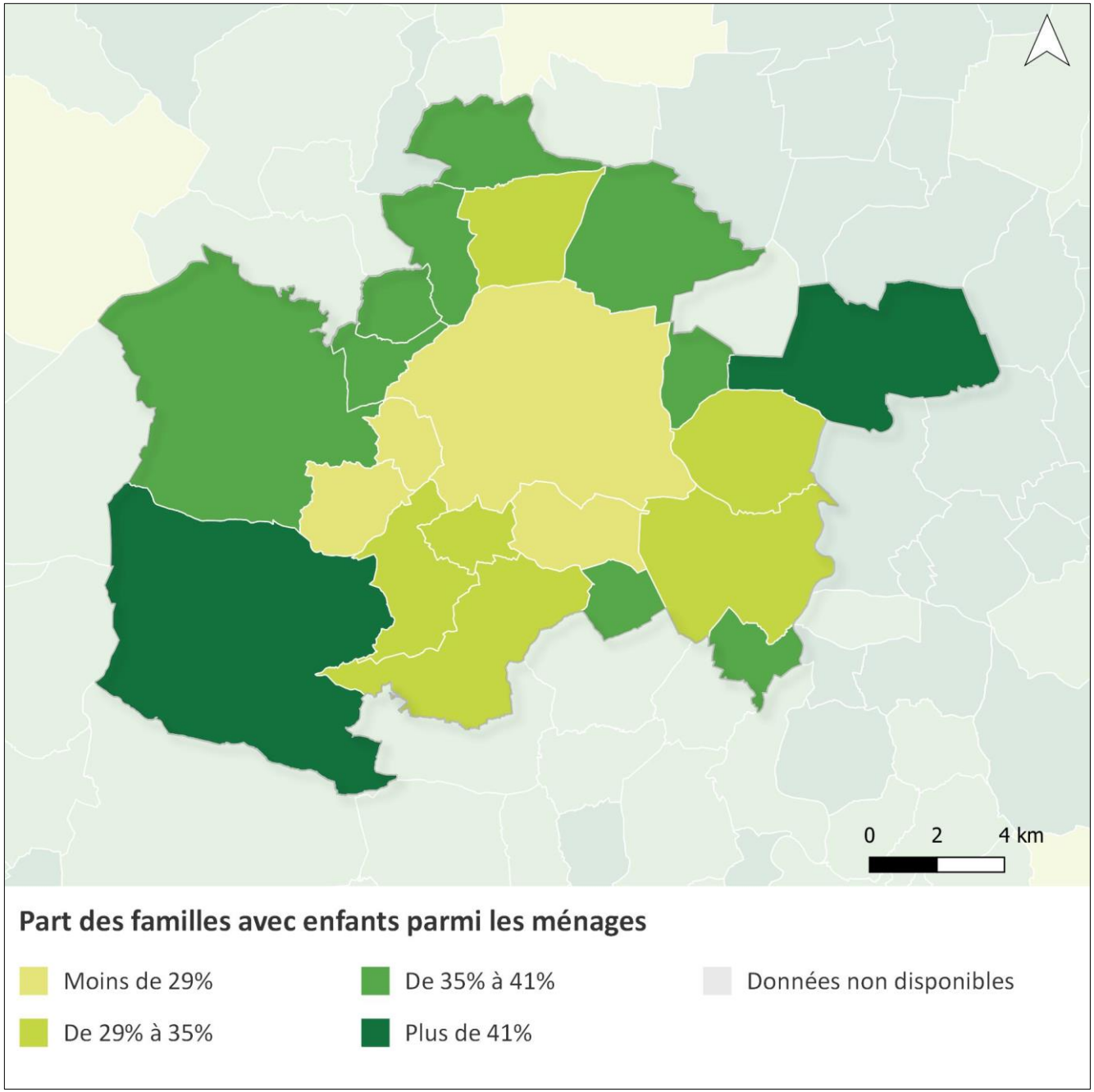
Selon l'INSEE, un ménage désigne le ou les occupants d'un même logement, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté .

Ménage :

= Personne seule
= Plusieurs personnes sans famille (par exemple colocataires)
= Famille (couple avec ou sans enfant et famille monoparentale)

Mon EPCI

Quelle est la part des familles avec des enfants à charge ?



Source : INSEE 2018

FAMILLES ET MÉNAGES (2/2)

Le profil des familles a-t-il changé ? La population est-elle plus familiale qu'ailleurs ? Ou plus étudiante ? Plus senior ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Familles (selon l'INSEE)

= Couples sans enfants

\+ Couples avec enfants

\+ Familles monoparentales

Familles sans enfants (selon l'INSEE)

= Familles qui n'ont pas eu d'enfant

\+ Familles dont les enfants sont partis

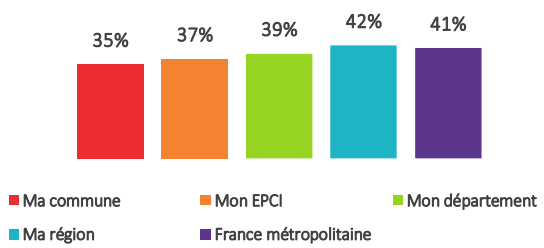
\+ Familles dont les enfants > à 25 ans

LA MONOPARENTALITÉ

Les **familles monoparentales** sont de plus en plus nombreuses en France. Cette situation est une cause de pauvreté des ménages. Ces familles ont été d'ailleurs en première ligne de la crise sanitaire du fait de pertes de revenus, de difficulté pour la garde d'enfants …

Toutefois, les parents seuls reforment souvent un couple avant le départ des enfants du domicile.

Les couples avec enfants - Démographie



Source : INSEE 2018

En 2018, les couples avec enfants représentaient 35% des familles de la commune, contre 41% pour la France métropolitaine.

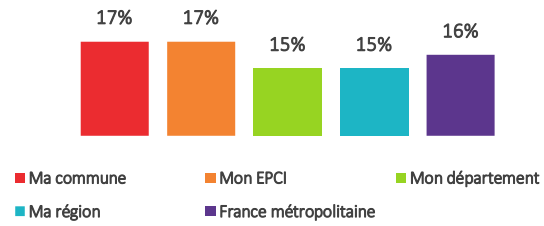
Les couples avec enfants - Évolution

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
Ma commune	976	900	857	-12%
Mon EPCI	28 591	27 352	27 833	-3%
Mon département	72 732	70 832	70 940	-2%
Ma région	920 888	925 115	927 127	+1%
France métropolitaine	7 541 331	7 473 275	7 369 904	-2%

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, les couples avec enfants de la commune sont passés de 976 à 857, ce qui correspond à une évolution de -12%.

Les familles monoparentales - Démographie



Source : INSEE 2018

En 2018, les familles monoparentales représentaient 17% des familles de la commune, contre 16% pour la France métropolitaine.

Les familles monoparentales - Évolution

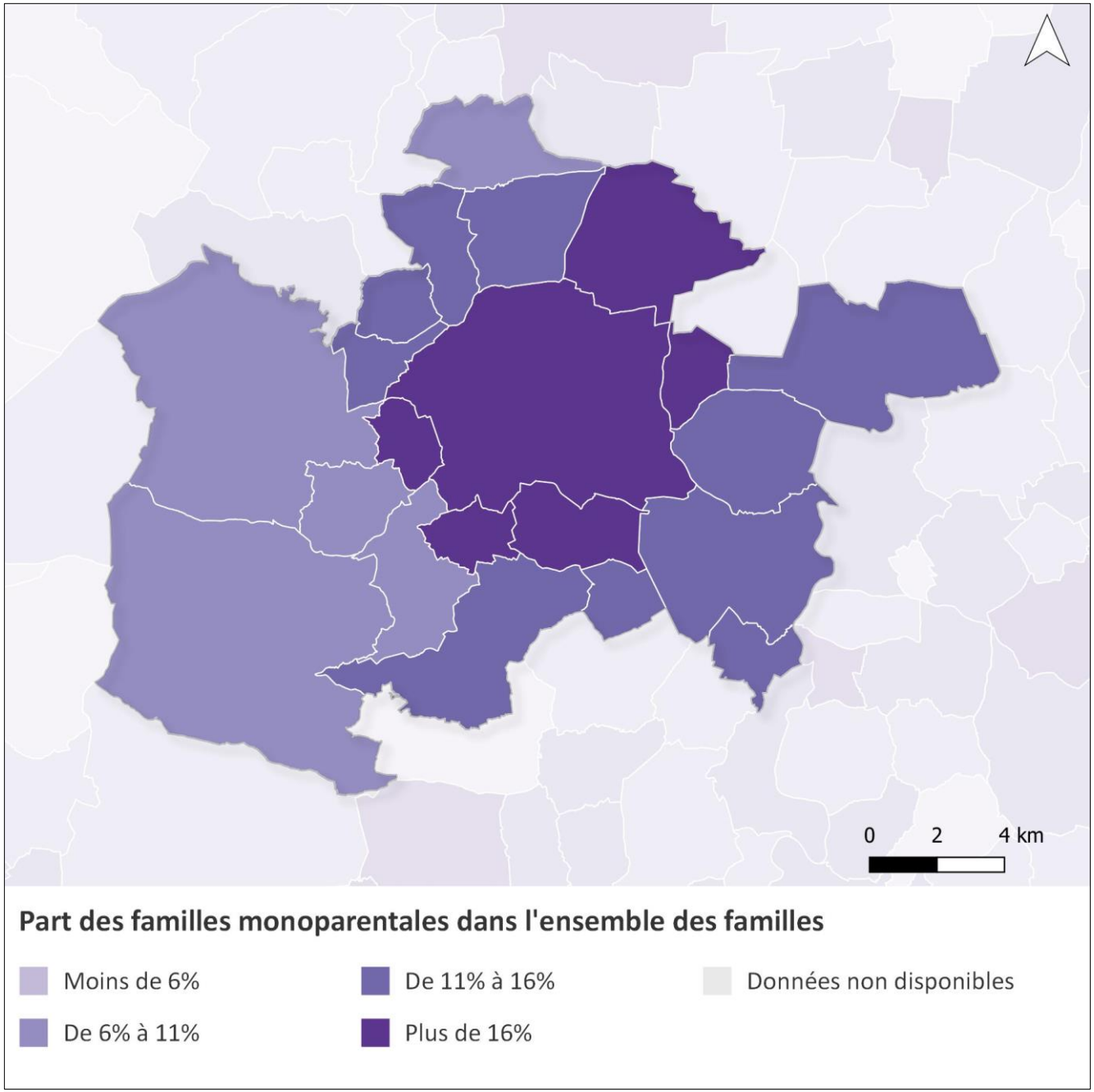
	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
Ma commune	297	294	419	+41%
Mon EPCI	10 401	11 157	12 571	+21%
Mon département	21 542	23 191	26 311	+22%
Ma région	258 123	286 890	320 279	+24%
France métropolitaine	2 318 375	2 547 181	2 839 109	+22%

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, les familles monoparentales de la commune sont passées de 297 à 419, ce qui correspond à une évolution de +41%.

Mon EPCI

Quelle est la part des familles monoparentales dans la population ?



Source : INSEE 2018

5.
SENIORS

5.1 Démographie

5.2 Fragilité et isolement

5.1 DÉMOGRAPHIE

Quel vieillissement connait la population du territoire ? Quelle est la proportion de « jeunes » retraités ?

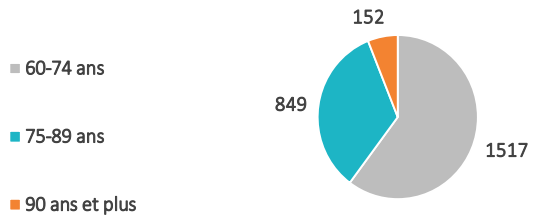
A PARTIR DE QUAND EST-ON SENIORS ?

Le terme « seniors » ou « personnes âgées » ne connaît pas de définition sociologique précise.

Dans l'étude « Les Français et le Bien Vieillir » du groupe Prévoir, à la question « Selon vous, à partir de quel âge devient-on vieux ? », les Français répondent 69 ans en moyenne !

Ce chiffre diffère fortement de l'âge légal de départ à la retraite (62 ans), ou encore de l'âge où il devient possible de demander l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

Les seniors par âge



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune accueillait 152 personnes de 90 ans ou plus.

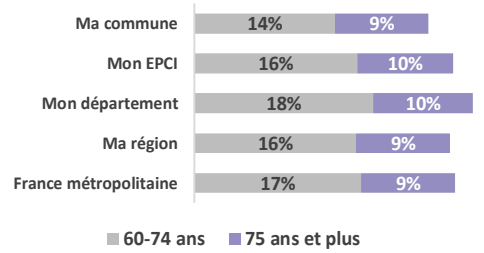
Évolution des 75 ans et + au sein de la population

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
Ma commune	868	876	1 002	+15%
Mon EPCI	23 782	26 381	28 194	+19%
Mon département	58 698	63 526	65 911	+12%
Ma région	640 911	706 843	748 849	+17%
France métropolitaine	5 389 101	5 889 474	6 122 915	+14%

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, le nombre de 75 ans et plus de la commune est passé de 868 à 1 002, soit une évolution de +15%.

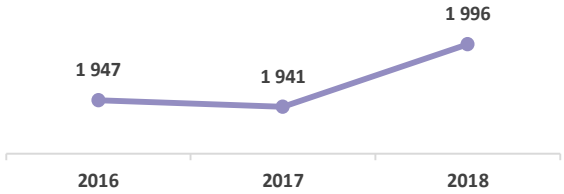
Les 60 ans et + au sein de la population



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des plus de 75 ans au sein de la population était de 9% pour ma commune contre 10% pour mon département.

Les retraités du Régime général de la Sécurité sociale de 2016 à 2018

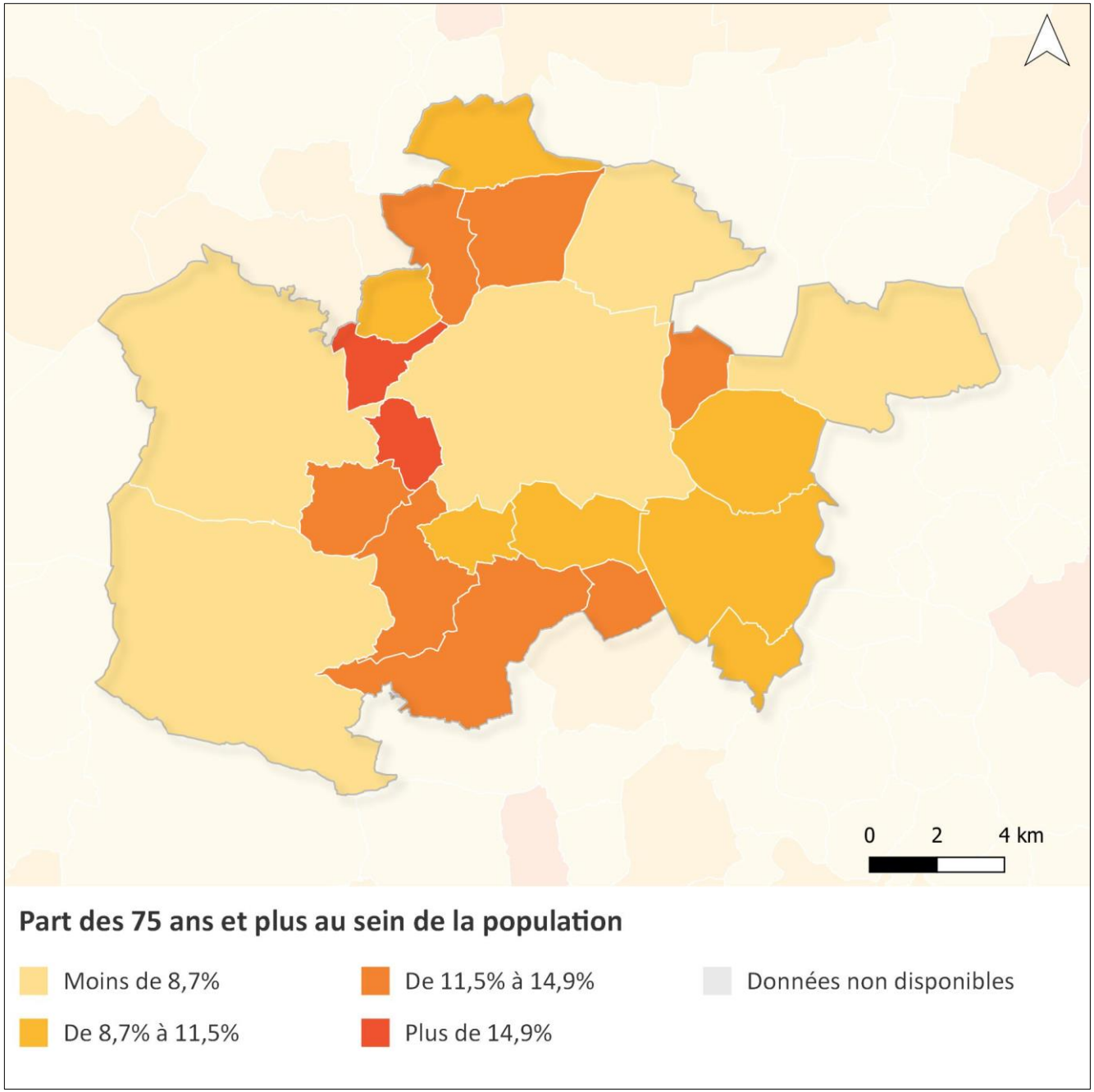


Source : Observatoire des fragilités, 2016-2018

En 2018, le nombre de retraités du Régime général de la Sécurité sociale pour ma commune était de 1 996, contre 1 947 en 2016.

Mon EPCI

Quelle est la part des plus de 75 ans dans la population ?



Source : INSEE 2018

5.2 FRAGILITÉ ET ISOLEMENT

Quelle proportion de seniors fragiles ? Isolés ? Disposant de faibles ressources ?

SENIORS ET ISOLEMENT

Une étude pilotée par Les Petits Frères des Pauvres (2019), permet de dresser un portrait des seniors isolés :

- 4,6 millions de Français de plus de 60 ans ressentent de la solitude
- Ce sentiment touche particulièrement les femmes, les plus de 85 ans et les personnes aux revenus modestes
- Le ressenti de la solitude n'est pas plus fréquent en milieu urbain ou rural mais l'est particulièrement dans les QPV

Une solitude renforcée du fait des impacts de la crise sanitaire* : 34% des Français de 60 ans et + ont ressenti de la solitude, 1/3 d'entre eux a vu sa santé physique se dégrader

*(*enquête des Petits Frères des Pauvres mars 2021)*

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Une personne est **exonérée de la CSG** lorsque son revenu est inférieur à 11 306 € par an (ou 17 343 € par an pour un couple).

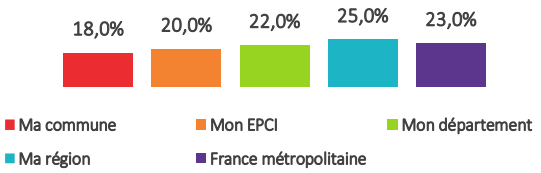
L'isolement des personnes âgées

	80 ans et + seuls (nb)	80 ans et + seuls (%)	Evol. 2008-18
Ma commune	292	43%	**+34%**
Mon EPCI	8 233	45%	**+22%**
Mon département	18 361	43%	**+23%**
Ma région	204 427	42%	**+29%**
France métropolitaine	1 682 642	42%	**+25%**

Source : INSEE 2008-2018

Entre 2008 et 2018, le nombre de personnes de 80 ans et plus qui vivent seules a évolué de +34% pour ma commune.

Indicateur clé | Les seniors exonérés de la CSG

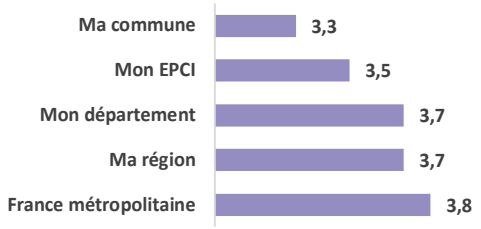


Nb bénéficiaires exonérés : 355

Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, 18,0% des retraités du Régime général de la commune étaient exonérés de la CSG , contre 23,0% pour la France métropolitaine.

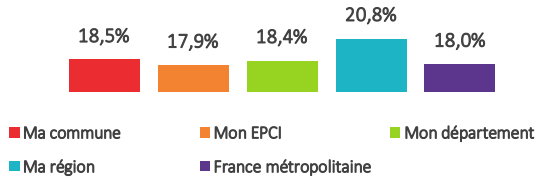
Nombre d'aidants (55-64 ans) pour un aidé (85 ans et plus)



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune totalisait 3,3 personnes de 55-64 ans (potentiellement aidantes) pour 1 personne de 85 ans ou plus (potentiellement aidée).

Les bénéficiaires d'une pension d'invalidité ou veuf



Nb bénéficiaires d'une pension de réversion ou veuf : 370

Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, 18,5% des retraités du Régime général de la commune étaient bénéficiaires d'une pension de réversion ou veuf, contre 18,0% pour la France métropolitaine.

6.
LOGEMENT - IMMOBILIER

6.1 Typologie du parc de logements

6.2 Constructions

6.3 Prix de l'immobilier (si disponible)

6.1 TYPOLOGIE DU PARC DE LOGEMENTS

Les constructions ont-elles changé le visage du territoire depuis les années 1960 ? Quels types de logements sont présents ? Sont-ils adaptés ?

PLUS DE LOGEMENTS !

Dorénavant, il faut créer plus de logements… pour la même population ! Cette situation s'explique par la multiplication des phénomènes de décohabitation (divorce, mutation professionnelle, départ pour les études), le vieillissement de la population et la nécessité de renouveler un parc vétuste ou obsolète.

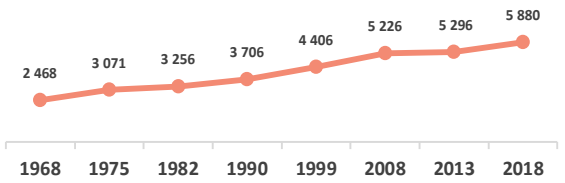
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Un **taux de vacance** élevé est souvent caractéristique d'un enjeu de rénovation d'une part du parc de logement, peu adapté à la structure de la population et/ou aux standards actuels.

Les logements vacants sont à distinguer des résidences secondaires, comptabilisées à part.

A ce jour, en France, environ 3 millions de logements seraient inoccupés.

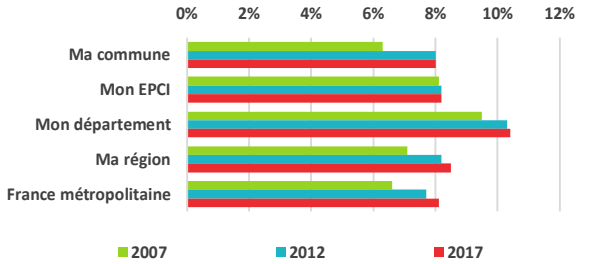
Évolution du nombre de logements de 1968 à 2018



Source : INSEE RGP 1968 - 2018

En 2018, le nombre de logements de la commune était de 5 880.

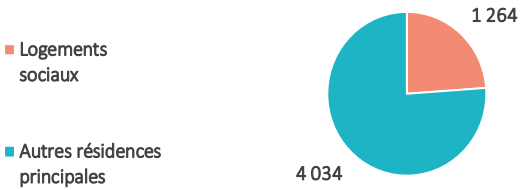
Taux de vacance*



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune avait un taux de vacance de 8,0% contre 10,4% pour mon département.

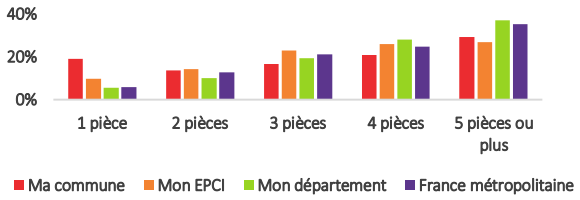
Part des logements sociaux parmi les résidences principales



Source : RPLS, 2020

En 2020, le nombre de logements sociaux comptabilisés pour ma commune était de 1 264, soit 24% des logements.

Indicateur clé | Résidences principales* par nombre de pièces



Total maisons : 2 941 ; Total appartements : 2 704

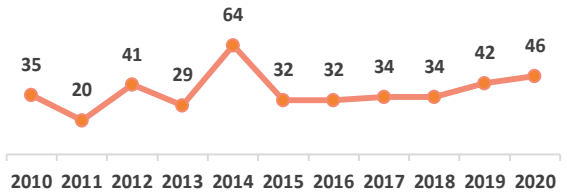
Source : INSEE 2018

En 2018, 29% des logements de la commune avaient 5 pièces ou plus, contre 35% pour la France métropolitaine.

6.2 CONSTRUCTIONS

Par rapport à d'autres territoires, y a-t-il beaucoup de constructions de logements ? S'agit-il plutôt de petits ou grands logements ?

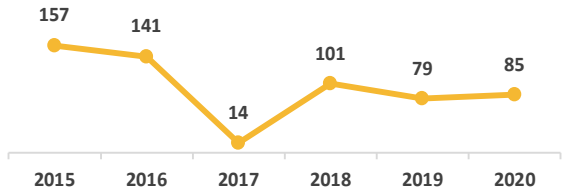
Evolution du nombre de permis de construire de 2010 à 2020



Source : base sit@del2, 2010-2020

En 2020, 46 permis de construire ont été enregistrés au sein de la base Sit@Del2 pour ma commune, contre 34 en 2017.

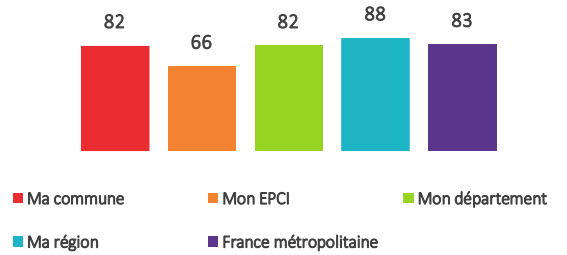
Nombre de logements commencés par année



Source : base sit@del2, 2015-2020

En 2020, 85 logements commencés ont été enregistrés au sein de la base Sit@Del2 pour ma commune, contre 14 en 2017.

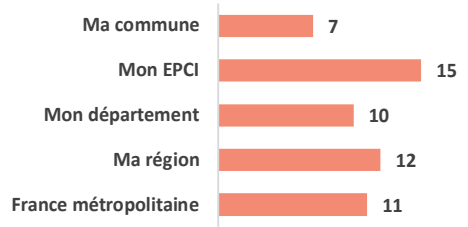
Surface moyenne des logements autorisés en 2018-2020 (en m²)



Source : base sit@del2, 2018-2020

Sur la période 2018-2020, la surface moyenne des logements autorisés pour ma commune était de 82 m², contre 82 m² pour mon département.

Indicateur clé | Logements autorisés en moyenne chaque année pour 1000 logements (2018-2020)



Source : base sit@del2, 2018-2020

Sur la période 2018-2020, le nombre de logements autorisés en moyenne chaque année était de 7 pour 1 000 logements pour ma commune.

LA BASE SIT@DEL2

La base de données nationale Sit@del2 permet de consolider des éléments transmis par les collectivités et l'Etat. Elle retrace toutes les étapes d'une construction (logement ou autre local), du dépôt de dossier à la mise en chantier et jusqu'à l'achèvement des travaux.

Il est ainsi possible d'avoir une vision chronologique des autorisations de construction (de façon exhaustive) et des logements commencés (avec des données particulièrement récentes).

6.3 PRIX DE L'IMMOBILIER

Quel est le prix au m² dans le territoire pour les maisons ? Pour les appartements ? Pour les locaux professionnels ?

LA BASE DVF

Depuis janvier 2019, la DGFiP publie des jeux de données relatifs aux transactions immobilières. Les données sont issues des actes notariés et des informations cadastrales. Elles font l'objet d'une mise à jour semestrielle (avril et octobre) au cours de laquelle de nouvelles transactions peuvent être ajoutées. C'est pour cette raison que les données les plus récentes sont provisoires.

Pour découvrir le détail des mutations par parcelle de votre territoire, rendez-vous sur app.dvf.etalab.gouv.fr

Bon à noter :

- En cas de vente d'une maison, le terrain est compris dans le prix de vente mais les dépendances ne sont pas comptabilisées.
- Les « autres surfaces »renvoient aux terrains non bâtis : terrains à bâtir, bois, terrains d'agréments, prairies, landes, vergers, carrières, taillis…

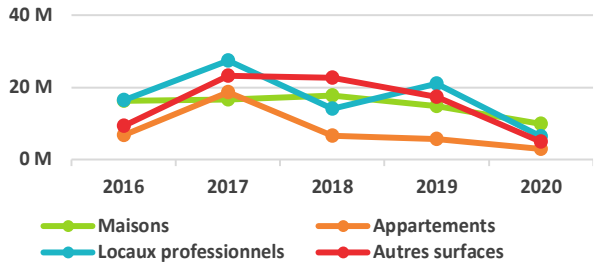
Mutations* enregistrées par type et par année

	2016	2017	2018	2019	2020
Maisons	83	76	83	65	54
Appartements	50	95	46	41	18
Locaux pro.	18	33	19	29	10
Autres	48	46	90	76	29

Source : Base DVF, Avril 2021

54 mutations pour des maisons sont connues pour ma commune en 2020. Ces données sont provisoires, et seront actualisées au prochain semestre.

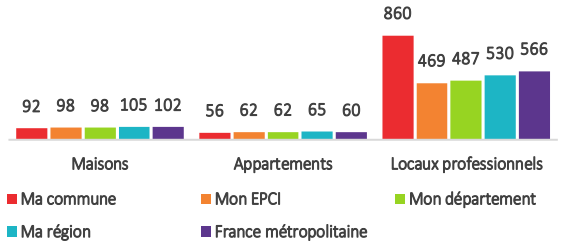
Evolution du volume des ventes enregistrées par type (en millions d'€)



Source : Base DVF, Avril 2021

En 2019, le volume des mutations connues à ce jour pour ma commune pour des maisons était de 14,8 millions d'euros, contre 16,6 millions en 2017.

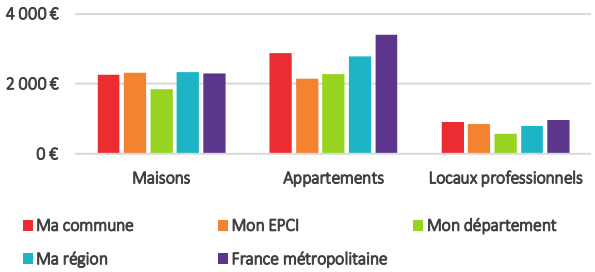
Taille moyenne des mutations enregistrées (en m²)



Source : Base DVF, Avril 2021

Sur la période 2016-2020, la taille moyenne des mutations de la commune enregistrées pour des maisons de la commune était de 92 m².

Prix de vente au m² sur la période 2016-2020



Source : Base DVF, Avril 2021

Sur la période 2016-2020, le prix moyen au m² des mutations enregitrées pour ma commune était de 2 259€ pour les maisons.

ithéa
ithea-conseil.fr

7. HABITAT

7.1 Ancienneté et modes d'occupation

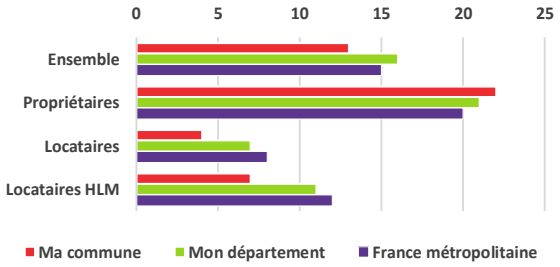
7.2 Vétusté et équipement des logements

7.3 Logements sociaux (si disponible)

7.1 ANCIENNETÉ ET MODES D'OCCUPATION

Combien de temps les habitants résident-ils dans leur logement ? Quelle part de propriétaires ? De locataires ?

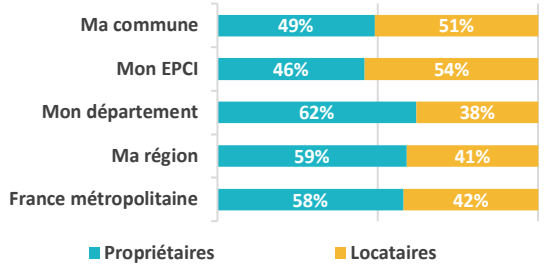
Ancienneté moyenne d'emménagement (en années)



Source : INSEE 2018

En 2018, les habitants de la commune résidaient dans leur logement actuel depuis en moyenne 13 ans, contre 16 pour mon département.

Indicateur clé | Résidences principales par mode d'occupation



Source : INSEE 2018

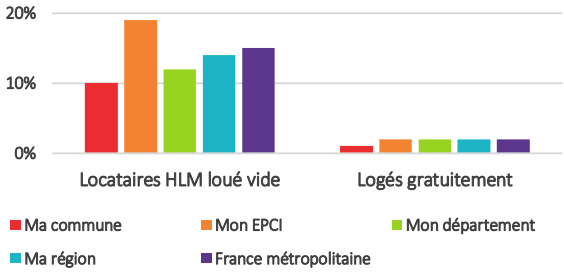
En 2018, 49% des habitants étaient propriétaires de leur logement pour ma commune, contre 58% pour la France métropolitaine.

LA DÉFINITION

Selon l'INSEE, il existe 4 manières « d'occuper son logement » :

- Propriétaire (dont usufruitiers)
- Locataire dans le parc privé
- Locataire dans un logement social (HLM loué vide)
- Hébergé à titre gratuit : personne résidant, à titre gracieux, chez une autre personne propriétaire ou locataire de son logement qui n'est pas membre de la même famille

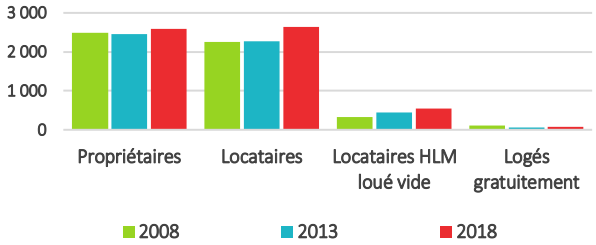
Locataires HLM* et hébergés à titre gratuit



Source : INSEE 2018

En 2018, 1% des ménages de la commune étaient hébergés à titre gratuit chez des tiers qui n'étaient pas membres de leur famille.

Evolution des modes d'occupation

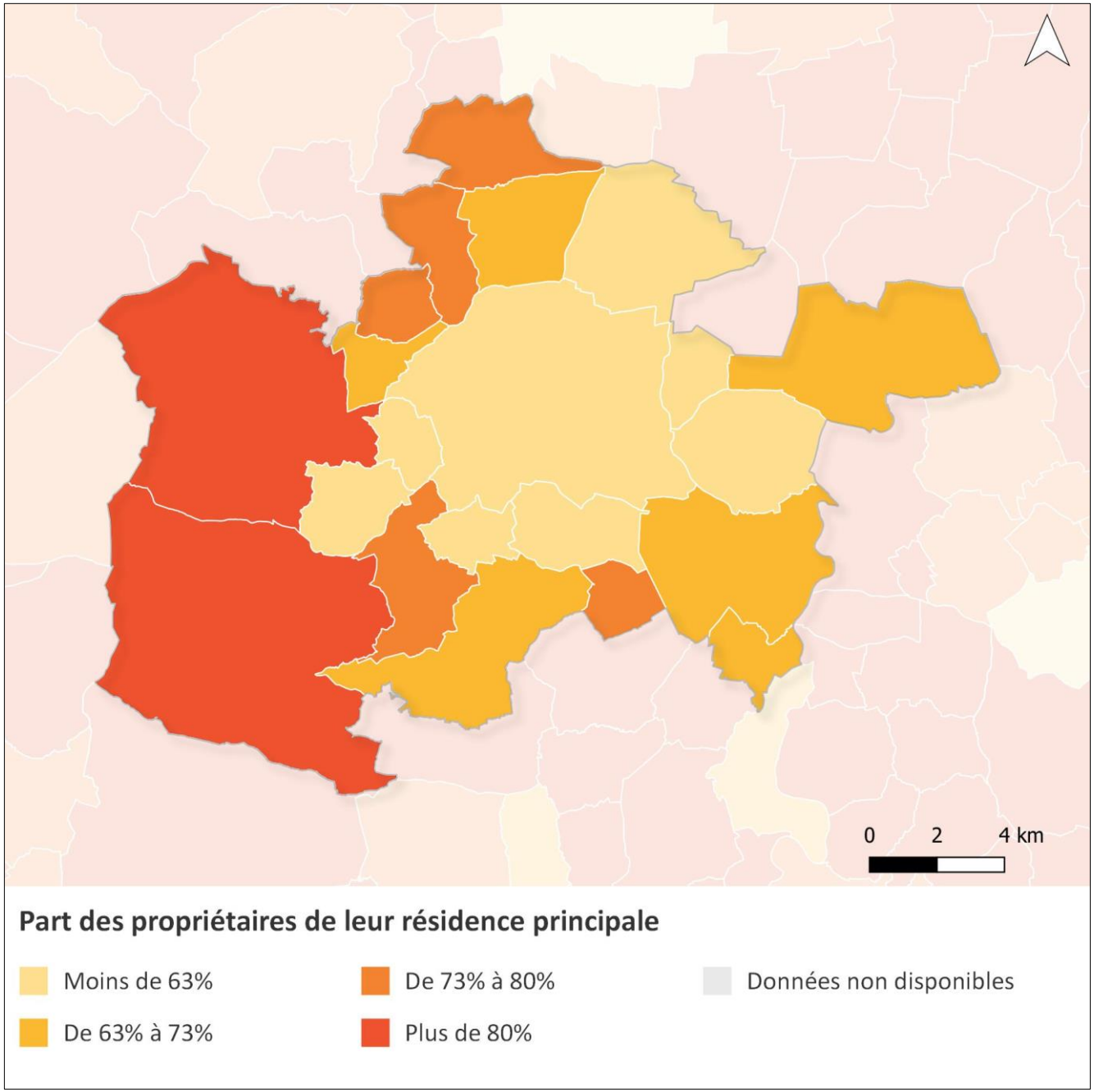


Source : INSEE 2008-2018

En 2018, on totalisait pour ma commune 2 584 résidences principales occupées par des propriétaires, contre 2 489 en 2007.

Mon EPCI

Quelle est la part des propriétaires de leur résidence principale ?



Source : INSEE 2018

7.2 VÉTUSTÉ ET ÉQUIPEMENTS DES LOGEMENTS

Le parc de logements est-il récent ? Y a-t-il des logements potentiellement vétustes dans le territoire ? Les locaux sont-ils mieux équipés qu'ailleurs ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

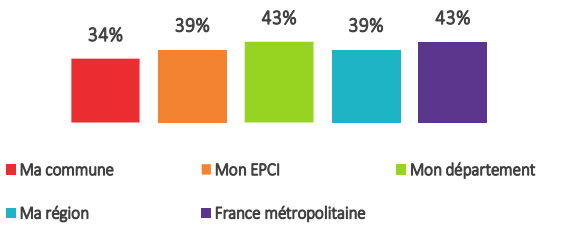
Risques de logements vétustes

= Part élevée de logements construits avant 1970 (soit avant la première réglementation énergétique)

\+ Part élevée de logements non équipés d'une baignoire ou d'une douche

\+ Part élevée de chauffage électrique

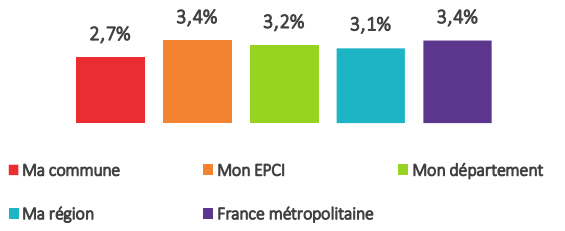
Résidences principales* construites avant 1971



Source : INSEE 2018

En 2018, 34% des résidences principales avaient été construites avant 1971, contre 43% pour la France métropolitaine.

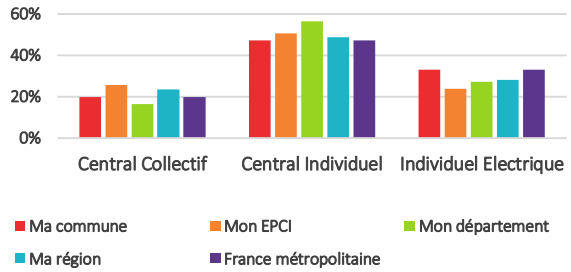
Résidences principales* ne disposant pas d'une douche ou d'une baignoire



Source : INSEE 2018

En 2018, 2,7% des résidences principales de la commune n'étaient équipées ni d'une baignoire, ni d'une douche, contre 3,1% pour ma région.

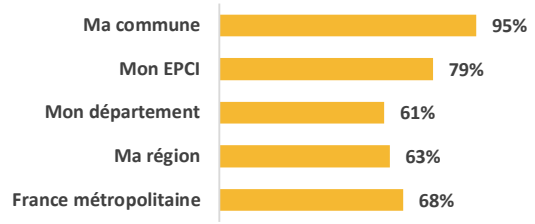
Mode de chauffage employé



Source : INSEE 2018

En 2018, 47% des résidences principales de la commune étaient équipées en chauffage central individuel.

Part des locaux raccordables à la fibre (FttH)* au 01/01/2021

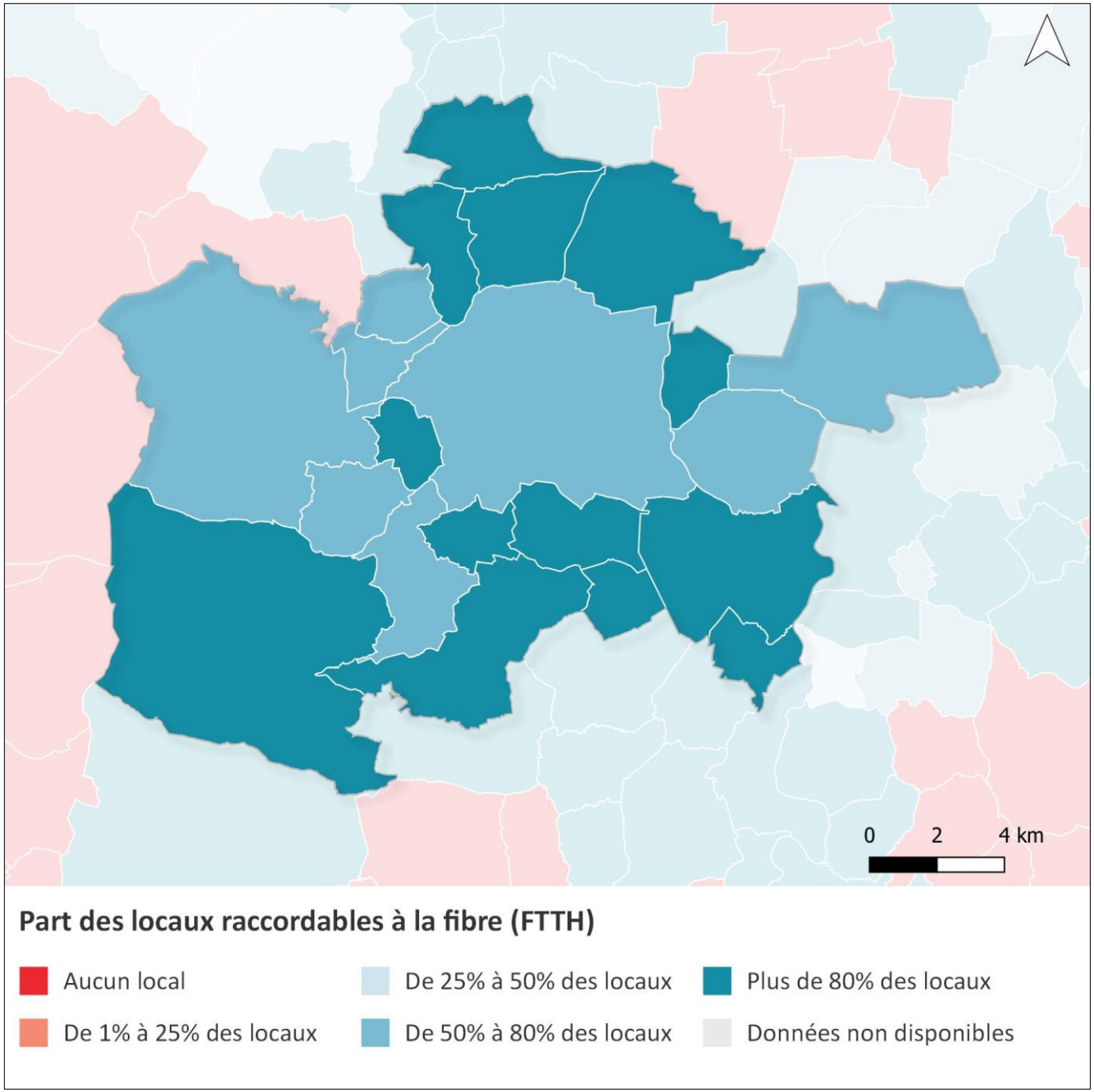


Source : ARCEP, janvier 2021

En janvier 2021, 95% des locaux de la commune étaient raccordables à la fibre, contre 68% pour la France métropolitaine.

Mon EPCI

Quelle est la part des locaux raccordables à la fibre ?



Source : ARCEP 2021

7.3 LE LOGEMENT SOCIAL

Quelle part du parc de logements sociaux ? Quelle typologie de ce parc social ?

LES DONNÉES SUR LE PARC LOCATIF SOCIAL

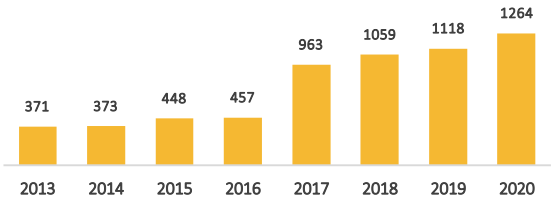
Quand ? Des données actualisées chaque année

Qui ? Des données transmises par les bailleurs sociaux au ministère chargé du Logement. C'est une obligation qu'ont les bailleurs sociaux de transmettre des informations sur leur patrimoine annuellement au ministère chargé du Logement

Quoi ? Des données sur la typologie (surface, date de construction…) du parc de logement mais aussi sur le type de financement et de conventionnement de ces logements

A noter que les logements foyers, les foyers de travailleurs et les résidences sociales ne sont pas prises en compte dans ce répertoire. De même, le Ministère exige que les *« logements que les bailleurs sociaux gèrent sans détenir de droit réel immobilier ou sans en avoir l'usufruit »* doivent être exclus du répertoire.

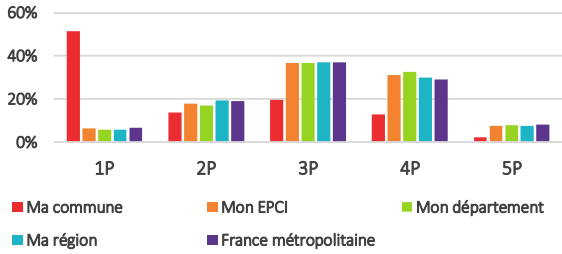
Evolution du nombre de logements sociaux*



Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2020

En 2020, le nombre de logements sociaux de la commune était de 1 264, soit une évolution de +893 logements par rapport à 2013.

Logements sociaux par nombre de pièces



Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2020

En 2020, ma commune totalise 20% de 3 pièces au sein de son parc social, contre 37% pour mon département.

Indicateurs clés - Taux de logements sociaux*, taux de vacance, date moyenne de construction, loyer moyen, DPE* énergie D, E, F ou G (énergivore)

	Taux de logements. sociaux	Taux de vacance du parc social	Date moy. de construction	Loyer moyen au m²	DPE énergie supérieur à D
Ma commune	23,9%	1,6%	1 999	5,8 €	20%
Mon EPCI	22,4%	2,5%	1 992	5,7 €	41%
Mon département	13,9%	2,9%	1 992	5,4 €	45%
Ma région	14,7%	3,2%	1 993	5,8 €	62%
France métropolitaine	15,9%	2,8%	1 991	5,5 €	56%

Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2020

En 2020, le taux de logement sociaux (correspondant au rapport entre le nombre de logements sociaux et le total des résidences principales) était de 24% pour ma commune, contre 22% pour mon EPCI.

8.
EMPLOI

8.1 Actifs et chômeurs

8.2 Les demandeurs d'emploi en fin de mois

8.3 Typologie d’emplois

8.4 Déplacements des actifs occupés

8.1 ACTIFS ET CHÔMEURS

Quelle est la part d'actifs dans le territoire ? Qui sont les inactifs (retraités, étudiants, personnes au foyer…) ? Quel taux de chômage ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Pour l'INSEE, un « actif » peut être :

- **Occupé,** soit une personne en emploi ;
- **Non-occupé,** soit une personne en recherche d'emploi.

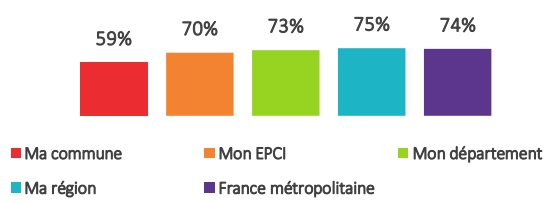
Et les « inactifs » sont des :

= Jeunes de moins de 15 ans ;
= Étudiants ;
= Retraités ;
= Hommes et femmes au foyer ;
= Personnes en incapacité de travailler…

L'ENQUÊTE EMPLOI

Le **taux de chômage** varie entre l'enquête « emploi » de l'INSEE, menée en continu au niveau national, et le recensement de la population. La seconde source est mobilisée ici, car seule disponible à l'échelle locale.

Taux d'activité des 15-64 ans

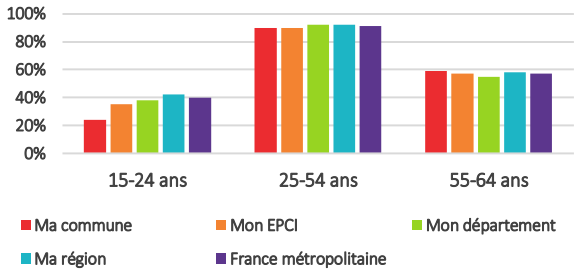


Nb d'actifs : 4 472

Source : INSEE 2018

En 2018, 59% des habitants de la commune de 15-64 ans étaient actifs, c'est-à-dire qu'ils étaient en emploi ou en recherche d'emploi.

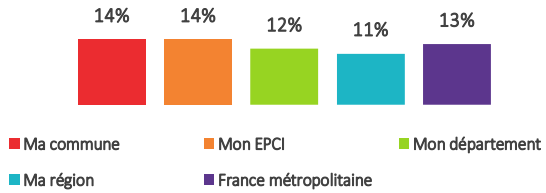
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE 2018

En 2018, 24% des 15-24 ans de la commune étaient actifs, alors que ce chiffre était de 59% pour les 55-64 ans.

Indicateur clé | Taux de chômage* des 15-64 ans

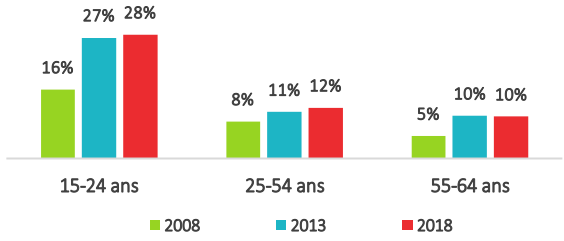


Nb de chômeurs au sens de l'INSEE : 620

Source : INSEE 2018

En 2018, le taux de chômage au sens de l'INSEE était de 14% pour ma commune, contre 13% pour la France métropolitaine.

Taux de chômage* par tranche d'âge



Source : INSEE 2008-2018

En 2018, 28% des 15-24 ans de la commune étaient au chômage, contre 16% en 2008.

8.2 LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

Combien y a-t-il de personnes inscrites à Pôle Emploi ? Quel est leur profil (âge, ancienneté d'inscription…) ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

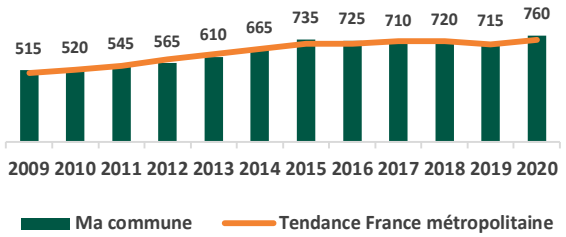
Chômeur = actif sans emploi selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE

+ Avantage : au plus proche de la réalité du territoire
- Inconvénient : des données plus anciennes (2018)

Demandeur d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) = personne qui s'est inscrite à Pôle Emploi

+ Avantage : des données récentes, en 2020 voire 2021 (commune > à 5000 hab. ou échelle zone d'emploi)
- Inconvénient : des données incomplètes (tous les actifs au chômage ne s'inscrivent pas à Pôle Emploi)

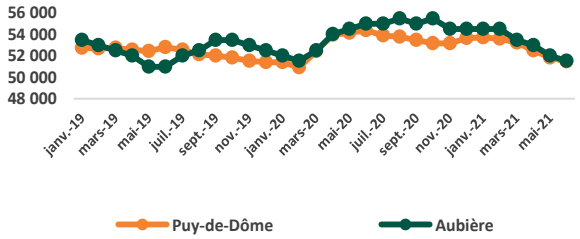
Evolution des DEFM de cat. ABC depuis 2009 – Série longue



Source : Pole emploi 2009-2020

En 2020, le nombre de Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois de catégorie ABC de la commune était de 760.

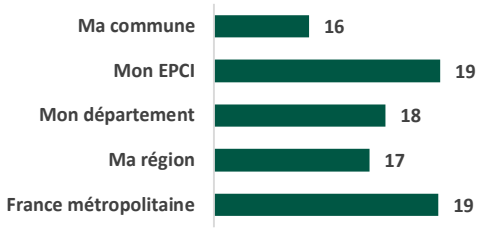
Evolution des DEFM de cat. ABC en 2019-2020 – Série courte



Source : Pole emploi 2021

En juin 2021, le nombre de DEFM de cat.ABC inscrites à Pôle emploi était de 690 à l'échelle de ''Aubière''.

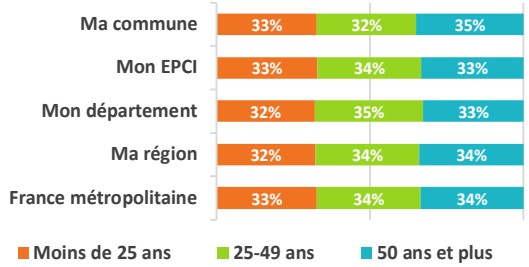
DEFM de cat. ABC* pour 100 actifs



Source : Pôle emploi 2020

En 2020, il y avait pour ma commune 16 DEFM de cat. ABC pour 100 actifs, contre 19 pour la France métropolitaine.

DEFM de cat. ABC* par âge

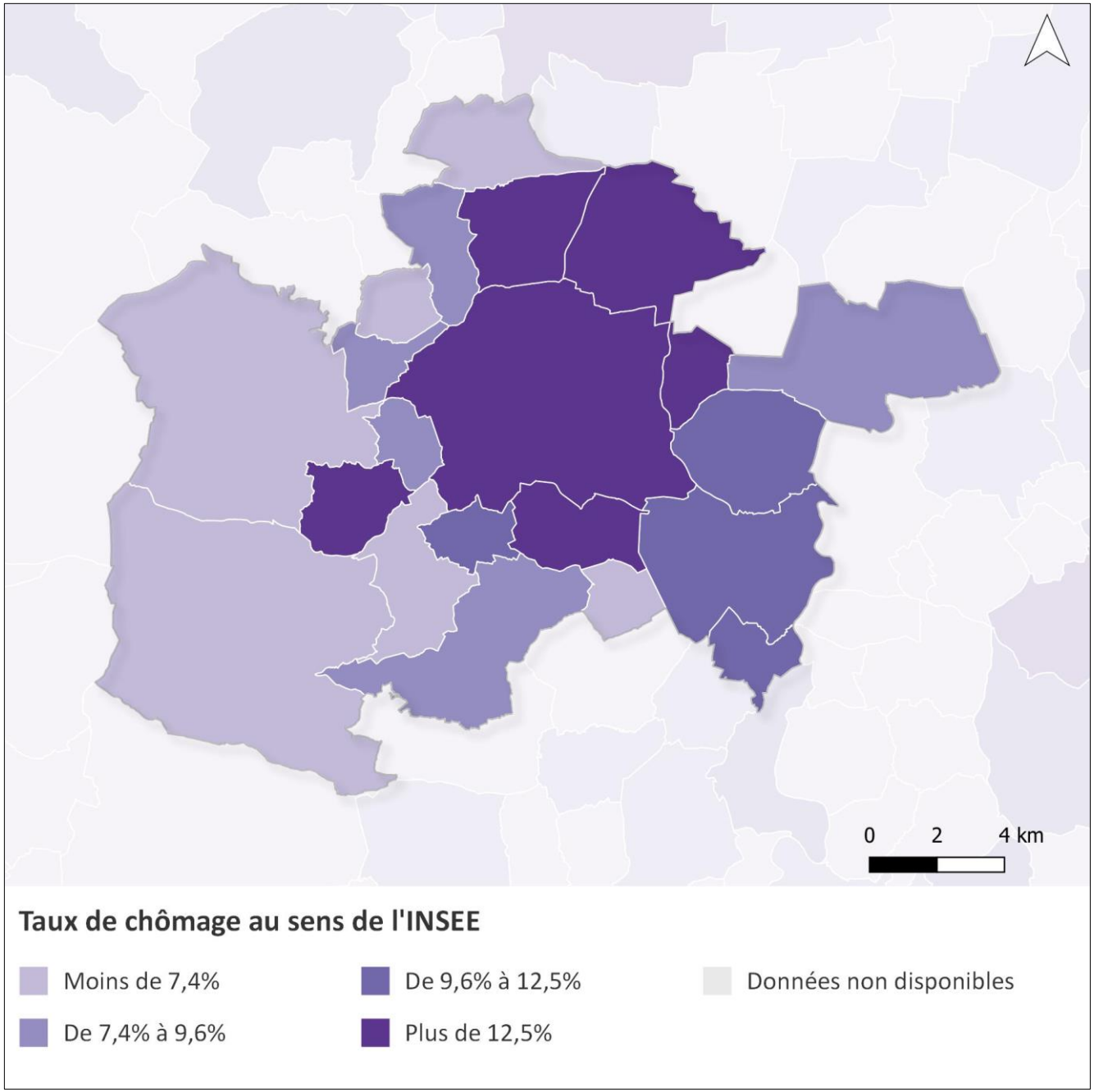


Source : Pôle emploi 2020

En 2020, 35% des DEFM de cat. ABC de la commune avaient 50 ans ou plus, contre 33% pour mon département.

Mon EPCI

Quelle est la part de la population au chômage ?



Source : INSEE 2018

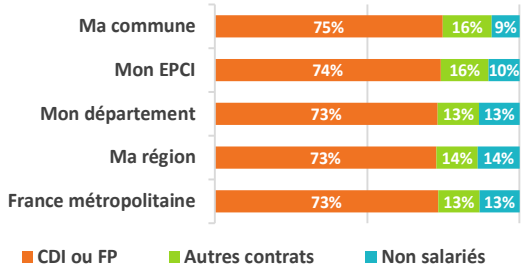
8.3 LES TYPOLOGIES D'EMPLOIS

Quelle stabilité de l'emploi dans le territoire (part du salariat, CDI…) ? Les habitants peuvent-ils trouver un travail dans leur commune de résidence ? Pour quel type d'emploi ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

- **Si le nombre d'actifs est supérieur au nombre d'emplois** (indicateur supérieur à 1), le territoire a un caractère plutôt résidentiel
- **Si le nombre d'emplois est supérieur au nombre d'actifs** (indicateur inférieur à 1), le territoire est probablement une ville-centre ou accueille une grande administration/entreprise
- **Si la différence entre actifs et emplois est élevée**, les déplacements domicile-travail sont certainement nombreux

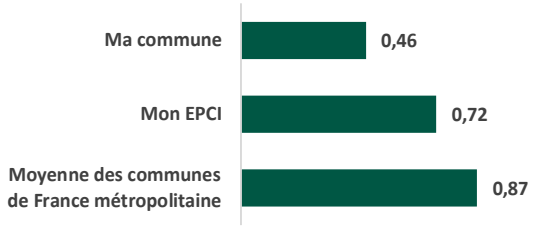
Actifs occupés par mode d'emploi



Source : INSEE 2018

En 2018, 75% des actifs occupés étaient en CDI ou travaillaient dans la fonction publique, c'est-à-dire occupaient un emploi stable.

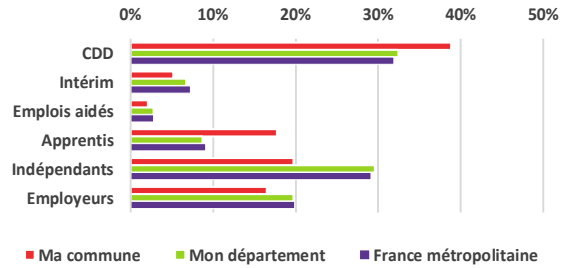
Nombre d'actifs occupés pour un emploi dans la commune de résidence



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune enregistrait 0,46 actif résidant dans le territoire pour un emploi présent.

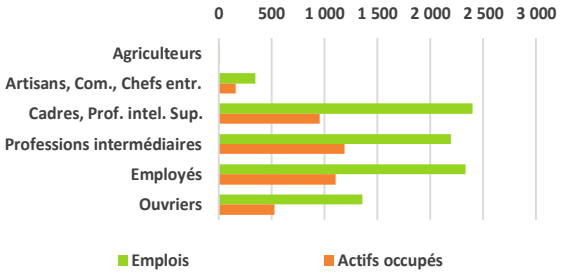
Répartition des autres modes d'emploi par type



Source : INSEE 2018

En 2018, les CDD représentaient 39% des modes d'emploi hors CDI ou fonction publique, contre 32% pour la France métropolitaine.

Nombre d'actifs pour un emploi selon la CSP

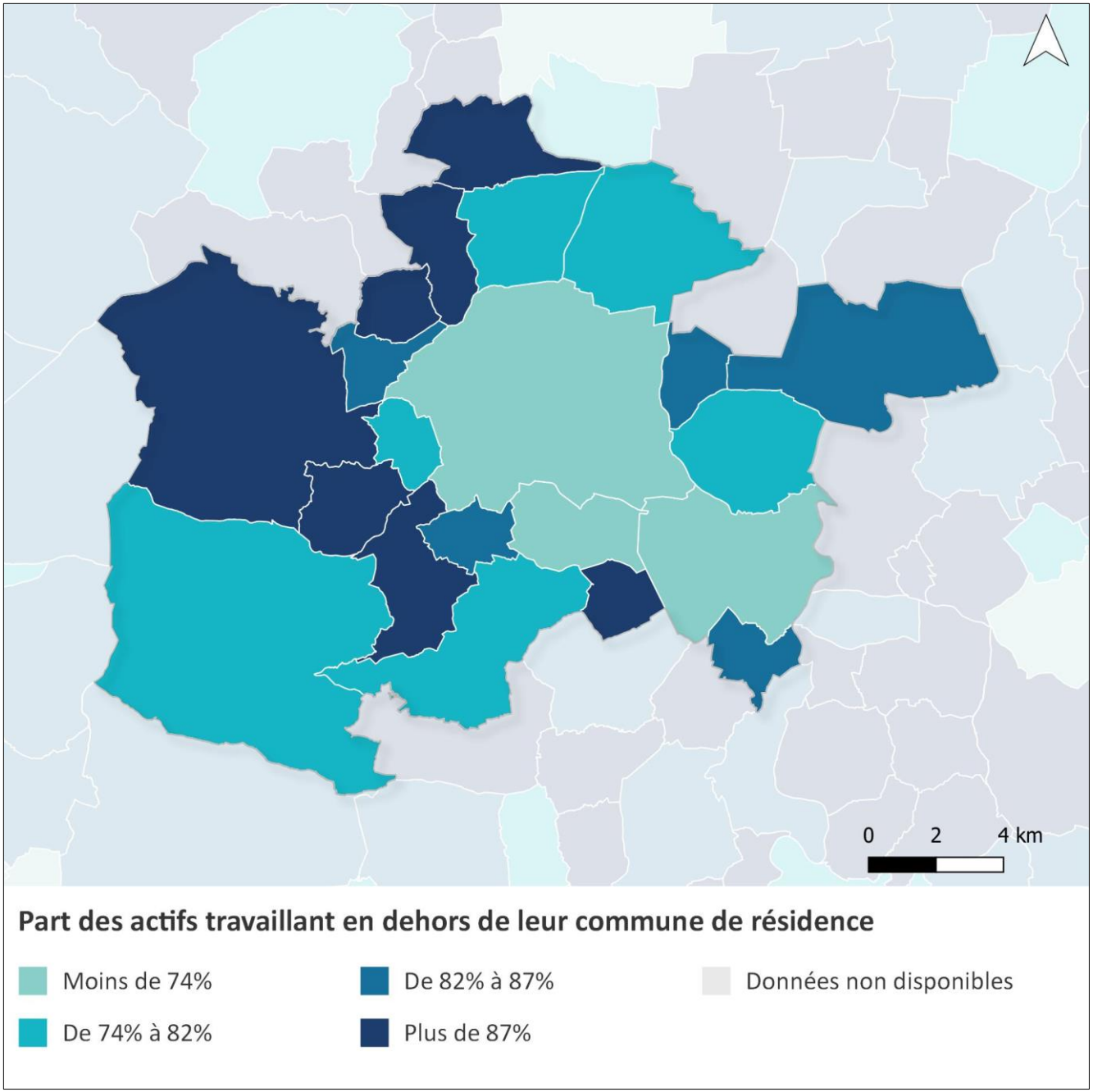


Source : INSEE 2018

En 2018, 1 106 actifs de la catégorie « employés » étaient comptabilisés pour ma commune, pour 2 332 emplois présents de la même catégorie.

Mon EPCI

Quelle est la part des actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence ?



Source : INSEE 2018

8.4 DÉPLACEMENTS DES ACTIFS OCCUPÉS

Où les habitants travaillent-ils ? Comment se rendent-ils sur leur lieu de travail ? (voiture, transports en commun…)

LE COÛT DES TRANSPORTS

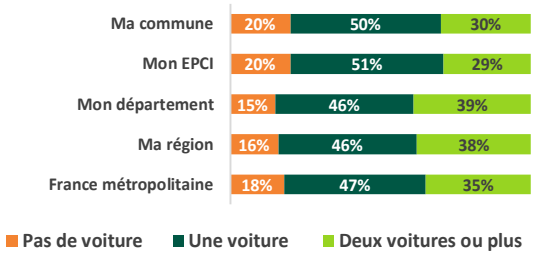
Les Français mettent en moyenne 1h04 par jour pour aller et revenir du travail. Cette durée est inférieure à la moyenne internationale qui est de 1h09 par jour.*

De plus, ils consacrent en moyenne 14% de leur revenu disponible aux transports (2017).

Selon l'Insee (2017), les ménages résidant en milieu rural ont dépensé en moyenne 7 000 euros pour le transport, contre 6 200 euros pour ceux de l'agglomération parisienne. L'achat de véhicules et les frais d'utilisation afférents (entretien, carburant, etc.) constituent l'essentiel du budget transport pour les ménages vivant en milieu rural.

*Enquête Dalia Research sur 52 pays, février 2017

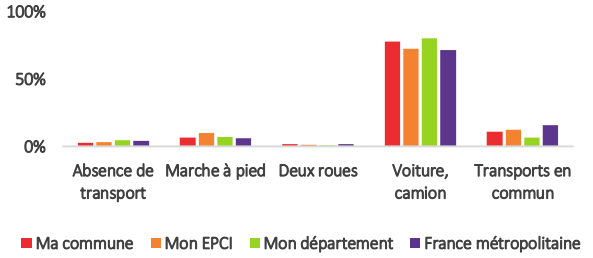
Taux d'équipement des ménages* en voiture



Source : INSEE 2018

En 2018, 30% des ménages de la commune avaient deux voitures ou plus, contre 39% pour mon département.

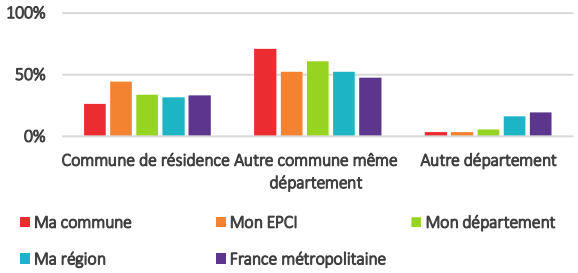
Moyen de transport des actifs occupés*



Source : INSEE 2018

En 2018, la part des actifs se déplaçant en voiture était de 78% pour ma commune contre 72% pour mon EPCI.

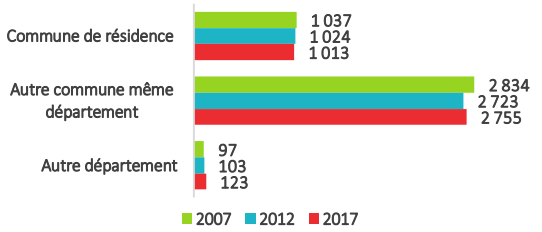
Lieu de travail des actifs occupés*



Source : INSEE 2018

En 2018, 3% des actifs de la commune travaillaient dans un autre département.

Evolution du lieu de travail des actifs occupés

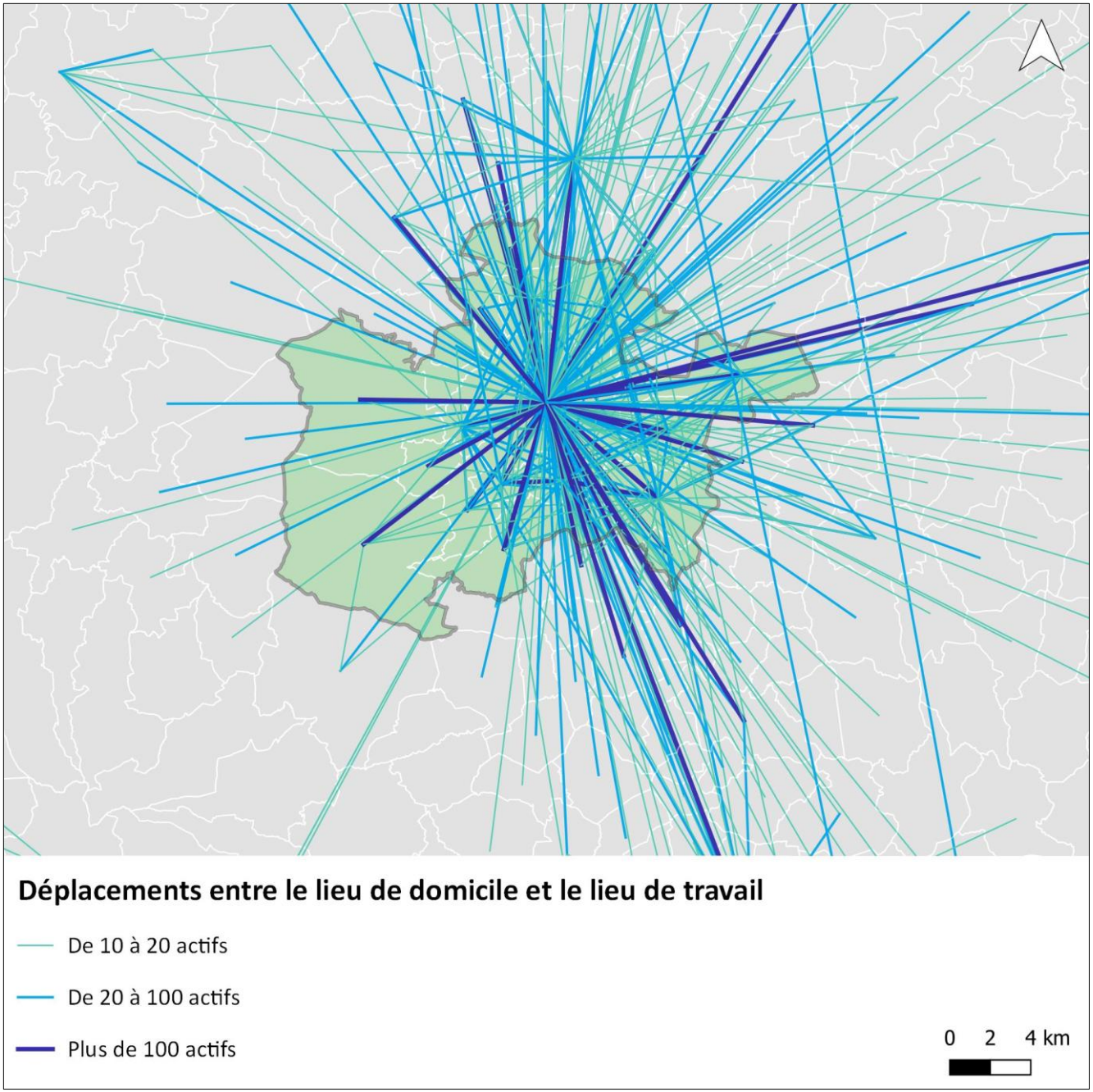


Source : INSEE 2008-2018

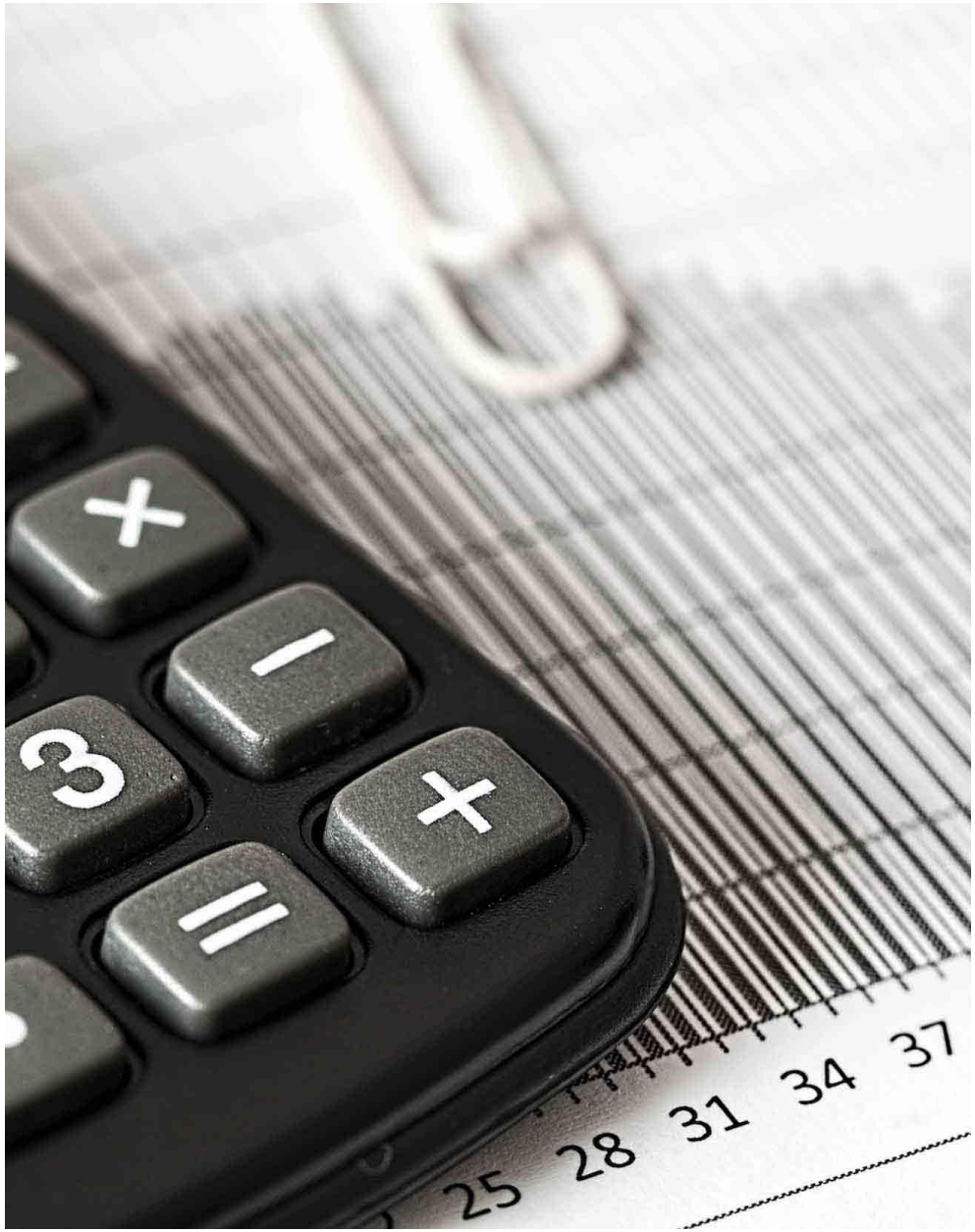
En 2018, 1 013 actifs de la commune travaillaient dans leur commune de résidence, alors qu'ils étaient 1 037 en 2008.

Mon EPCI

Où se situent les grands flux de mobilité professionnelle (entre le domicile et le travail) ?



Source : INSEE 2017



9.
REVENUS ET PRÉCARITÉ

9.1 Revenus de la population

9.2 Fragilité socio-économique

9.1 REVENUS DE LA POPULATION

Quels sont les niveaux de revenus de la population ? Existe-il de fortes inégalités ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Rapport interdécile élevé = écarts de revenus élevés au sein de la population

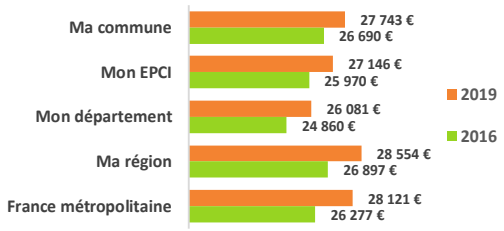
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Il existe deux manières de calculer les revenus de la population :

- **Revenu moyen =** somme des revenus de l'ensemble des foyers fiscaux / total des foyers fiscaux
- **Revenu médian =** 50 % des foyers fiscaux perçoivent plus, 50 % des foyers perçoivent moins.

Le revenu médian est souvent plus proche de la réalité, de très hauts salaires pouvant tirer le revenu moyen vers le haut.

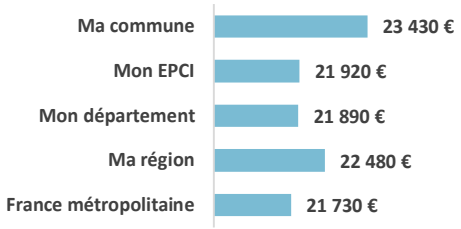
Revenu moyen des foyers fiscaux



Source : DGFiP, revenus déclarés en 2019

En 2019, le revenu moyen déclaré était de 27 743€ par foyer fiscal pour ma commune, contre 28 121€ pour la France métropolitaine.

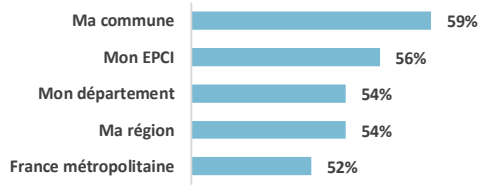
Le revenu médian*



Source : FiLoSoFi 2018 (revenu disponible)

En 2018, le revenu médian était de 23 430€ pour ma commune, contre 21 890€ pour mon département.

Indicateur clé | La part des foyers fiscaux imposés

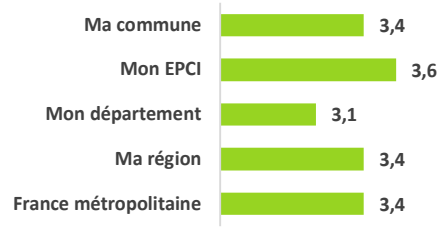


Nb de foyers fiscaux imposés : 3 302

Source : DGFiP, revenus déclarés en 2019

En 2019, la part des foyers fiscaux imposés était de 59% pour ma commune, contre 52% pour la France métropolitaine.

Le rapport interdécile*



Source : FiLoSoFi 2018 (revenu disponible)

En 2018, le revenu déclaré du ménage le plus pauvre des 10% les plus riches de la commune était 3,4 fois plus élevé que celui du plus riche des 10% les moins riches.

9.2 FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (1/2)

Les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres sont-elles plus élevées qu'ailleurs ? Quelle est la part des ménages les plus fragiles ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

1. Revenu au 1er décile : 10 % des ménages touchent moins
2. Revenu au 9ème décile : 90 % des ménages touchent moins

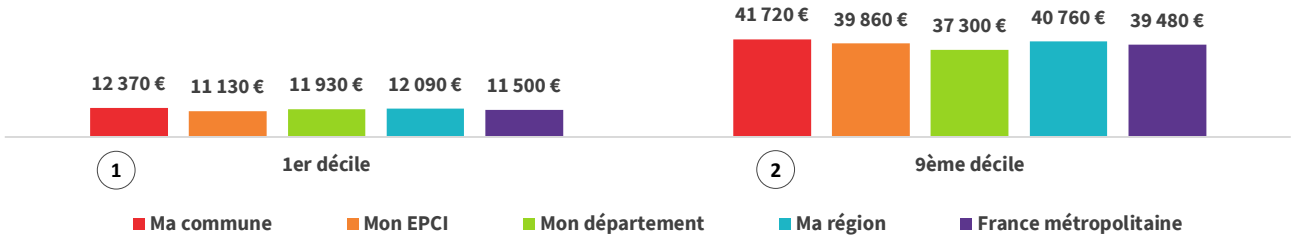
Le 5ème décile correspond donc à la médiane : 50 % touchent moins et 50 % touchent plus.

LE REVENU DE SOLIDARITÉ (RSA)

Le nombre de personnes dites au RSA a mécaniquement baissé depuis 2016 :

- Avant 2016 : RSA = **RSA socle** (plus de 25 ans avec de très faibles revenus et moins de 25 ans avec des enfants) + **RSA activité** (travailleurs pauvres) ;
- Depuis 2016 **:** RSA = **RSA socle uniquement**, le RSA activité ayant été remplacé par la Prime d'activité.

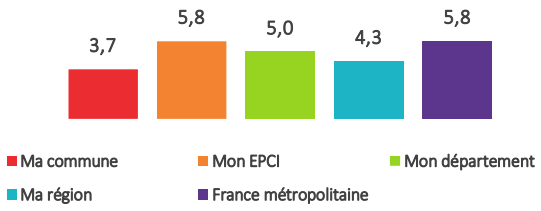
Le revenu au 1er et au 9ème décile*



Source : FiLoSoFi 2018 (revenu disponible)

En 2018, le plus riche des ménages des 10% les moins riches de la commune disposait d'un revenu annuel de 12 370€ contre 11 500€ pour la France métropolitaine.

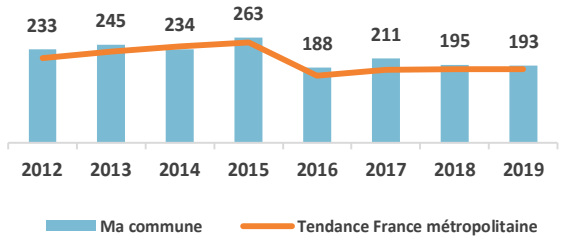
Foyers allocataires CAF au RSA* pour 100 ménages



Source : caf.data 2019

En 2019, il y avait pour ma commune 3,7 foyers au RSA pour 100 ménages, contre 5,8 pour mon EPCI.

Évolution des foyers allocataires CAF* au RSA



Source : caf.data 2012-2019

En 2019, on totalisait 193 foyers CAF allocataires du RSA pour ma commune contre 188 en 2016.

9.2 FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (2/2)

Quelle proportion des bénéficiaires de la prime d'activité (travailleurs pauvres) ? Les habitants en situation de précarité sont-ils en augmentation ?

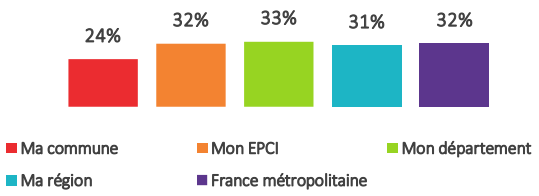
LA PRIME D'ACTIVITÉ

Dès la première année en 2016, la prime d'activité a suscité un véritable engouement. Le nombre de bénéficiaires a d'ailleurs largement dépassé les prévisions du gouvernement.

L'objectif du dispositif ? Valoriser l'activité et le pouvoir d'achat des travailleurs.

En 2019, pour répondre au mouvement des « gilets jaunes », les conditions d'accès ont encore été élargies et le bonus de la prime revalorisé. Aujourd'hui 8 personnes sur 10 éligibles en bénéficient, soit un taux de recours de 80 % (contre 33% pour l'ancien RSA activité).

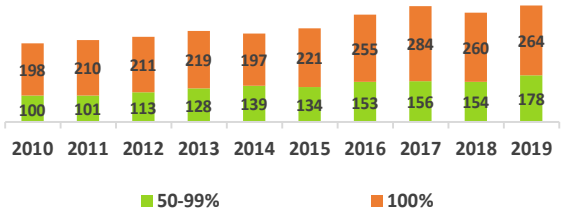
Bénéficiaires de la prime d'activité*



Source : caf.data 2019

En 2019, 24% des allocataires CAF de la commune bénéficiaient de la prime d'activité, contre 31% pour ma région.

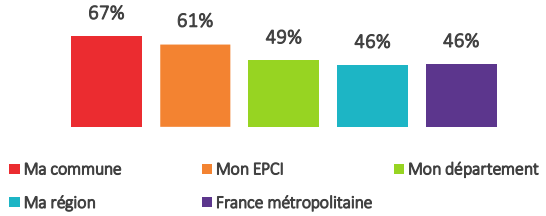
Foyers CAF* dont le revenu est constitué entre 50% et 100% de prestations sociales*



Source : caf.data 2010-2019

De 2010 à 2019, le nombre de foyers CAF dont le revenu est composé entre 50 et 99% de prestations sociales est passé de 100 à 178.

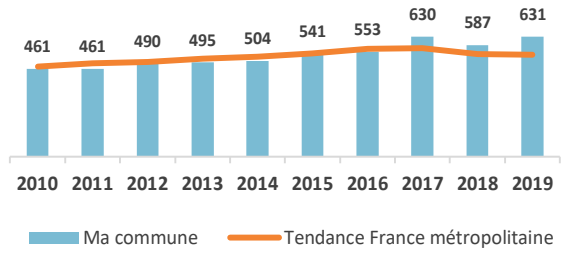
Foyers CAF* percevant une aide pour le logement*



Source : caf.data 2019

En 2019, 67% des foyers CAF bénéficiaient d'une aide pour le logement pour ma commune.

Evolution des foyers CAF à bas revenu*

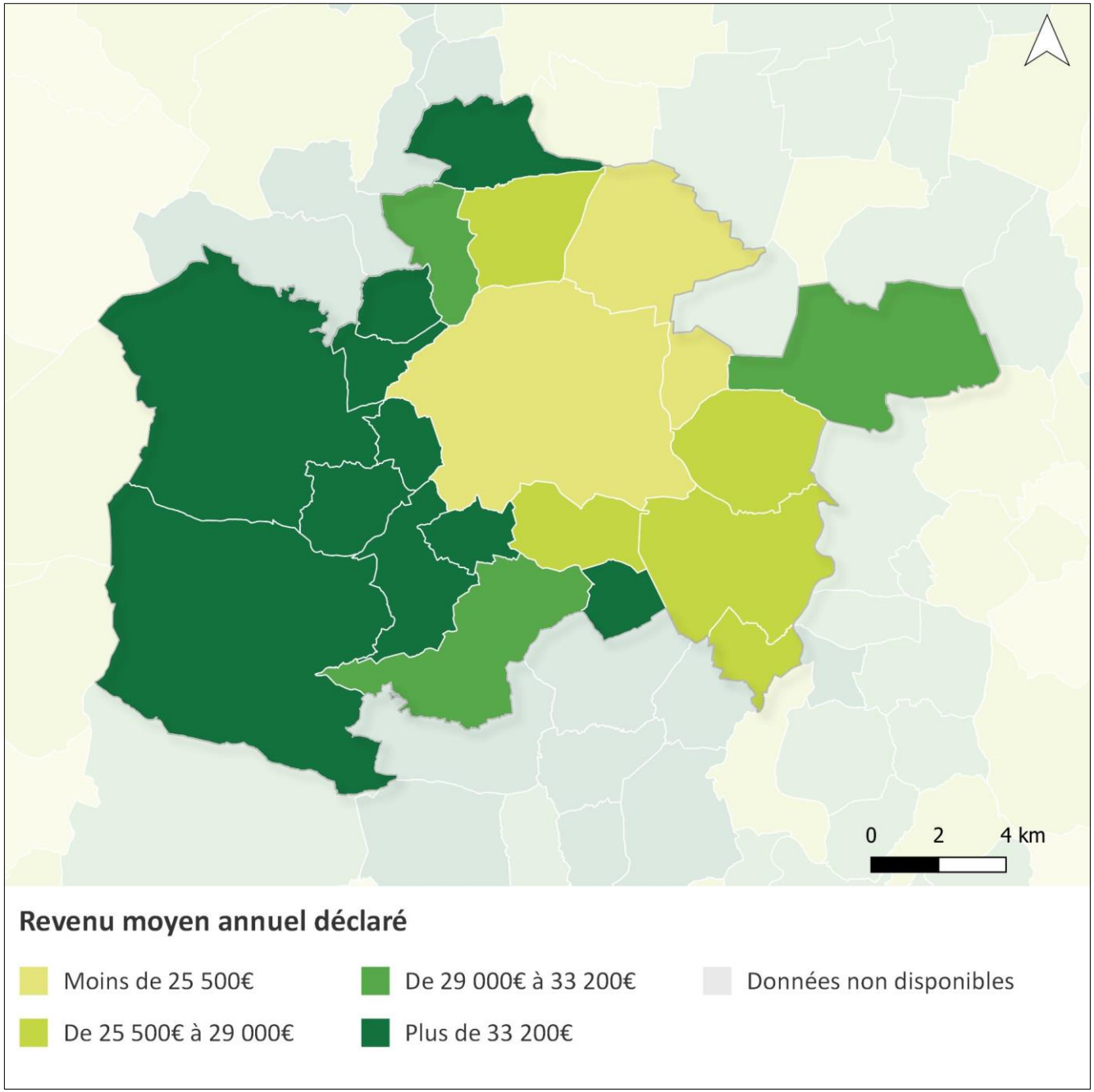


Source : caf.data 2010-2019

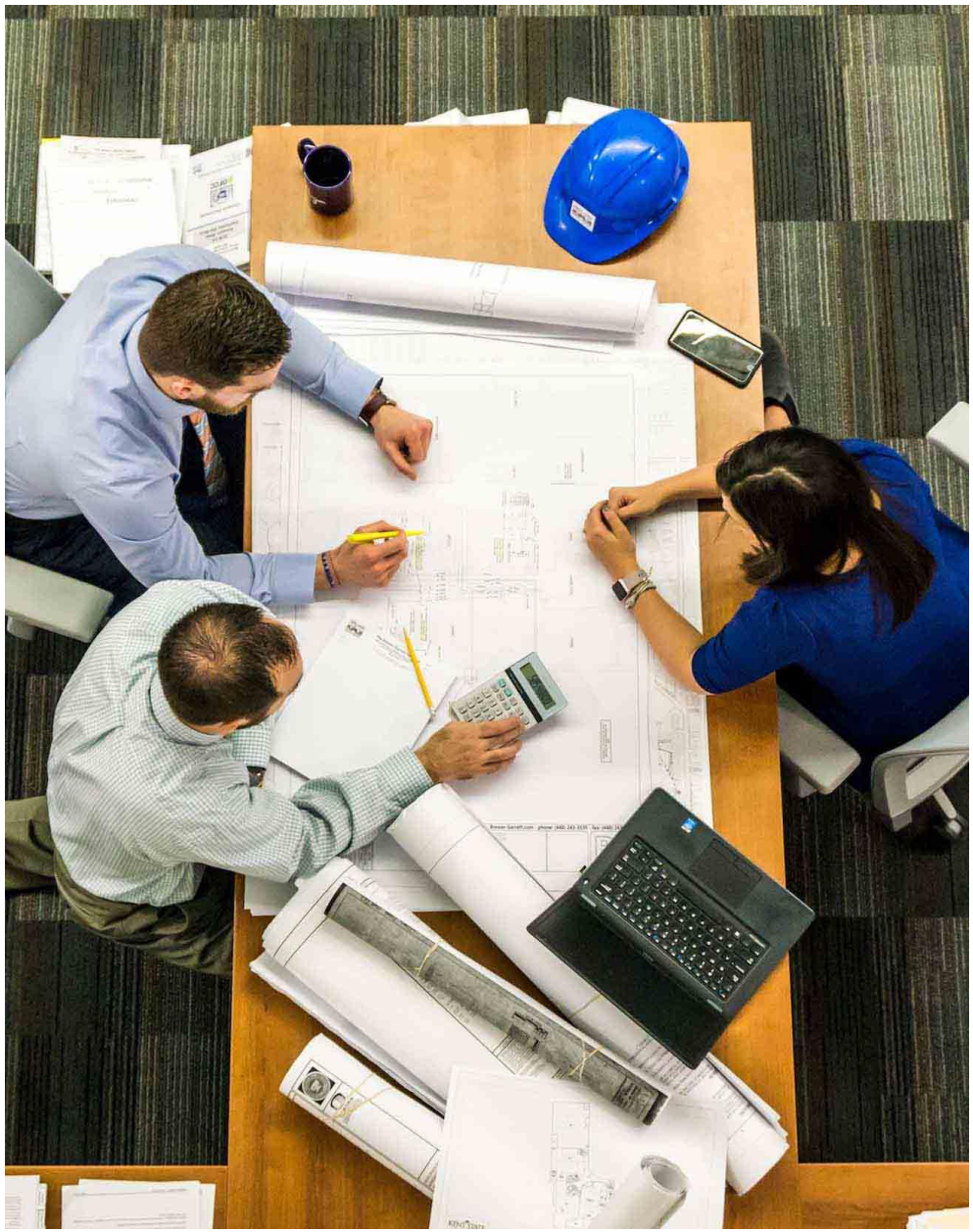
De 2010 à 2019, le nombre de foyers CAF à bas revenus est passé, pour ma commune, de 461 à 631.

Mon EPCI

Quel est le revenu moyen des foyers fiscaux ?



Source : DGFiP 2018



10.
ÉGALITÉS FEMMES-HOMMES

10.1 Démographie, CSP, diplômes, salaires

10.2 Emploi et précarité

10.1 DÉMOGRAPHIE, CSP, DIPLÔMES, SALAIRES

Y a-t-il un écart important entre le nombre d'hommes et de femmes ? Pourquoi ? Des inégalités économiques et sociales sont-elles présentes ?

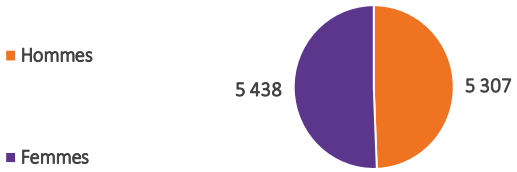
INÉGALITÉS DE GENRE ET COLLECTIVITÉS LOCALES

Les inégalités femmes/hommes concernent la sphère domestique (partage des tâches inégal) mais aussi l'accès à l'emploi, à l'éducation, le monde du travail, la politique…

Un chiffre est particulièrement parlant : avec un écart de salaire de 15%, les femmes travaillent « gratuitement » entre le 5 novembre à 16h47 et le 31 décembre minuit.

Certaines collectivités locales prennent le sujet de l'égalité femmes-hommes à bras le corps : désignation d'un élu/agent référent égalité femmes-hommes, formation du personnel et des élus sur l'égalité f-h et les stéréotypes, acquisition d'ouvrages sur l'égalité f-h par la médiathèque, mise en place des outils statistiques sur les recrutements, les avancements et promotions...

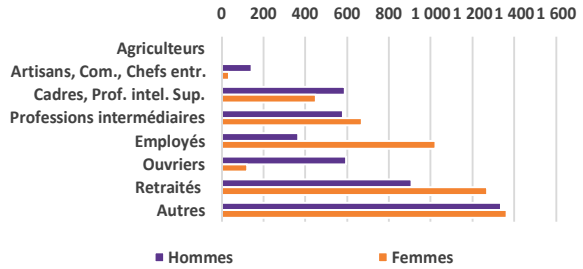
Population par sexe



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune comptait 5 438 femmes pour 5 307 hommes.

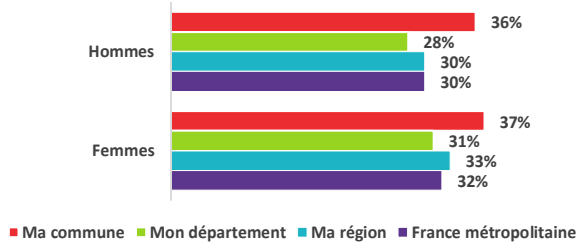
Indicateur clé | Population par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE 2018

En 2018, les femmes de la CSP ''employés'' de la commune représentaient 1 023 individus contre 367 pour les hommes.

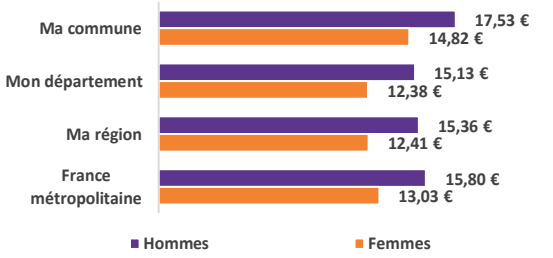
Diplômé(e)s de l'enseignement supérieur



Source : INSEE 2018

En 2018, 37% des femmes de la commune de 15 ans ou plus non-scolarisées étaient diplômées de l'enseignement supérieur.

Écarts de salaires (à l'heure)



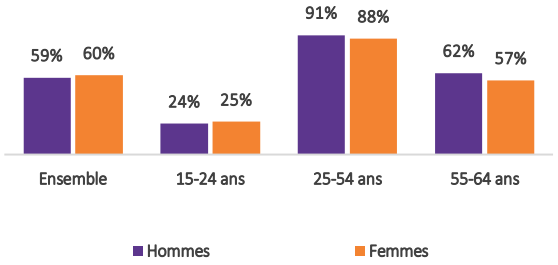
Source : INSEE DADS 2016

En 2016, le salaire horaire moyen pour ma commune était de 14,82€ pour les femmes, contre 17,53€ pour les hommes.

10.2 EMPLOI ET PRÉCARITÉ

Les inégalités d'emploi sont-elles fortement marquées (inactivité, temps partiel, emplois précaires…) ?

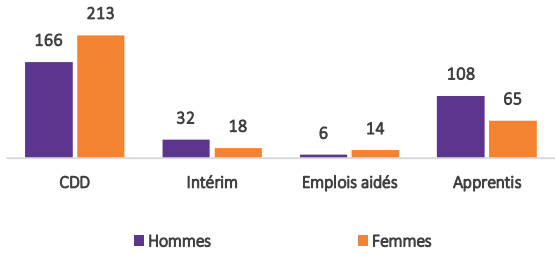
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE 2018

En 2018, le taux d'activité des femmes de 55-64 ans était de 57%, contre 62% pour les hommes du même âge de la commune.

Les emplois précaires



Source : INSEE 2018

En 2018, ma commune totalisait 18 femmes en intérim, contre 32 hommes avec ce même type d'emploi.

LE TEMPS PARTIEL SUBI

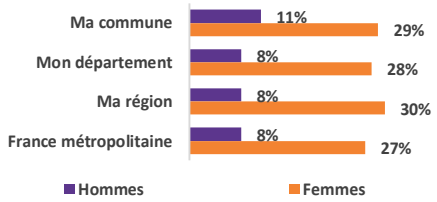
L'essor du travail à temps partiel (parfois subi) concerne surtout les femmes.

Celles qui sont les plus touchées ? Les femmes qui travaillent dans le secteur tertiaire (services aux particuliers, activités de nettoyage..) et/ou qui vivent en milieu rural.

Les femmes occupent huit emplois à temps partiel sur dix, en général des postes peu qualifiés et faiblement rémunérés.

Si le temps de travail dépend directement du nombre d'enfants, il est aussi lié au mode de garde (proximité du domicile, coût…).

Le travail à temps partiel*

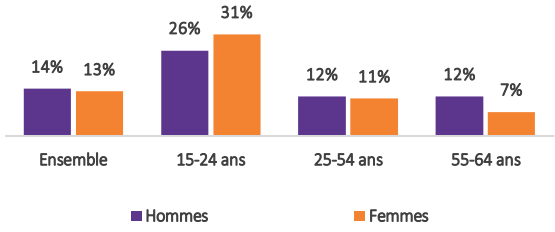


Nombre total de femmes à temps partiel : 517

Source : INSEE 2018

En 2018, 29% des femmes salariées de la commune l'étaient à temps partiel, contre 27% pour la France métropolitaine.

Taux de chômage* par tranche d'âge

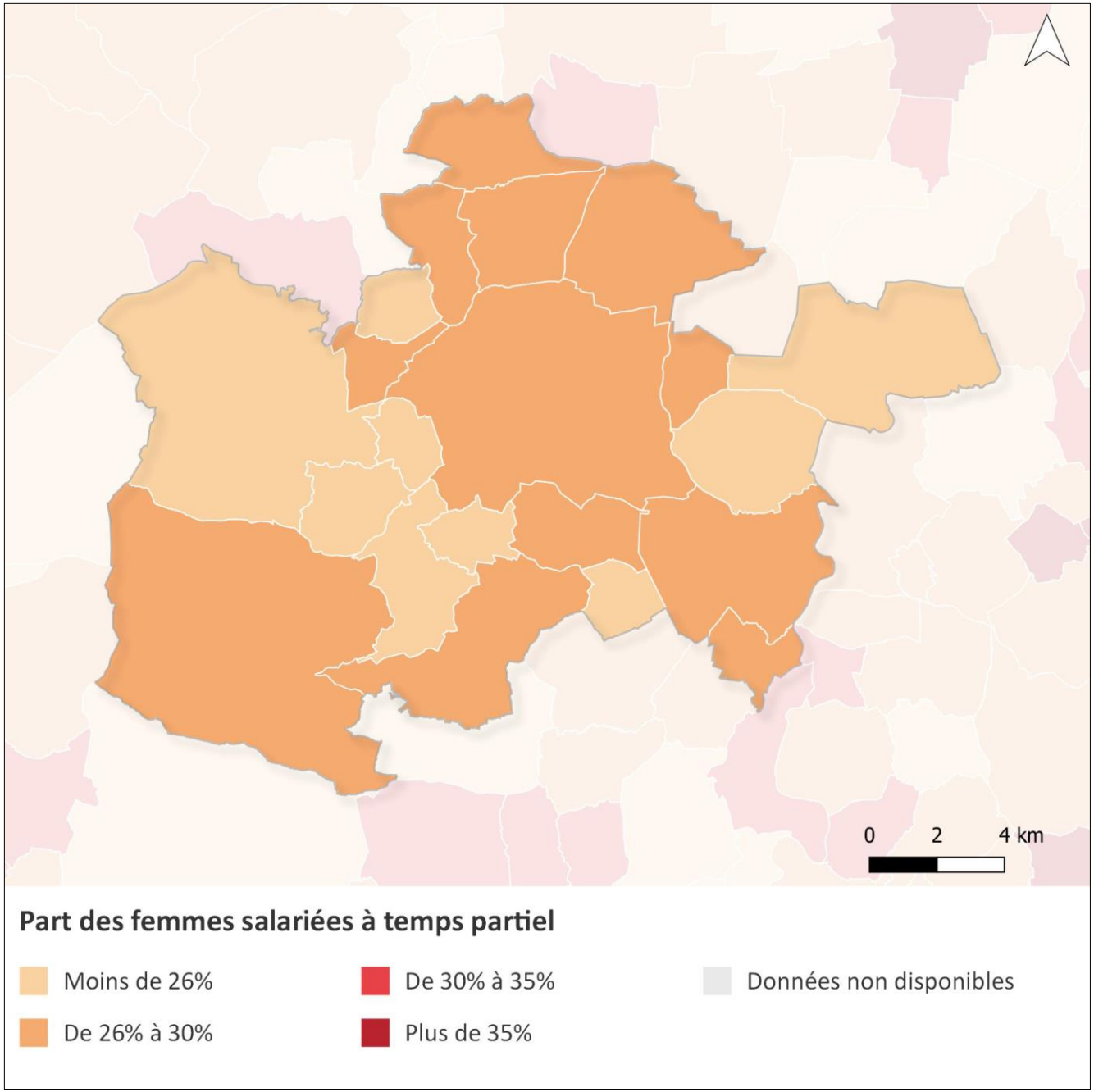


Source : INSEE 2018

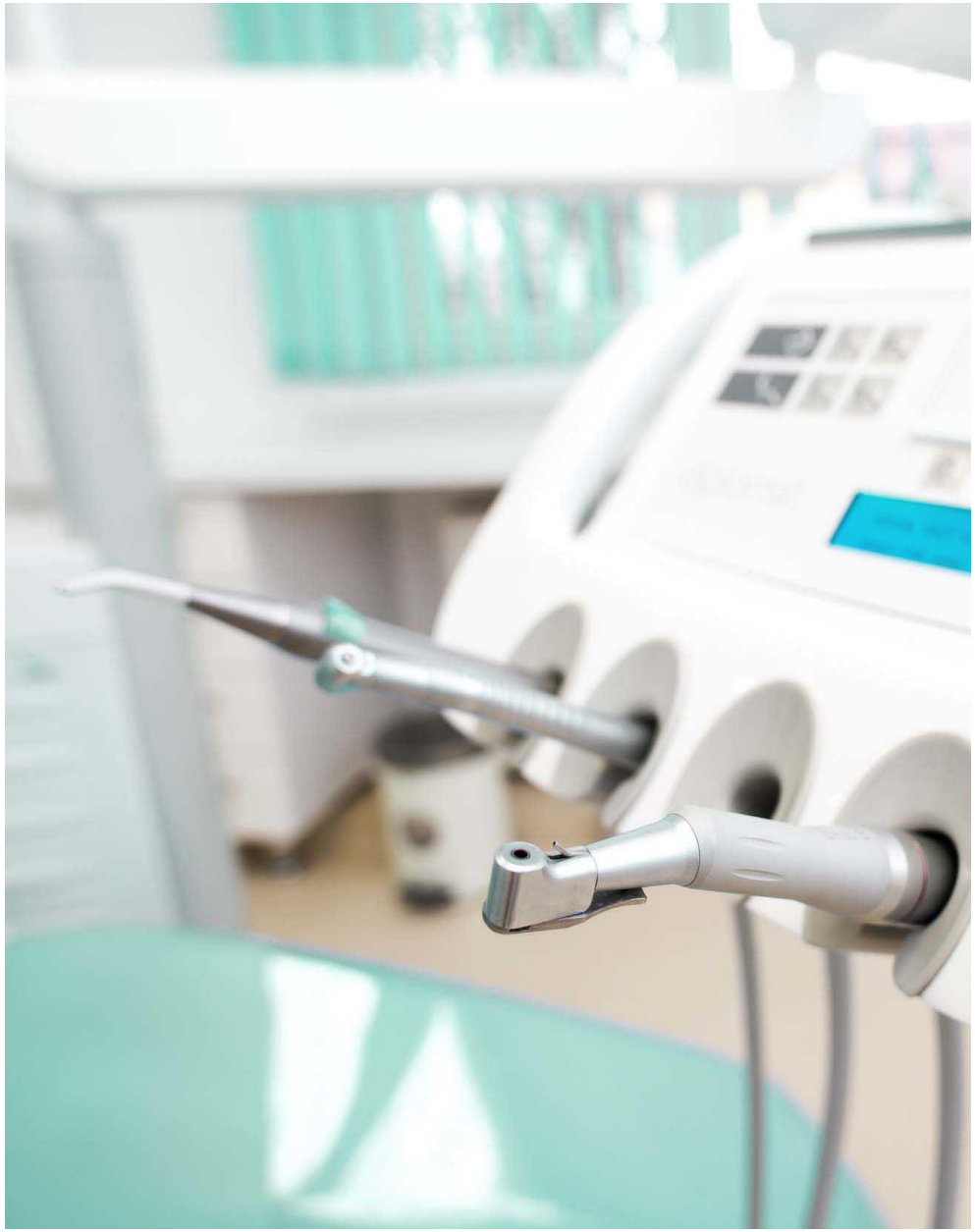
En 2018, le taux de chômage des femmes était de 13%, contre 14% pour les hommes de la commune.

Mon EPCI

Quelle est la part de femmes travaillant à temps partiel ?



Source : INSEE 2018



11.
SANTÉ ET HANDICAP

11.1 Accès aux droits et aux soins

11.2 Le handicap

11.1 ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (1/2)

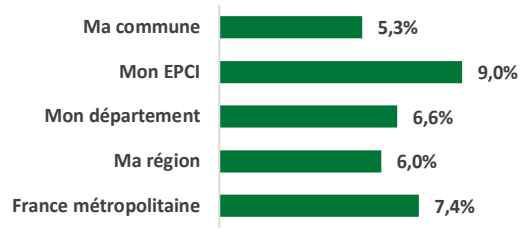
Certains des habitants renoncent-ils à consulter un professionnel de santé ? Quel (non)recours aux droits ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

L'accès à la santé peut être étudié par trois entrées :

- **L'accès aux droits**, en s'intéressant aux bénéficiaires de la CMU-C et de l'ACS (devenus Complémentaire Santé Solidaire depuis le 1er novembre 2019)
- **L'accès aux soins**, en s'intéressant aux assurés n'ayant pas déclaré de médecin traitant et donc potentiellement moins impliqués dans leur parcours de soins
- **Le non recours aux soins**, souvent révélateur de besoins en termes de santé préventive

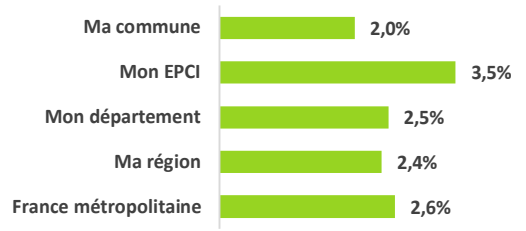
Bénéficiaires de la CMU-C*



Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, les bénéficiaires de la CMU complémentaire représentaient pour ma commune 5,3% des assurés de la Sécurité sociale.

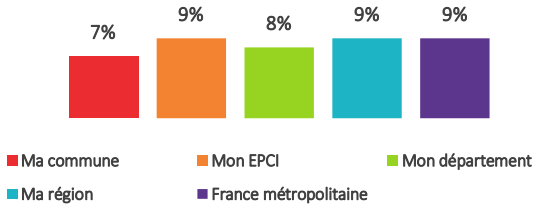
Bénéficiaires de l'ACS*



Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, les bénéficiaires de l'Aide à la Complémentaire Santé représentaient pour ma commune 2,0% des assurés de la Sécurité sociale.

Les assurés du Régime général sans médecin traitant

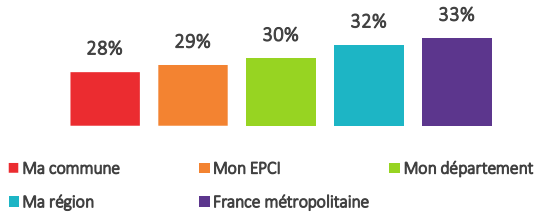


Nombre d'assurés sans médecin traitant : 479

Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, 7% des assurés du Régime général de la commune n'avaient pas de médecin traitant, contre 8% pour mon département.

Les assurés du Régime général sans consultation dentaire depuis plus de 2 ans



Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, 28% des assurés du Régime général de la commune n'étaient pas allés chez un dentiste depuis plus de deux ans.

11.1 ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (2/2)

Y a-t-il beaucoup de personnes gravement malades ? L'offre médicale est-elle satisfaisante / suffisante ?

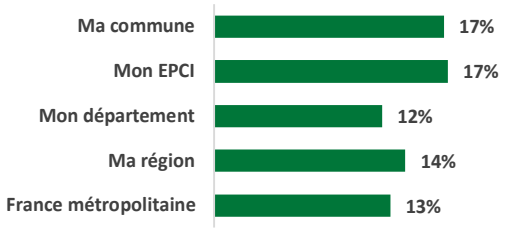
LA DÉFINITION

Parmi les **« autres professions médicales »**, on trouve avant tout des infirmiers, des professionnels de la rééducation et aides-soignants mais aussi des psychologues, podologues, orthophonistes …

LA DÉFINITION

Une personne qui est en **Affection de Longue Durée (ALD)** présente une situation médicale dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite des traitements prolongés et parfois lourds. Par exemple, une insuffisance cardiaque grave, la maladie d'Alzheimer, un diabète de type 1 ou 2, des troubles bipolaires ou dépressifs persistants...

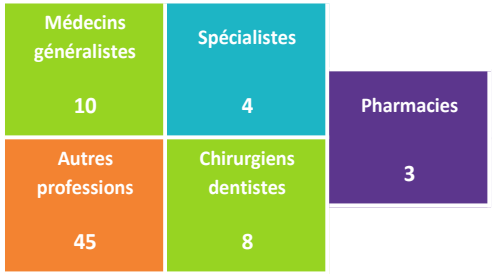
Indicateur clé | Les Affections de Longue Durée*



Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, 17% des assurés du Régime général de la commune étaient en affection de longue durée, contre 13% pour la France métropolitaine.

Les professions médicales



Source : Base Permanente des Equipements, 2020

En 2020, ma commune totalisait 10 médecins généralistes.

Taux d'équipement en professionnels de santé pour 10 000 habitants

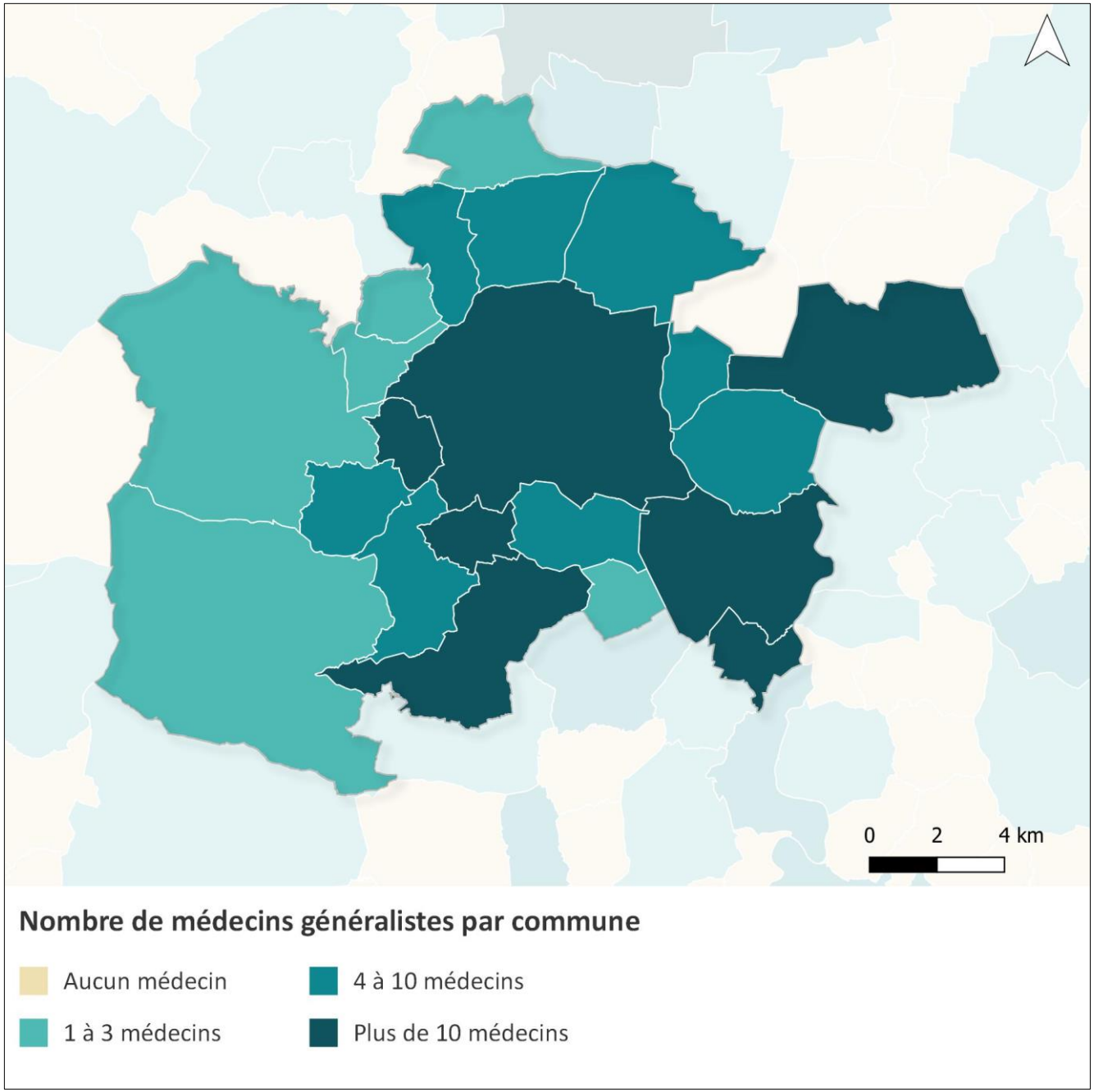
	Médecins généralistes	Spécialistes	Autres professions	Chirurgiens-dentistes	Pharmacies
Ma commune	9,3	3,7	41,9	7,4	2,8
Mon EPCI	11,1	12,3	39,6	8,5	3,7
Mon département	9,8	6,9	36,9	7,0	3,7
Ma région	9,4	6,7	43,0	5,8	3,2
France métropolitaine	9,0	7,2	39,6	5,8	3,2

Source : Base Permanente des Equipements, 2020

En 2020, ma commune avait 9,3 médecins généralistes pour 10 000 habitants contre, 9,4 pour ma région.

Mon EPCI

Quel est le nombre de médecins présents dans le territoire ?



Source : INSEE BPE 2020

11.2 LE HANDICAP

Combien d'habitants bénéficient d'aides liées au handicap ? Comment expliquer les évolutions ?

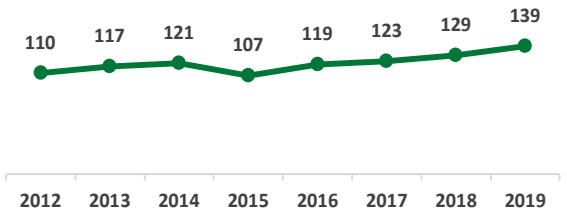
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Un nombre de **bénéficiaires de prestations handicap** élevé ou en augmentation peut simplement être lié à un meilleur repérage de ces derniers. Il ne signifie pas forcément qu'il y a plus de personnes en situation de handicap.

LE HANDICAP, ÇA CONCERNE QUI ?

Beaucoup plus de personnes qu'on ne le pense ! 12 millions de Français au total, soit 20% de la population et cela peut aller jusqu'à 40% de la population en prenant en compte les situations de handicap temporaires. D'autant plus qu'avec le vieillissement de la population ces chiffres sont en hausse : 1 Français sur 3 aura plus de 60 ans en 2035

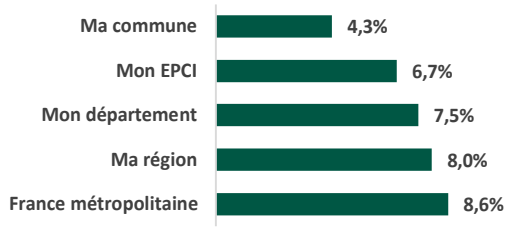
Les bénéficiaires de l'AAH*



Source : caf.data 2012-2019

De 2012 à 2019, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé de la commune est passé de 110 à 139.

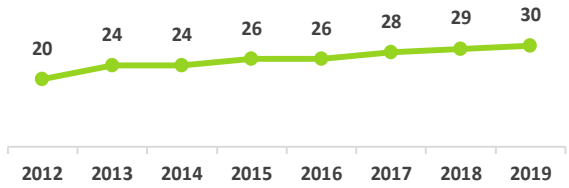
Part des allocataires CAF bénéficiaires de l'AAH*



Source : CAF 2019

En 2019, ma commune totalisait 4,3% allocataires CAF bénéficiaires de l'AAH, contre 8,6% pour la France métropolitaine.

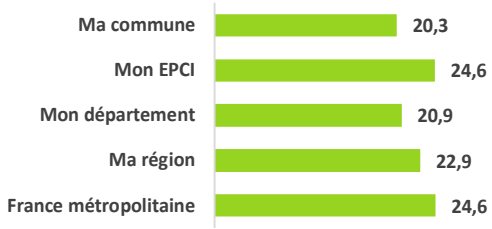
Les bénéficiaires de l'AEEH*



Source : caf.data 2012-2019

De 2012 à 2019, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation d'Education Enfance Handicapée de la commune est passé de 20 à 30.

Nombre de bénéficiaires de l'AEEH* pour 1000 moins de 20 ans



Source : CAF 2019

En 2019, ma commune totalisait 20,3 bénéficiaires de l'AEEH pour 1 000 habitants de 0 à 19 ans, contre 24,6 pour la France métropolitaine.

ithéa
ithea-conseil.fr

12.
ENTREPRISES

12.1 Entreprises par type

12.2 Entreprises par statut et emploi

12.3 Créations d'entreprises

12.4 Immobilier d'entreprises (si disponible)

12.1 ENTREPRISES PAR TYPE

Quelle est la typologie des établissements (taille, secteur d'activité…) ?

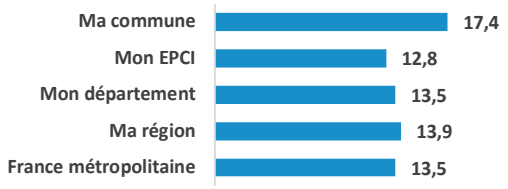
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Une **entreprise** correspond ici à une définition large : toute entité disposant d'un numéro SIRET, hors champ de l'administration publique, de l'enseignement, des associations, de la santé humaine, de l'action sociale et des arts, spectacles et activité récréatives.

QU'EST-CE QU'UNE PME ?

Selon l'INSEE, les petites et moyennes entreprises (PME) sont celles qui, d'une part, occupent moins de 250 personnes, d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

Nombre d'entreprises pour 100 habitants

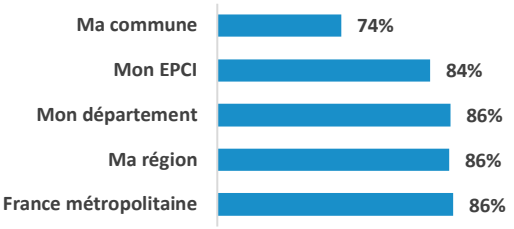


Nombre total d'entreprises : 1 872

Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

Au 1er juillet 2021, ma commune comptait 17,4 entreprises pour 100 habitants, contre 13,5 pour mon département.

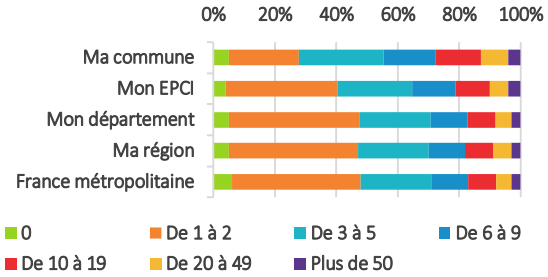
Part des entreprises sans salariés



Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

Au 1er juillet 2021, 74% des entreprises de la commune n'avaient aucun salarié, contre 84% pour mon EPCI.

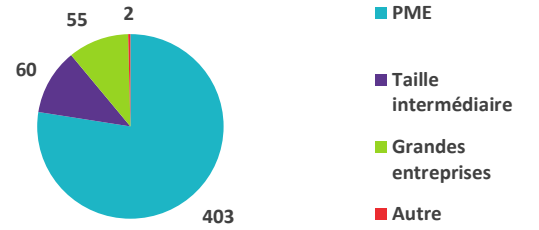
Nombre de salariés par entreprises employeuses



Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

Au 1er juillet 2021, 23% des entreprises employeurs de la commune avaient entre 1 et 2 salariés, contre 42% pour la France métropolitaine.

Les entreprises par typologie



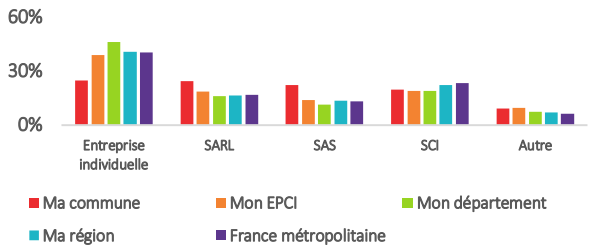
Source : Répertoire SIRENE, 1er janv. 2021

Au 1er janvier 2021, ma commune comptait 403 petites et moyennes entreprises au sens de la nomenclature INSEE.

12.2 ENTREPRISES PAR STATUT ET EMPLOI

Quelle est la typologie des établissements (taille, secteur d'activité…) ?

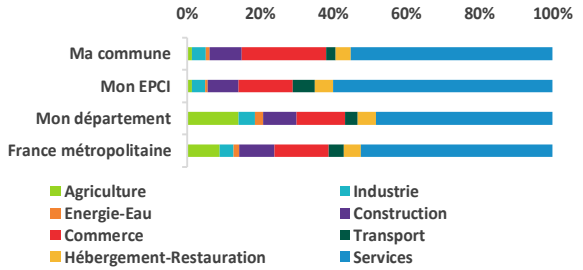
Entreprises par statut juridique



Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

Au 1er juillet 2021, la part des entreprises individuelles pour ma commune était de 25%, contre 40% pour la France métropolitaine.

Entreprises par secteur d'activité



Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

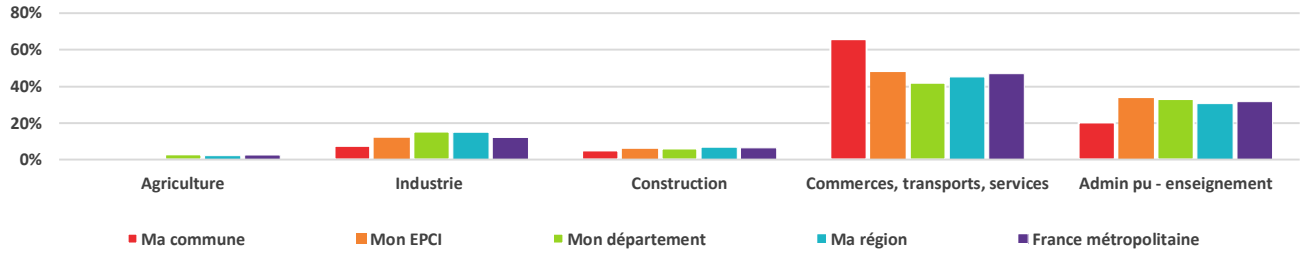
Au 1er juillet 2021, la part des entreprises de la commune du secteur des services était de 55%.

LA BASE SIRENE

Depuis le 1er janvier 2017, l'intégralité de la base SIRENE est disponible en open data. Cette formidable source d'information permet d'avoir une vision extrêmement précise des établissements (typologie, créations, effectifs…).

Il est possible d'exporter la liste de l'ensemble des entreprises présentes dans un territoire donné (dont date de création, code NAF, nom du dirigeant, nombre de salariés…). Pour cela, rendez-vous sur www.sirene.fr

Indicateur clé | Emplois présents dans le territoire par type

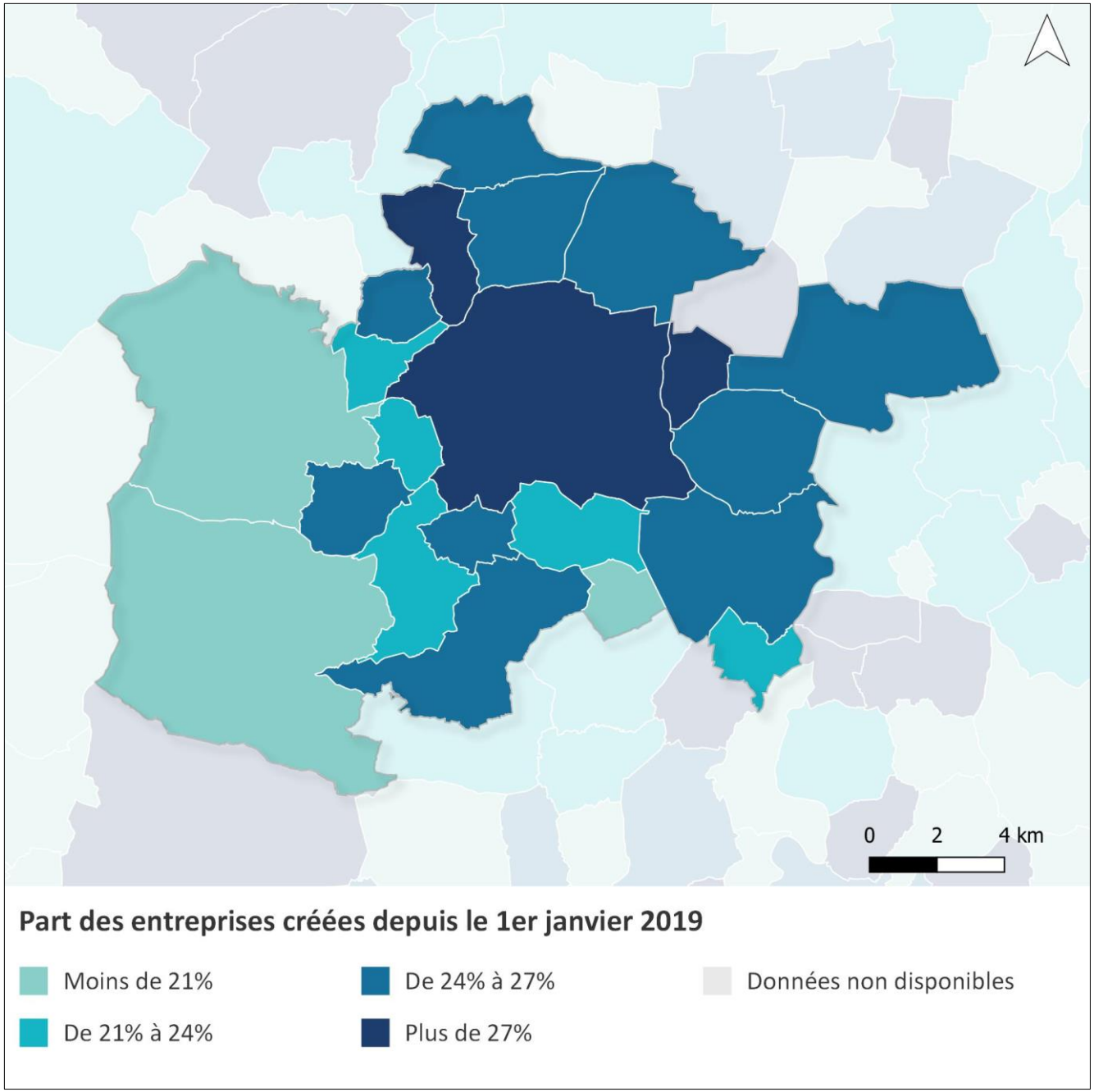


Source : INSEE 2018

En 2018, 20% des emplois de la commune étaient de la catégorie administration publique ou enseignement.

Mon EPCI

Quel est le poids des « jeunes » entreprises ?



Source : SIRENE 2021

12.3 CRÉATIONS ET TYPOLOGIE DES ENTREPRISES

Combien d'entreprises ouvrent et ferment chaque année dans le territoire ? Existe-t-il une part élevée de jeunes entreprises ?

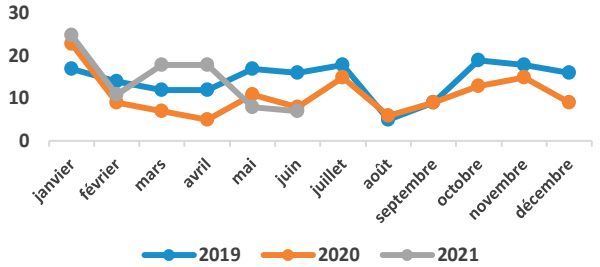
LES JEUNES ENTREPRISES

Malgré un très impact très fort de la crise sanitaire sur l'activité des entreprises (ex. 73 % des sociétés déclarent une baisse de leurs ventes supérieure à 10 % durant le premier confinement, et 35 % une baisse supérieure à 50 % durant cette période*), le nombre de fermeture reste relativement limité (-1% d'entreprises employeuses enregistrées dans la base SIRENE).

En effet, plus de quatre sociétés sur cinq ont fait appel aux aides mises en place par les pouvoirs publics : chômage partiel (70 % des sociétés), report des échéances sociales (53 %), prêt garanti par l'État (41 %). Le recours à ces mesures a été particulièrement fréquent dans la restauration (97 %), le commerce et la réparation automobiles (96 %) ou l'hébergement (95 %).

**L'impact de la crise sanitaire sur l'organisation et l'activité des sociétés*, étude INSEE, décembre 2020

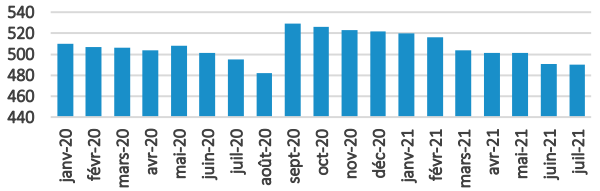
Créations d'entreprises par mois



Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

En janvier 2020, on comptabilise 23 créations d'entreprises pour ma commune, contre 25 en janvier 2021.

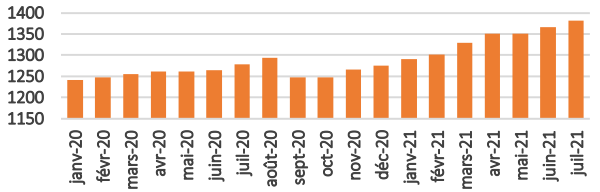
Evolution du nombre total d'entreprises avec salariés



Source : Répertoire SIRENE, 2021

En juillet 2021, le nombre d'entreprises ayant des salariés était de 490, contre 510 en janvier 2020.

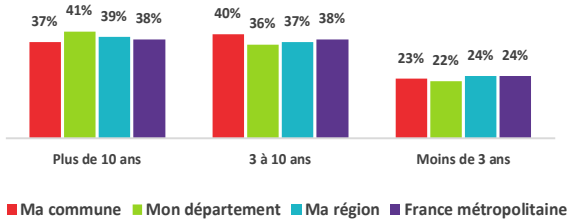
Evolution du nombre total d'entreprises sans salariés



Source : Répertoire SIRENE, 2021

En juillet 2021, le nombre d'entreprises sans salariés était de 1 382, contre 1 242 en janvier 2020.

Les entreprises par date de création

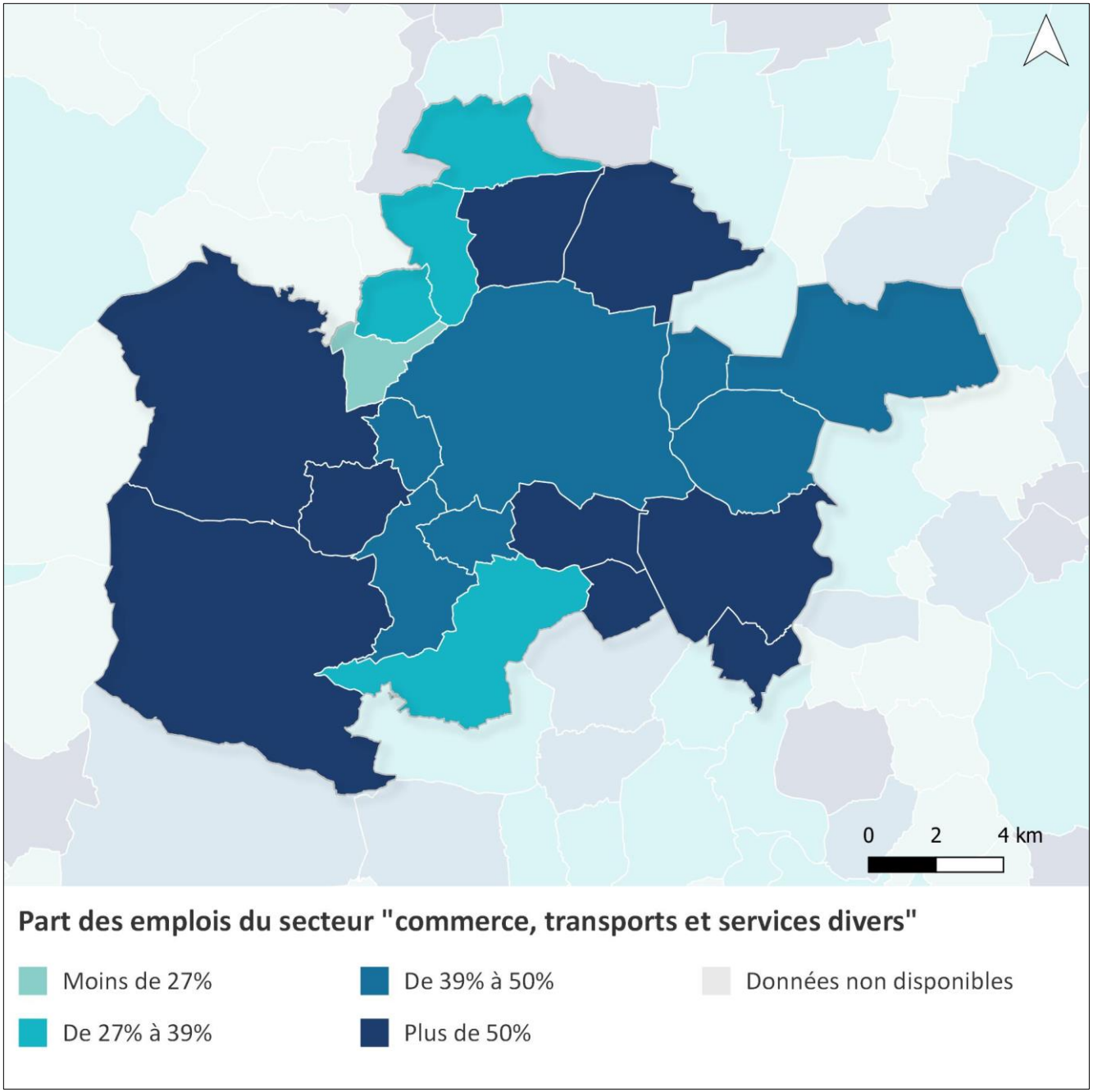


Source : Répertoire SIRENE, 1er juill. 2021

Au 1er juillet 2021, la part des entreprises de moins de 3 ans était de 23,0% pour ma commune contre 22,0% pour mon département.

Mon EPCI

Quelle est la part d'emplois liés au secteur des services ?



Source : INSEE 2018

12.4 IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Sur les 10 dernières années, quelle typologie de locaux d'activités autorisés sur le territoire ? Quelle surface de ces locaux ?

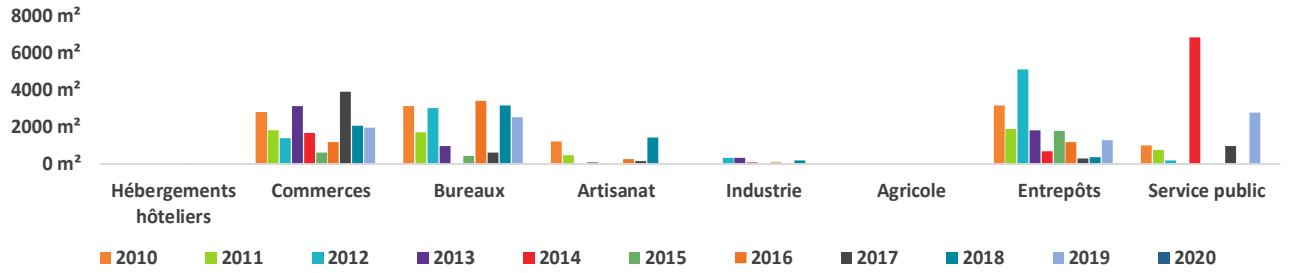
LES AUTORISATIONS DE LOCAUX D'ACTIVITÉ

La base de données Sit@del2 rend compte des évolutions par année des autorisations octroyées par les pouvoirs publics pour la construction de locaux d'activité (locaux destinés au commerce, à l'industrie, à l'artisanat, à l'agriculture…)

L'analyse par année permet de mettre en avant les opérations importantes et projets d'envergure réalisés sur les 10 dernières années.

Ces données permettent donc de témoigner de la croissance et du dynamisme économique d'un territoire. Elles sont un outil d'aide à la décision en matière de développement économique et de stratégie foncière d'aménagement.

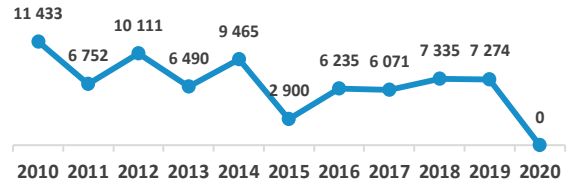
Evolution de la surface autorisée selon la typologie des locaux d'activités (en m²)



Source : base sit@del2, 2010-2020

En 2020, 0m² de locaux d'activité dédiés à l'artisanat ont été autorisés sur le territoire contre 1 235m² en 2010.

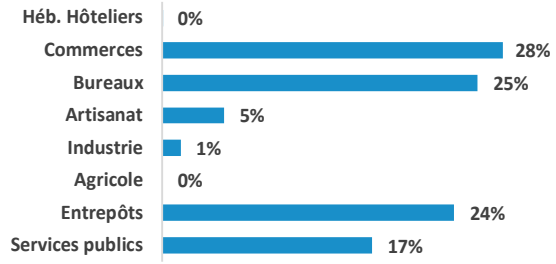
Variation de la surface totale de locaux autorisés entre 2010 et 2020 (en m²)



Source : base sit@del2, 2010-2020

En 2010, 11 433m² de locaux d'activité - toutes activités confondues - ont été autorisés pour ma commune contre 0m² en 2020.

Répartition moyenne des autorisations par typologie d'activité de 2010 à 2020



Source : base sit@del2, 2010-2020

Sur la période 2010 - 2020, 28% des locaux autorisés sur le territoire sont des locaux destinés au commerce et 1% à l'industrie.

13.
VIE LOCALE

13.1 Les services de proximité

13.2 Les licenciés sportifs

13.3 Les associations (si disponible)

13.1 LES SERVICES DE PROXIMITÉ

Les habitants ont-ils facilement accès aux commerces et services de proximité dont ils peuvent avoir besoin ? Le territoire a-t-il une fonction de centralité ?

Les commerces et les services de proximité

Boulangerie	Boucherie charcuterie	Poissonnerie	Magasin alimentaire	Pharmacie	Equipements sportifs
10	6	0	7	3	29
Restaurant	Poste	Banque, caisse d'épargne	Librairie journaux	Station service	Equipements culturels
48	1	16	4	3	2

Source : Base Permanente des Equipements, 2020

En 2020, ma commune accueillait notamment 1 point de contact de la Poste.

LE 1ER COMMERCE DE PROXIMITÉ DES FRANÇAIS

Si le nombre de boulangeries-pâtisseries a baissé à partir des années 1990, il s'est stabilisé depuis 2006. En France, l'artisan boulanger tient encore près de 60% du marché du pain. La boulangerie-pâtisserie se place ainsi comme le premier commerce de proximité de l'hexagone en accueillant 12 millions de personnes quotidiennement.

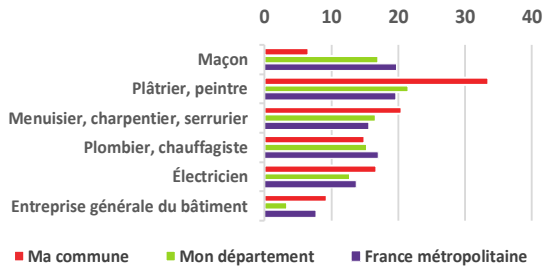
Taux d'équipement de différents services du quotidien (pour 10 000 hab.)

	Boulangeries-Pâtisseries	Magasins alimentaires	Banques, caisses d'épargne
Ma commune	9,3	6,5	14,9
Mon EPCI	6,9	5,9	8,3
Mon département	8,2	6,5	5,9
Ma région	7,6	7,2	5,1
France métropolitaine	7,3	7,5	4,8

Source : Base Permanente des Equipements, 2020

En 2020, le nombre de boulangeries pour 1 000 habitants de la commune était de 9,3 contre 8,2 pour mon département.

Les artisans présents par type de métier

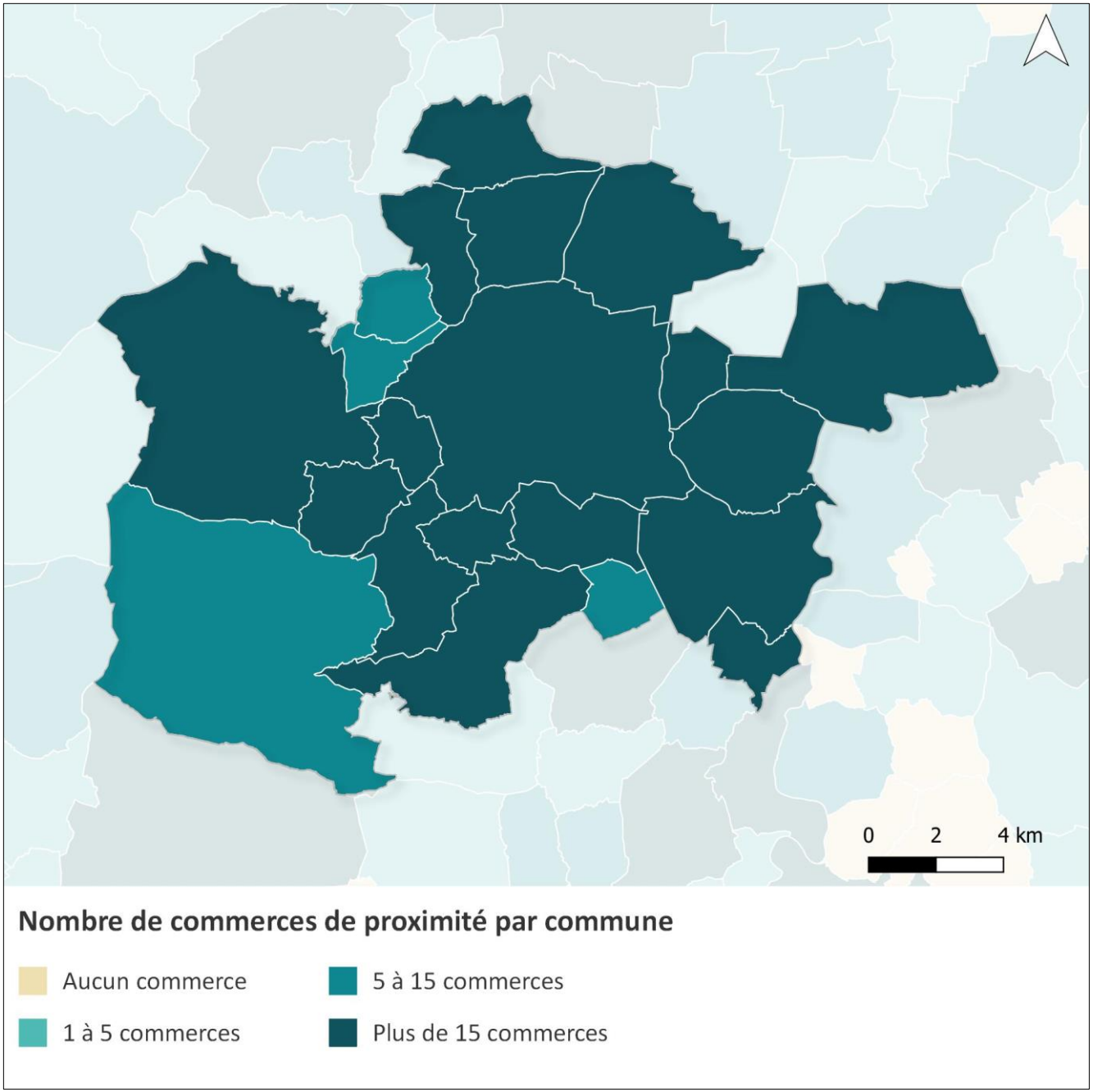


Source : Base Permanente des Equipements, 2020

En 2020, ma commune comptait 14,9 plombiers-chauffagistes pour 10 000 habitants.

Mon EPCI

Quel est le nombre de commerces de proximité par commune ?

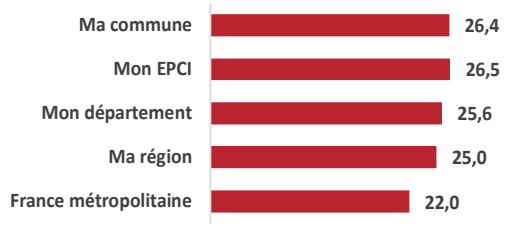


Source : INSEE BPE 2020

13.2 LES LICENCIÉS SPORTIFS

Y a-t-il plus de licenciés qu'ailleurs ? Quel est leur profil? (âge, sexe…)

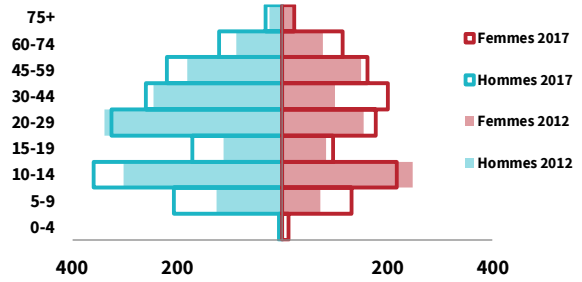
Licenciés sportifs* pour 100 habitants



Source : INJEP, 2017

En 2017, le nombre de licenciés sportifs de la commune pour 100 habitants était de 26,4, contre 25,6 pour mon département.

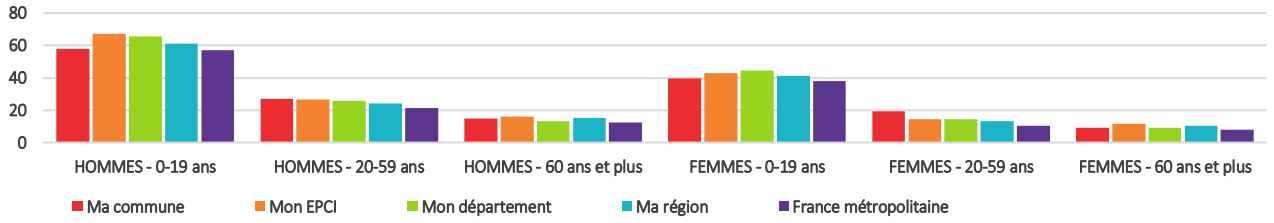
Pyramide des âges des licenciés sportifs en 2012 et 2017



Source : INJEP, 2012-2017

En 2017, il y avait pour ma commune 132 filles licenciées de 5-9 ans, contre 72 en 2012.

Licenciés sportifs* pour 100 habitants par âges regroupés



Source : INJEP, 2017

En 2017, on comptait 58 licenciés sportifs pour 100 hommes de la commune de 0 à 19 ans, alors que ce chiffre était de 57 pour la France métropolitaine.

LES LICENCIÉS SPORTIFS

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service du ministère de l'Éducation nationale.

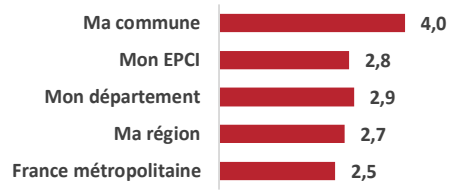
Il produit différentes données sur les licenciés sportifs résidant dans le territoire, qui permettent d'en appréhender son dynamisme sportif.

Ces données sont bien entendu à mettre en perspective avec la pratique en amateur, dont il n'existe malheureusement pas de données à une échelle communale ou communautaire.

13.3 LES ASSOCIATIONS

Y a-t-il un fort dynamisme associatif ? Le tissu associatif est-il composé de structures historiquement implantées ou de jeunes associations ?

Associations pour 100 habitants

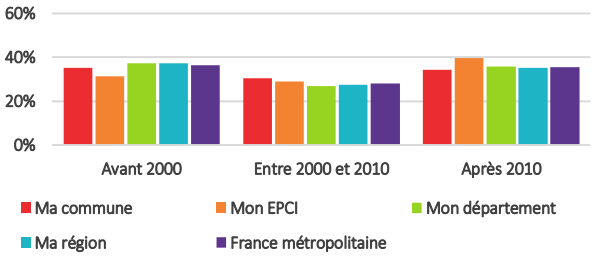


Nb d'associations enregistrées au RNA : 432

Source : Répertoire National des Associations, 1er janvier 2021

Au 1er janvier 2021, ma commune totalisait 4,0 associations pour 100 habitants, contre 2,5 pour la France métropolitaine.

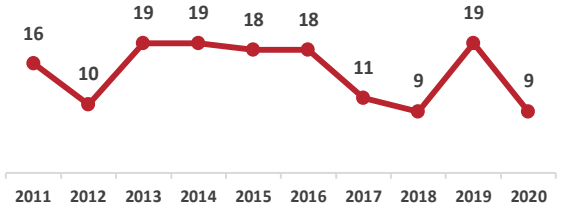
Date de création des associations au 1er janvier 2021



Source : Répertoire National des Associations, 1er janvier 2021

Au 1er janvier 2021, 35% des associations de la commune avaient été créées avant 2000, contre 31% pour mon EPCI.

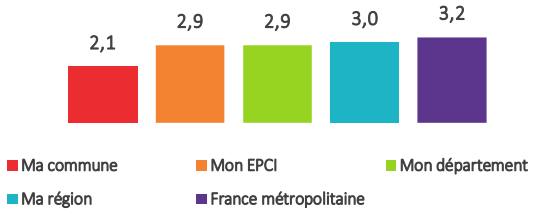
Associations créées depuis 2011



Source : Répertoire National des Associations, 1er janvier 2021

De 2012 à 2020, le nombre d'associations de la commune créées dans l'année est passé de 10 à 9.

Taux de création d'associations en 2020



Source : Répertoire National des Associations, 1er janvier 2021

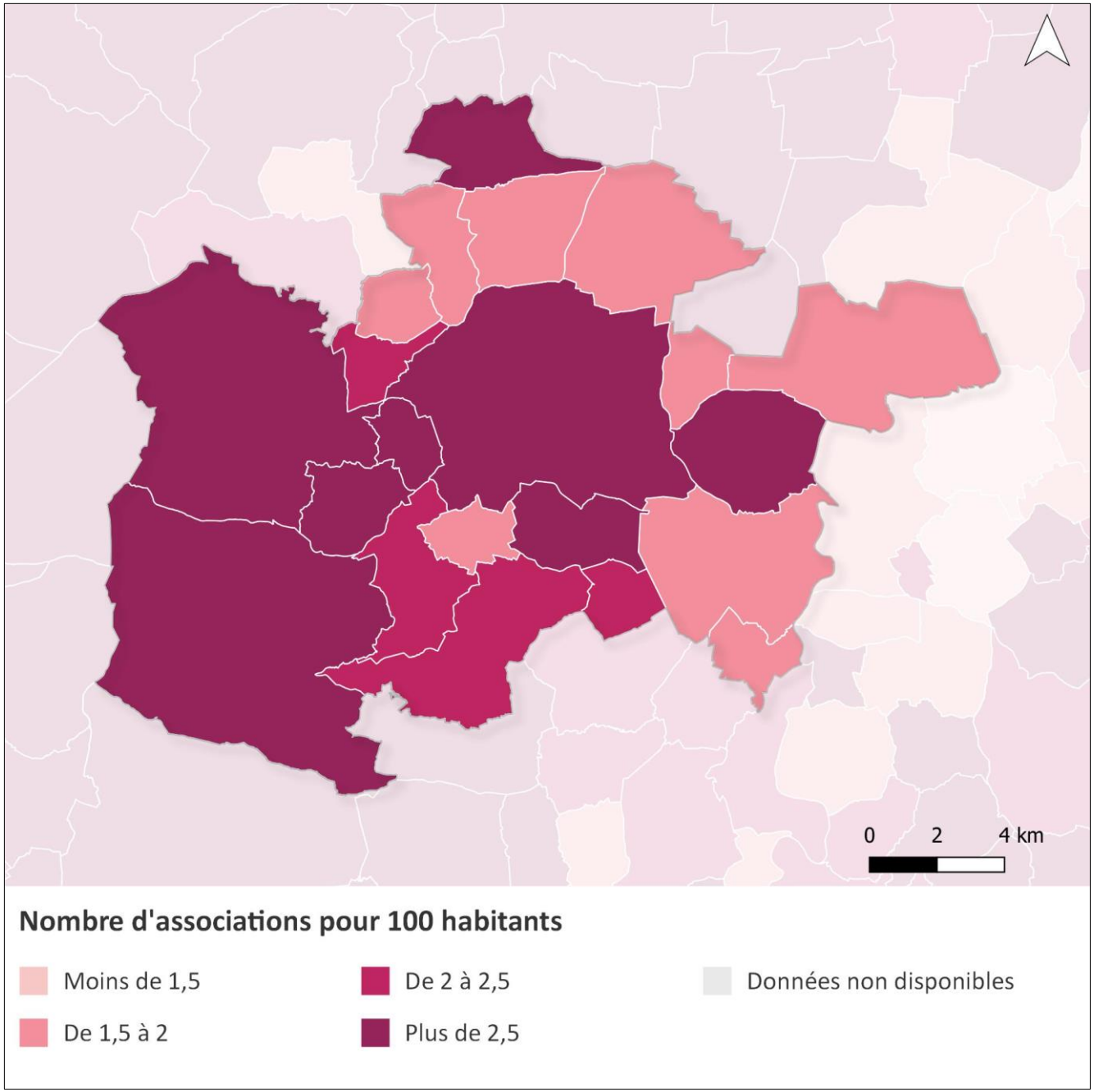
En 2020, 2,1 associations ont été créées pour 100 associations existantes au 1er janvier 2021 pour ma commune.

LE RÉPERTOIRE DES ASSOCIATIONS

Le Répertoire National des Associations (RNA) contient des données sur l'ensemble des associations loi 1901 (à l'exception de l'Alsace-Moselle). Il remplace depuis 2010 le répertoire Waldec (Web des associations librement déclarées).

Mon EPCI

Quel est le nombre d'associations pour 100 habitants ?



Source : RNA 2021

14.
TOURISME

14.1 Profil touristique

14.2 Hébergement et fréquentation (si disponible)

14.1 PROFIL TOURISTIQUE

Le territoire est-il touristique (résidences secondaires, équipements…) ? Combien y a-t-il d'emplois liés au tourisme ?

RECENSER LES HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES

Les statistiques sur l'offre d'hébergements sont établies par l'INSEE avec les Comités Régionaux de Tourisme (CRT) et la Direction Générale des Entreprises (DGE).

Les données, qui datent de 2019, comportent :

+ **Les hôtels de tourisme** de plus de 5 chambres ;
+ **Les campings** de plus de 5 emplacements ;
+ **Les « autres hébergements collectifs »** (résidences de tourisme, villages vacances et auberges de jeunesse).

Les gîtes et meublés de tourisme ne figurent dans aucune base nationale, rendant difficile leur comptabilisation.

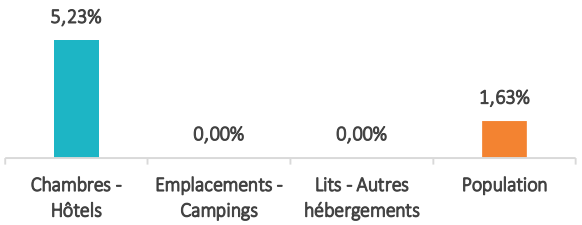
Tour d'horizon des équipements touristiques

Hôtels 6	Campings 0	Auberges de jeunesse 0
Villages vacances 0	Résidences de tourisme 0	Information tourisme 0

Source : INSEE 2021

En 2021, on enregistrait 6 hôtels et 0 point d'information touristique pour ma commune.

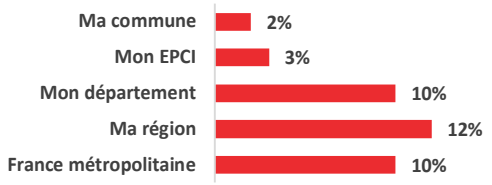
La capacité d'accueil du territoire par rapport au département



Source : INSEE 2021

En 2021, ma commune accueillait 5,23% des chambres d'hôtel du département.

La part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements

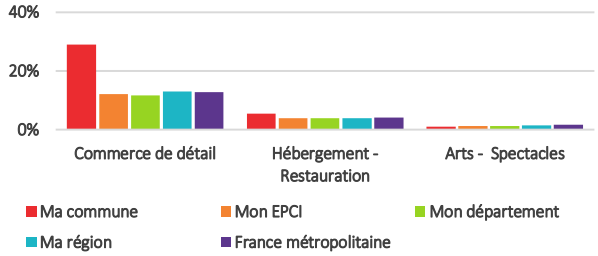


Nb de résidences secondaires : 112

Source : INSEE 2018

En 2018, 2% des logements de la commune étaient des résidences secondaires, contre 10% pour la France métropolitaine.

La représentativité des emplois en lien avec le tourisme



Source : INSEE 2018

En 2018, 5% des emplois de la commune relevaient des secteurs de l'hébergement et de la restauration.

14.2 HÉBERGEMENT ET FRÉQUENTATION

La capacité d'accueil touristique du territoire est-elle élevée ? Pour quels types d'hébergements (hôtels, campings…) ?

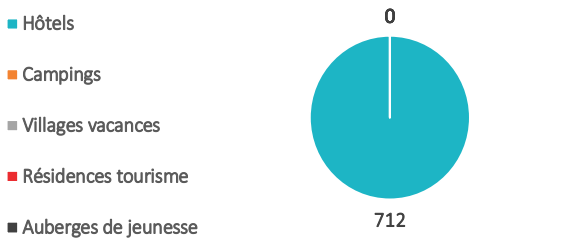
ESTIMER LE NOMBRE DE LITS

Au-delà de la présence d'équipements, il est essentiel de « zoomer » pour avoir une idée plus précise du nombre de lits dont peuvent bénéficier les touristes qui viennent passer une nuit dans le territoire.

Pour cela, l'INSEE utilise deux modes de calcul :

- **Estimation pour les hôtels et les campings** : 1 chambre = 2 lits estimés, 1 emplacement de camping = 3 lits estimés ;
- **Calcul au réel pour les villages vacances, les résidences de tourisme et les auberges de jeunesse** : nombre de lits = nombre de lits effectivement présents.

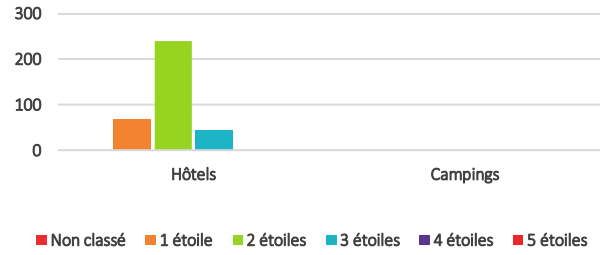
Capacité d'accueil des hébergements par type – En lits estimés



Source : INSEE 2021

En 2021, le nombre de lits estimés pour les campings était de 0 pour ma commune.

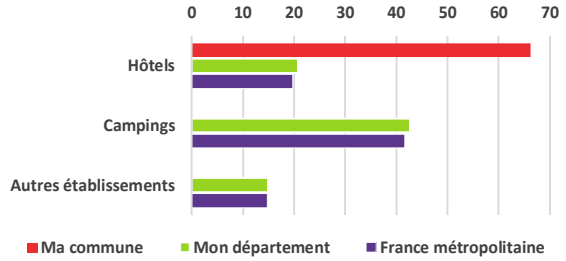
Classement des hôtels et campings



Source : INSEE 2021

En 2021, le nombre de chambres au sein d'un établissement avec 3 étoiles était de 46 pour ma commune.

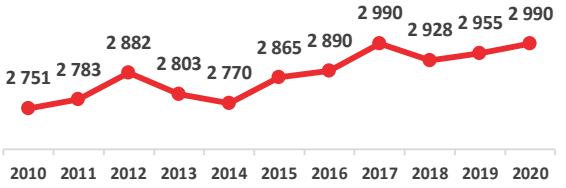
Capacité d'accueil des établissements d'hébergement pour 1 000 habitants



Source : INSEE 2021

En 2021, le territoire comptait 66 lits en chambres d'hôtel estimés pour 1 000 habitants, contre 21 pour mon département.

Evolution des nuitées* par an dans le département (en milliers) depuis 2010

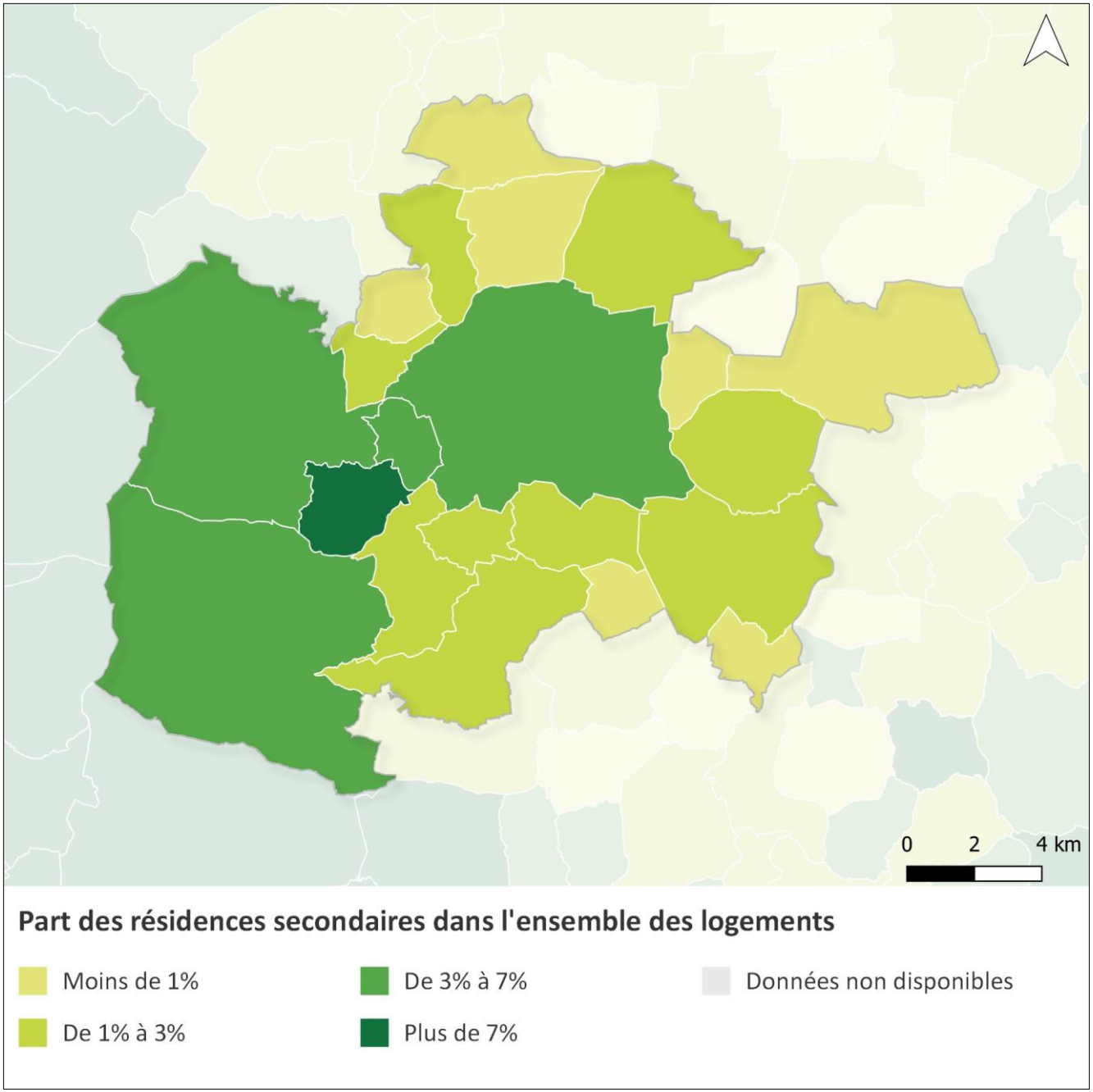


Source : INSEE 2010-2020

De 2010 à 2020, le nombre de nuitées du département (hôtels + campings) est passé de 2 751 à 2 955.

Mon EPCI

Quelle est la part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements ?



Source : INSEE 2018

15.
ENVIRONNEMENT

15.1 Occupation des sols

15.2 Production en électricité

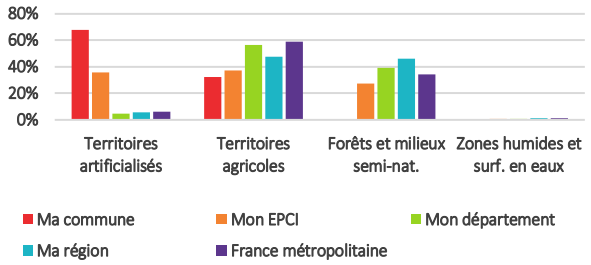
15.3 Consommation en électricité

15,4 DPE et émissions de CO2

15.1 OCCUPATION DES SOLS

Dans quelle mesure le territoire a-t-il évolué depuis les années 1990 ? Les terres urbanisées ont-elles fortement augmenté ? Par quels types de sols le territoire se caractérise-t-il aujourd'hui ?

Occupation des sols par type



Source : CORINE Land Cover, 2018

En 2018, les territoires artificialisés représentaient 68% de la commune des sols de la commune, contre 5% pour mon département.

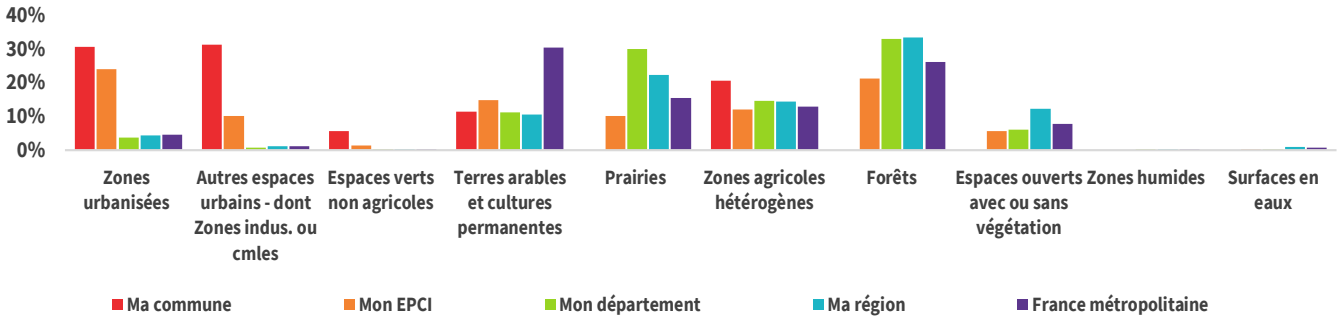
Occupation des sols (en ha) - Evolutions

	1990	2000	2006	2012	2018	Evo. 90 - 18
Territoires artificialisés	434	449	527	529	529	22%
Territoires agricoles	346	331	253	251	251	-27%
Forêts, milieux semi-nat.	0	0	0	0	0	ND
Zones humides et surf. en eaux	0	0	0	0	0	ND

Source : CORINE Land Cover, 1990-2018

Le nombre d'hectares occupés par des territoires artificialisés est passé de 434 en 1990 à 529 en 2018, pour ma commune.

Occupation des sols - Détail



Source : CORINE Land Cover, 2018

UNE MÊME NOMENCLATURE POUR TOUTE L'EUROPE !

La base CORINE Land Cover est issue de l'interprétation visuelle d'images satellitaires de l'occupation des sols. Elle permet, pour l'ensemble du territoire européen, de disposer d'un inventaire biophysique de l'occupation des sols.

Connaître l'occupation des sols et ses évolutions est crucial, dans un contexte où la transformation des sols engendre la perte de terres agricoles, la destruction et le cloisonnement des espaces naturels et des habitats.

Pour voir les sols de votre territoire en cartographie, rendez-vous sur : https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/corine-land-cover-2012

15.2 PRODUCTION EN ÉLECTRICITÉ

Le territoire produit-t-il de l'électricité ? Si oui, de quelles façons ? Et dans quelles proportions ?

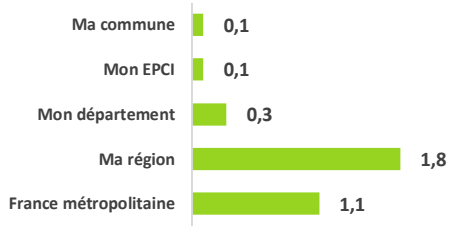
L'AGENCE ORE

L'Agence ORE (Opérateur de Réseaux d'Energie) regroupe l'ensemble des distributeurs d'électricité et de gaz en France. Ouverte en 2018, elle met à disposition des données sur la production et la consommation en énergie.

- Le saviez-vous ? L'Agence ORE développe des services gratuits pour accompagner les acteurs des territoires (publics et privés) dans leurs exercices de planification et de transition énergétique.
- Toutes les informations sur www.agenceore.fr.

Les données présentées concernent la production en électricité, hors énergie nucléaire.

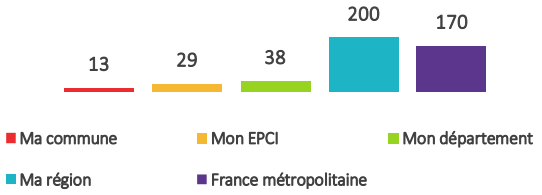
Puissance de raccordement par habitant (en Kw, hors nucléaire)



Source : Agence ORE, 2019

En 2020, la puissance de raccordement des installations électriques est de 0,1 kW par habitant, contre 0,3 kw pour mon département.

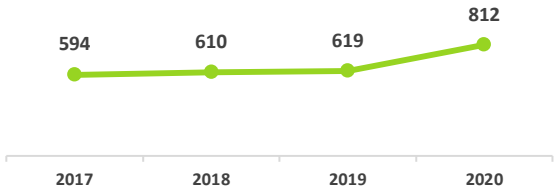
Tension de raccordement par point de production (en kW)



Source : Agence ORE, 2019

En 2020, la tension de raccordement par point de production est de 13 Kw par point de production, contre 170 pour la France métropolitaine.

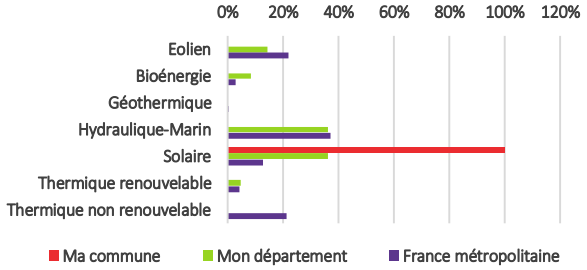
Evolution de la production locale en électricité (en kW)



Source : Agence ORE, 2019

Pour ma commune, la puissance de raccordement en installations photovoltaïques est passée de 594 à 812 kW de 2017 à 2020.

Tension de raccordement par type



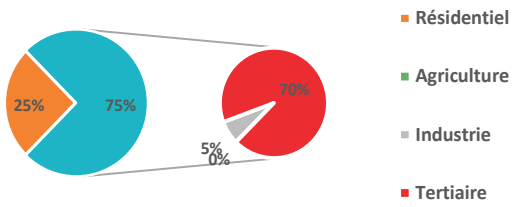
Source : Agence ORE, 2019

En 2020, la tension de raccordement en énergie solaire représente 100% de la production en électricité de la commune.

15.3 CONSOMMATION EN ÉLECTRICITÉ

Comment la consommation en électricité se répartit-elle ? Quelle est la part consommée par le résidentiel par rapport à l'agriculture, à l'industrie ou au secteur tertiaire ?

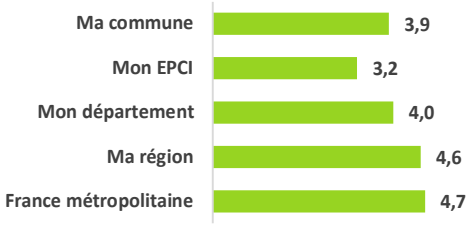
Consommation électrique par secteur en 2019 (en MWh)*



Source : Agence ORE, 2019

En 2019, le secteur résidentiel représentait 25% de la consommation électrique totale de la commune.

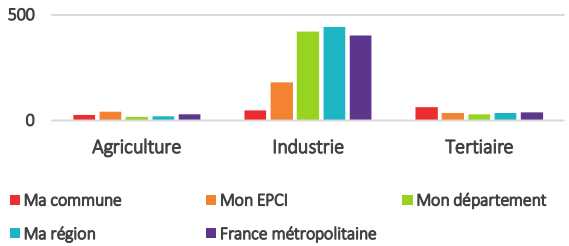
Consommation électrique annuelle moyenne par point de livraison - Secteur résidentiel (en kW)*



Source : Agence ORE, 2019

En 2019, la consommation électrique annuelle moyenne était pour ma commune de 3,9 MWh par point de livraison du secteur résidentiel.

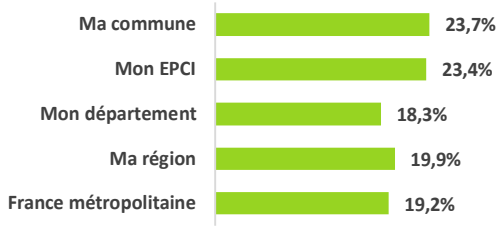
Consommation électrique annuelle moyenne par point de livraison - Professionnel (en MWh)*



Source : Agence ORE, 2019

En 2019, la consommation électrique annuelle moyenne était pour ma commune de 63 MWh par point de livraison du secteur tertiaire.

Consommation thermosensible sur l'année, en kW par habitant



Source : Agence ORE, 2019

En 2019, 23,7% de la consommation résidentielle pour ma commune est imputable aux variations de température (chauffage).

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Consommation annuelle moyenne
d'un foyer de 3 personnes vivant dans 70m²

= 11 MWh : chauffage et eau chaude

\+ 2,5 MWh : usages domestiques (TV, réfrigérateur, lave-linge…)

15.4 DPE ET ÉMISSIONS DE CO2

Le territoire est-il fortement émetteur de CO2 ? Quel secteur est le plus générateur ? Les logements présents sont-ils « énergivores » ?

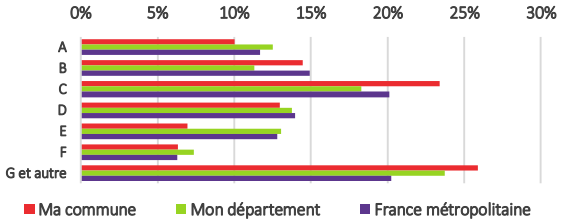
LE DPE

Le Diagnostic de Performance Energétique (DPE) est réalisé par un professionnel habilité. Il est obligatoire en cas de mise en location ou de cession.

Le DPE renseigne sur la performance énergétique d'un logement ou d'un bâtiment, en évaluant :

- Sa consommation d'énergie
- Son impact en termes d'émissions de gaz à effet de serre

Diagnostics de Performance Energétique – Gaz à Effet de Serre

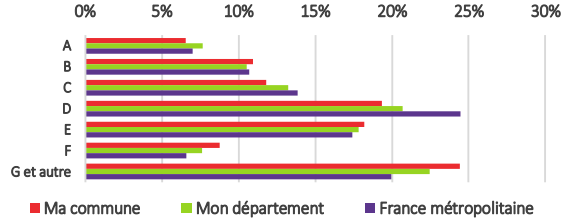


Nb de locaux évalués entre 2013 et 2020 : 1 804

Source : ADEME 2020

Parmi les locaux de la commune évalués entre 2013 et 2020, 10% étaient classés A en termes d'émissions de gaz à effet de serre.

Diagnostics de Performance Energétique - Energie

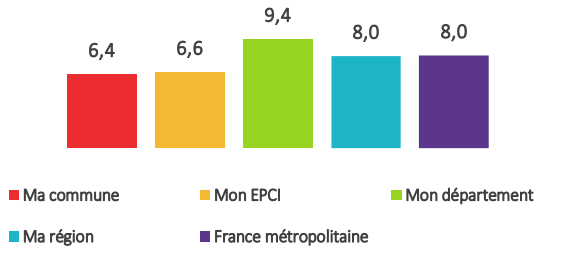


Nb de locaux évalués entre 2013 et 2020 : 1 804

Source : ADEME 2020

Parmi les locaux de la commune évalués entre 2013 et 2020, 24% étaient classés G ou autre en termes de performance énergétique.

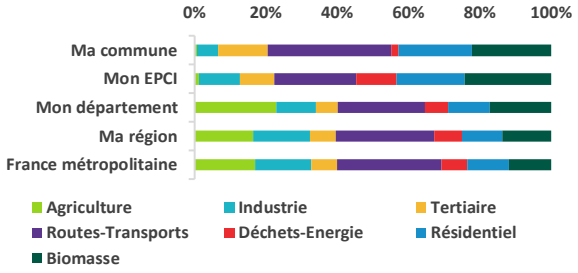
Emission de CO2 par habitant



Source : ADEME, 2016

En 2016, les émissions de CO2 par habitant sont de 6,4 tonnes, contre 8,0 pour la France métropolitaine.

Emissions de CO2 par type



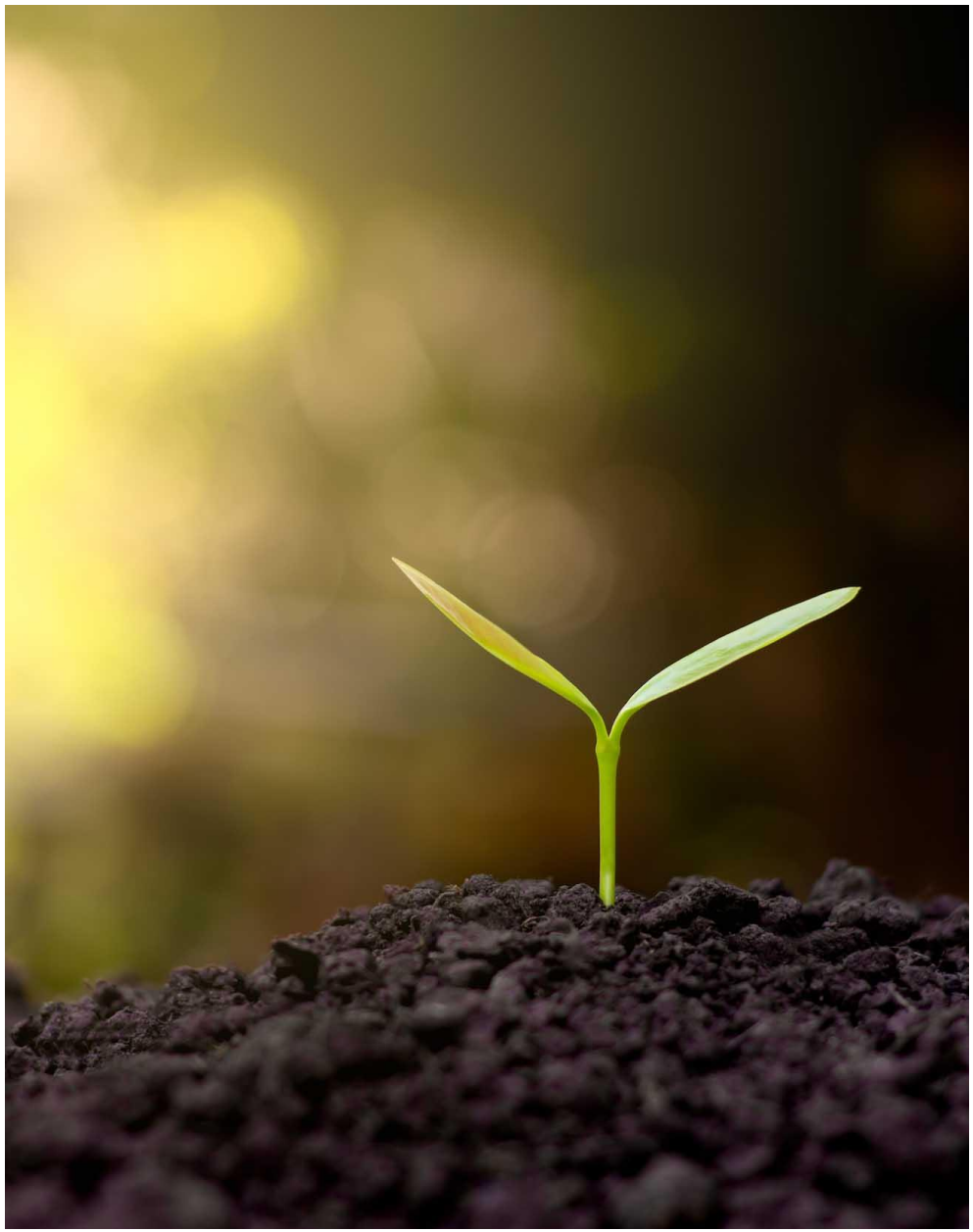
Source : ADEME, 2016

En 2016, le secteur résidentiel représente 21% des émissions de CO2 pour ma commune, alors que ce chiffre est de 12% pour mon département.

Mon EPCI

Quelle part des locaux du territoire est classée en tant que « performants énergétiquement » au titre du Diagnostic de Performance Energétique ?

Source : ADEME 2020



ithéa
ithea-conseil.fr

ANNEXES

1 Et si on essayait de projeter la population ?

2 Glossaire

ET SI ON ESSAYAIT DE PROJETER LA POPULATION ?

PROJETER LA POPULATION DE DEMAIN

Prévoir la population de demain est très incertain ! Il est toutefois possible de projeter plusieurs images de la démographie à l'horizon 2027, à partir de certaines hypothèses.

Loin de la « prospective démographique » (beaucoup plus précise), ces simulations permettent de mesurer ce qu'il pourrait se passer si certaines tendances se produisent.

Ithéa s'est essayé à l'exercice !

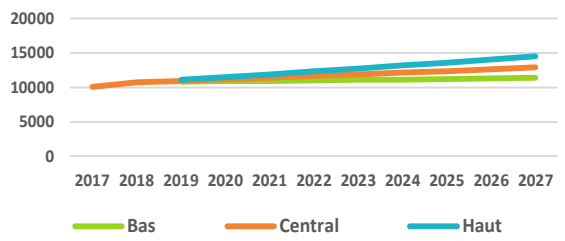
Nos hypothèses sont les suivantes :

- Hypothèse 1 : Variation annuelle de population moins élevée que les tendances observées sur 2012-2017 => scénario bas
- Hypothèse 2 : Variation annuelle de population identique aux tendances observées => scénario central
- Hypothèse 3 : Variation annuelle de population plus élevée que les tendances observées sur 2012-2017 => scénario haut

A chaque collectivité de prendre en compte le scénario le plus adapté à son territoire, en fonction de ses réalités actuelles (vieillissement…) et de ses projets (constructions…).

La pyramide des âges ci-contre présente quant à elle une projection de la population en 2022, si les tendances 2012-2017 se reproduisent à l'identique.

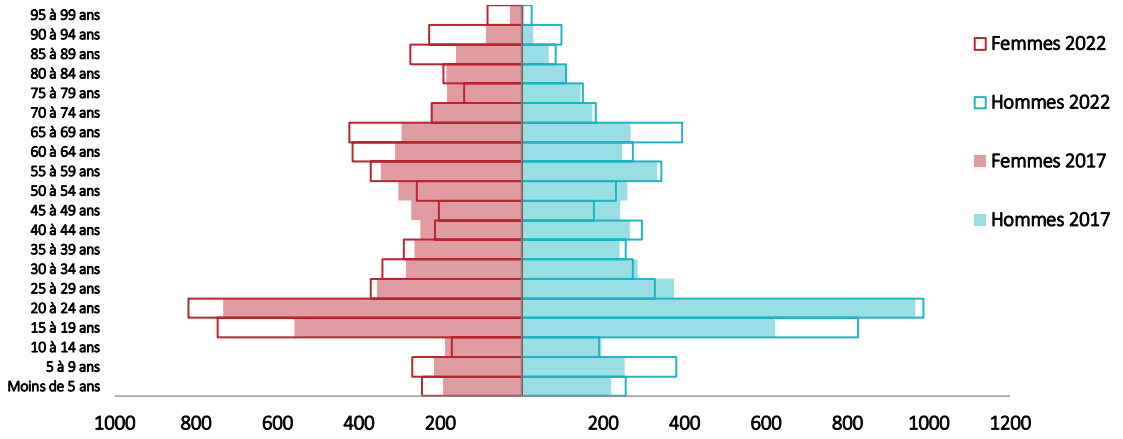
Population projetée - Horizon 2027



Variation annuelle de population projetée – Horizon 2027

	Solde naturel	Solde migratoire	Variation annuelle moyenne	Population 2027
Bas	-0,7%	1,4%	0,6%	11 300
Central	0,0%	2,1%	2,0%	12 621
Haut	0,7%	2,8%	3,4%	14 075

Pyramide des âges de la population projetée 2017-2022 (scénario central)



GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

Les catégories socio-professionnelles

Agriculteurs exploitants

Artisans, commerçants, chefs d'entreprise

Cadres, professions libérales et professions intellectuelles supérieures
Professionnels de santé libéraux, professionnels juridiques et techniques libéraux, cadres d'entreprises, cadres de la fonction publique...

Professions intermédiaires
Professions intermédiaires administratives, commerciales, de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique, techniciens, contremaîtres...

Employés
Agents de service de la fonction publique, militaires, policiers, employés administratifs d'entreprise, employés de commerce...

Ouvriers
Ouvriers industriels, artisanaux, agricoles, chauffeurs...

Retraités

Autres personnes sans activité professionnelle
Élèves, étudiants, hommes/femmes au foyer

DÉMOGRAPHIE

Population municipale. Personnes ayant leur résidence habituelle dans la commune, dans un logement ou une communauté (ex. gendarmerie), dans un établissement pénitentiaire, dans une habitation mobile, ou personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune.

Population comptée à part. Comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont une résidence sur le territoire de la commune (ex. étudiants, résidents en établissements sociaux et médico-sociaux, certaines personnes SDF rattachées à la commune…)

Population totale. Cumul de la population municipale et de la population comptée à part.

Solde naturel. Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès.

Solde migratoire. Différence entre le nombre de personnes entrées et le nombre de personnes sorties du territoire.

Allocataire Caisse d'Allocations familiales (CAF). Les allocataires CAF sont des personnes qui perçoivent au moins une allocation de la part de la Caisse d'allocations familiales au vu de leur situation familiale et/ou monétaire.

Indice de jeunesse. Différence entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans et plus.

Population étrangère. Population qui n'est pas de nationalité française.

Population immigrée. Population, de nationalité française ou non, née étrangère à l'étranger et résidant en France.

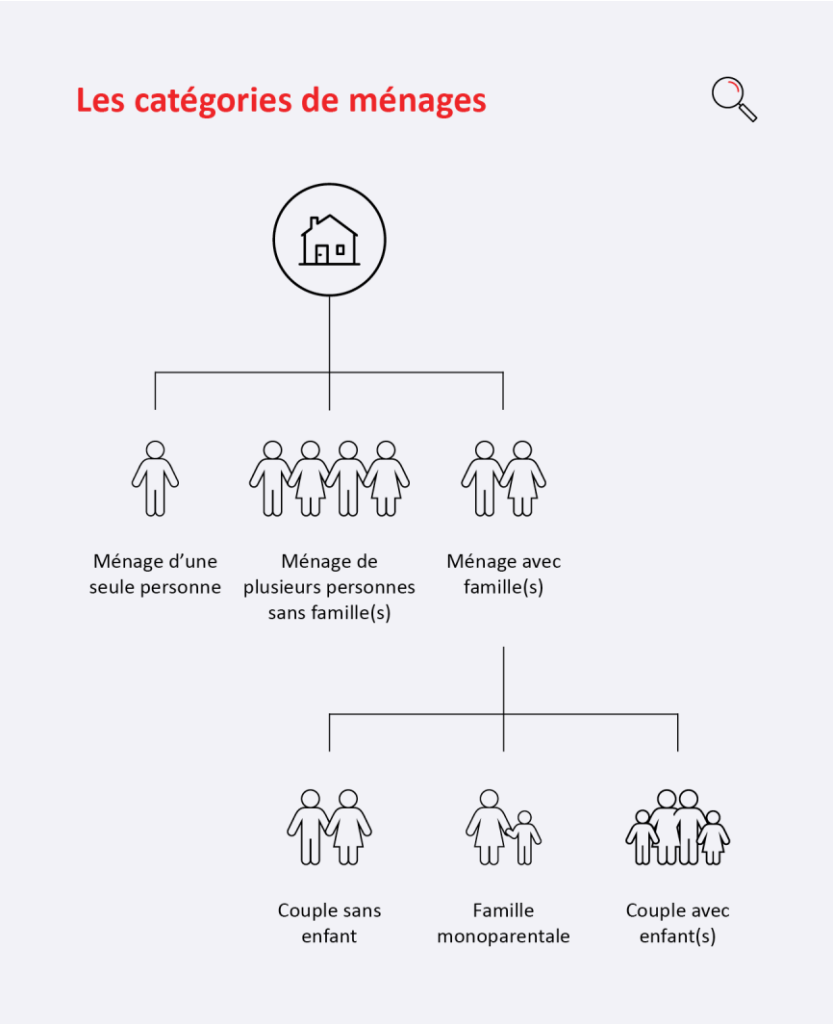
PETITE ENFANCE

Complément de libre choix du mode de garde (CMG). Aide financière versée par la CAF aux parents exerçant une activité professionnelle. Elle est destinée à financer partiellement les frais de garde (par un assistant maternel agréé) des enfants de moins de 6 ans.

Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE). Prestation permettant à un ou aux deux parents de cesser ou de réduire leur activité professionnelle pour s'occuper de leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Aide financière versée par la CAF, sous conditions de ressources, aux parents d'enfants de moins de 3 ans.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



FAMILLES

Famille monoparentale. Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Famille. Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles.

Ménage. De manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

SENIORS

Contribution sociale généralisée (CSG). Impôt créé en 1991 pour participer au financement de la sécurité sociale.

Pension d'invalidité. Aide financière qui est attribuée par la Sécurité sociale à une personne qui a une capacité de travail réduite, en raison d'un accident ou d'une maladie d'origine non professionnelle et qui doit faire face à une perte de gain.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

LOGEMENT ET IMMOBILIER

FTTH. Réseau de télécommunications physique qui permet notamment l'accès à internet à très haut débit.

Logements raccordables. Logements ou locaux à usage professionnel pour lesquels il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique

Logement vacant. Logement inoccupé qui est soit proposé à la vente ou à la location, soit gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire.

Mutation. La mutation d'un bien immobilier désigne un changement de propriétaire. Le transfert du bien peut se faire à titre gratuit (ex. succession, donation) ou à titre onéreux dans le cas d'une vente classique.

HABITAT

Résidence principale. Habitation occupée de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes d'un même ménage.

Hébergé à titre gratuit. Situation d'une ou plusieurs personnes résidant, à titre gracieux, chez une autre personne propriétaire ou locataire de son logement.

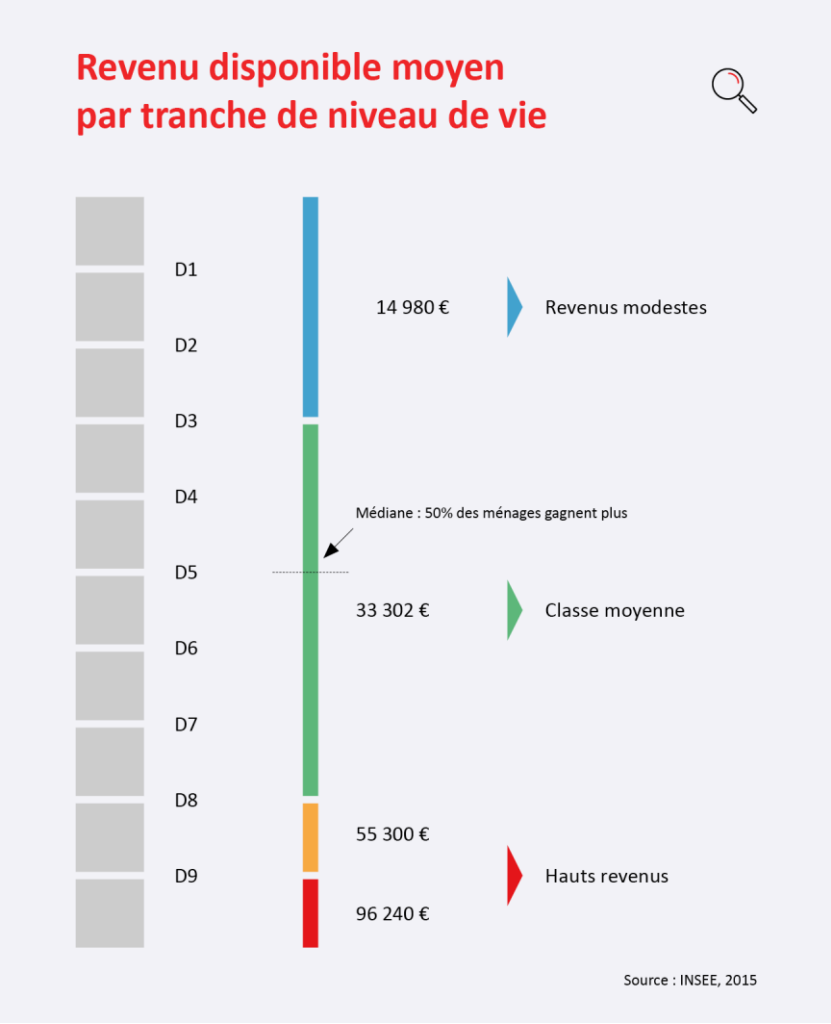
HLM loué vide. Un logement HLM est une habitation à loyer modéré au sein d'un immeuble construit avec l'aide de l'État et de diverses collectivités et affectée aux foyers qui ont de petits revenus. Un HLM loué vide est un logement non-meublé.

Logement social (ou HLM). Logement construit avec l'aide de l'État et qui est soumis à des règles de construction, de gestion et d'attributions précises. Les loyers sont également réglementés et l'accès au logement conditionné à des ressources maximales.

Taux de logements sociaux. Le taux légal de logements locatifs sociaux des communes situées en périmètre SRU est de 25% du parc des résidences principales, sauf pour les communes qui appartiennent à un périmètre SRU dont la situation et le fonctionnement du marché de l'habitat ne justifie pas un renforcement des obligations de production.

DPE. Voire thématique environnement

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



EMPLOI

Actif. Un actif est une personne qui est en capacité de travailler. Un actif occupé est une personne qui a un emploi**.** Ainsi, la **population active** regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

Taux de chômage. Le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir. En France il y a deux sources statistiques principales sur le chômage ;

- Chômeur = chômeur selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE
- Personne en recherche d'emploi = personne qui s'est inscrite à Pôle Emploi

Travail à temps partiel. Mode de travail qui peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié, impliquant une durée de travail inférieur à la durée légale (35h).

REVENUS ET PRÉCARITÉ

Foyer à bas revenus. Un foyer est considéré à bas revenus par la CAF si son Revenu par Unité de Consommation (RUC) est inférieur à 60% du RUC médian.

Prestations sociales. Les prestations sociales (ou transferts sociaux) sont des transferts versés (en espèces ou en nature) à des individus ou à des familles afin de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques.

Prime d'activité. Aide financière venue remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi. Elle est attribuée en tant que complément pour les travailleurs aux revenus modérés.

Aide pour le logement. Aides délivrées par la CAF, constituées de l'Allocation de Logement Familiale (ALF), de l'Allocation de Logement Sociale (ALS), et de l'Aide Personnalisée au Logement (APL).

Revenu de solidarité active (RSA). Aide financière versée par la CAF pour les personnes de 25 ans et plus (ou 18-25 ans parents isolés) destinée à assurer un niveau minimum de ressources.

Revenu médian et rapport interdécile. Les déciles sont les valeurs qui partagent les revenus de la population en dix parties égales (cf. schéma ci-contre). Le cinquième décile, correspond à la médiane, c'est-à-dire le salaire au-dessous duquel 50% des ménages touchent plus et 50 % touchent moins. Le rapport interdécile est utilisé pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Plus il est élevé plus les inégalités sont grandes.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

SANTÉ ET HANDICAP

Allocation adulte handicapé (AAH). Aide financière versée par la CAF aux personnes en situation de handicap selon des conditions de ressources et d'autonomie.

Aide au paiement d'une Complémentaire Santé (ACS). Aide financière versée, sous conditions de ressources et destinée au paiement d'une complémentaire santé. Cette aide est versée aux individus dont les ressources sont légèrement supérieures au plafond de la CMU-C.

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Aide financière versée par la CAF aux parents d'un enfant de moins de 20 ans en situation de handicap et destinée à financer frais d'éducation et de soins.

Couverture Maladie Universelle-Complémentaire (CMU-C). Complémentaire santé gratuite, versée sous condition de ressources.

Non-recours aux droits/soins. Notion qui renvoie aux personnes qui ne font pas valoir leurs droits en raison de différents obstacles et /ou qui ne se rendent pas chez un professionnel de santé.

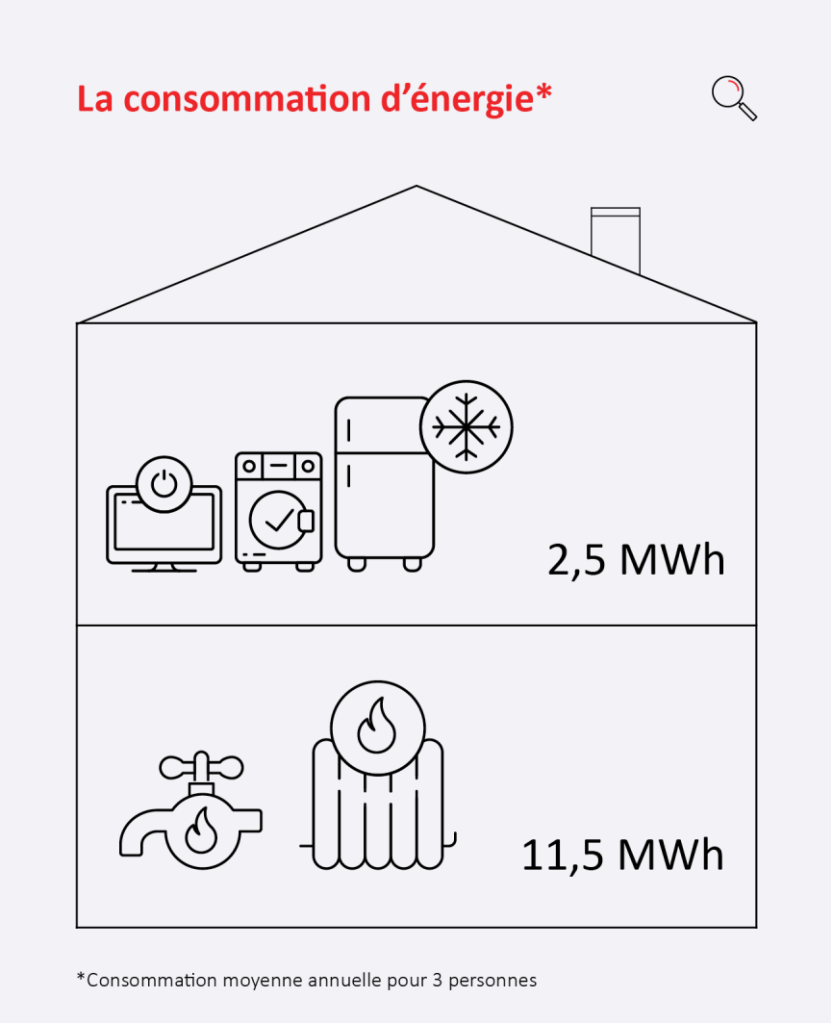
ENTREPRISES

Entreprises (répertoire SIRENE). Les entreprises enregistrées au sein du répertoire SIREN sont en fait des « établissements productifs ». Le caractère productif d'un établissement est déterminé en fonction de la catégorie juridique et de l'activité, et dans certains cas de l'effectif. Il se rapproche de la notion du caractère marchand de la comptabilité nationale.

VIE LOCALE

Licenciés sportifs. Les licenciés sportifs sont les titulaires d'une licence d'une fédération ou d'une association à caractère sportif.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



TOURISME

Nuitée. Une nuitée est une unité de mesure utilisée pour comptabiliser la fréquentation de la clientèle dans un établissement. Elle permet de déterminer le taux de remplissage de ce dernier et de calculer la taxe de séjour au réel. Le nombre de nuitées est égal au nombre de nuits passées par les clients dans cet établissement.

ENVIRONNEMENT

Photovoltaïques. Une installation photovoltaïque produit du courant électrique par transformation directe de l'énergie lumineuse en énergie électrique.

Tension de raccordement. La puissance injectée dans le réseau d'énergie par les installations photovoltaïques du territoire.

MWh. Symbole de Mégawattheure, unité de mesure de l'énergie, qui correspond à la puissance d'un mégawatt actif pendant une heure.

Thermosensibilité. La thermosensibilité d'un bâtiment représente la puissance de chauffage supplémentaire (en Watt) nécessaire pour le maintenir à température.

ithéa
ithea-conseil.fr

Ithéa est un cabinet de conseil aux collectivités territoriales. Nous réalisons des Analyses de Besoins Sociaux, diagnostics enfance-jeunesse et diagnostics de territoire préalables à une Convention Territoriale Globale.

Nous proposons également des outils facilitant l'accès et l'usage des données locales, aujourd'hui utilisés par plus de 1 500 collectivités.

Pour en savoir plus : Ithéa Conseil SAS – 265 rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris – Tel. 01.42.64.71.01 - communication@ithea-conseil.fr – www.ithea-conseil.fr

© Ithéa Conseil SAS 2021. Imprimé par 3ma group. Tous droits réservés.